



PROJET DE NUMERISATION
MEMOIRE DU DEPARTEMENT
D'ETUDES PORTUGAISES ET BRESILIENNES

2018 – 2021

Scan réalisé par Béatrice Pascale
Juin 2020



Copyright Notice

Staff and students of Aix-Marseille University are reminded that copyright subsists in this extract and the work from which it was taken.

All copies (including electronic copies) shall include this Copyright Notice and shall be destroyed and/or deleted if and when required by Aix-Marseille University.

Except as provided for by copyright law, no further copying, storage or distribution (including by e-mail) is permitted without the consent of the copyright holder.

The author (which term includes artists and other visual creators) has moral rights in the work and neither staff nor students may cause, or permit, the distortion, mutilation or other modification of the work, or any other derogatory treatment of it, which would be prejudicial to the honour or reputation of the author.

Title:

L'enseignement en Angola au XIXe siècle

Name of Author:

MATTEI Marilyne

Name of Publisher:

Lettres, Aix-en-Provence

L'ENSEIGNEMENT EN ANGOLA

AU XIXe SIECLE

DEA de Portugais, sous la direction
du Professeur Bernard Martocq,
présenté en Novembre 1990, à l'Uni-
versité de Lettres, à Aix en
Provence.

Nous adressons nos plus chaleureux remerciements à toutes les personnes qui nous ont permis de mener à bien ce travail : les personnels de la Société de Géographie de Lisbonne et des Archives Historiques de l'Outre-mer, qui ont fait preuve d'une grande patience, ainsi qu'aux personnels des autres archives que nous avons été amené à consulter pendant toute cette année.

Nous voulons tout particulièrement remercier les personnels du Ministère de l'Éducation Nationale qui ont bien voulu nous photocopier tous les décrets dont nous nous sommes servis pour rédiger ce travail.

Nous voulons remercier vivement, enfin, le Professeur Bernard Martocq qui a bien voulu accepter de diriger notre travail qu'il a suivi tout au long de l'année, avec le plus grand intérêt.

M. M.

INTRODUCTION

En dépit de l'importante bibliographie qui existe sur la notion d'instruction au Portugal, au XIXe siècle, de nombreux problèmes sont soit éludés dans ces ouvrages ou demeurent sans solution.

Encore de nos jours, il est rare de rencontrer un historien qui consacre quelques pages à l'analyse approfondie des systèmes éducatifs destinés aux indigènes.

Nous n'avons trouvé, concernant ce sujet, que des travaux descriptifs, ne dépassant pas le stade de l'analyse superficielle et rapide.

Pourtant, un effort considérable a été fourni dans ce domaine, puisque, dès 1845, les enfants des colonies pouvaient suivre un enseignement officiel, dans des cours d'instruction primaire publics installés dans chaque capitale et partout ailleurs, où le besoin s'en faisait ressentir.

Même si les Portugais ont procédé à une transplantation pure et simple des idées et des institutions européennes, pour les imposer aux indigènes, ils ont essayé de sortir les Provinces d'Outre-mer de la torpeur qui les caractérisait par rapport au reste de l'Afrique.

Les Français en ont fait de même dans leurs colonies africaines, en pratiquant dès le départ une politique d'assimilation intégrale des indigènes à la culture française, et en reprenant la même organisation et les mêmes méthodes scolaires que la France métropolitaine.

Le seul pays européen installé en Afrique qui n'ait pas choisi la même orientation politique, est l'Angleterre. Les Anglo-saxons ont pratiqué une politique différenciée, voir ségrégationniste, dès le début, en établissant une séparation nette entre les européens et les "colored-men". La méthodologie, les systèmes scolaires, étaient totalement différents de ceux destinés aux blancs. Pour eux, "a educação deveria ser adaptada à mentalidade e às tradições dos diversos povos, conservando tanto quanto possível, os elementos saos da sua estrutura social" (1)

Notons que l'intervention active des Anglais en Afrique était sérieusement compromise par la présence séculaire des missionnaires, qui possédaient une grande indépendance, dans le

(1) Cf. AVILA DE AZEVEDO, Rafael, Politica de ensino em Africa, Lisboa, Ministério do Ultramar - Estudos de ciências politicas e sociais - n° 13, 1958, p. 69.

domaine de l'éducation, avec leurs fameux instituts particuliers.

La situation était semblable dans les colonies portugaises, où les missionnaires étaient installés depuis le XVII^e siècle, à la différence près qu'en 1834 D. Pedro IV prenait la décision d'expulser tous les ordres religieux des provinces d'outre-mer et du Portugal.

A partir de là, l'enseignement des indigènes qui était le monopole des missionnaires, tomba entre les mains de la machine d'état portugaise, qui n'était pas prête à assumer une telle responsabilité.

Nous avons donc trouvé intéressant pour notre travail de voir les conséquences de cette mesure que l'on peut qualifier de draconienne, 10 ans après, laps de temps qui semble indispensable pour une éventuelle réorganisation des structures éducatives dans les provinces d'outre-mer.

C'est une des raisons pour lesquelles nous avons choisi de commencer notre étude avec la législation de 1845, qui était la première à réorganiser l'instruction en Angola, depuis l'expulsion des ordres religieux.

Ce présent travail comportera trois parties dans lesquelles nous analyserons l'installation des premières structures du système éducatif en Angola, jusque dans les années 70.

La première partie visera essentiellement à donner le cadre politique et idéologique dans lequel sont nées les réformes de l'enseignement au Portugal et dans les provinces d'outre-mer, au XIX^e siècle.

La deuxième partie s'intéressera de plus près à l'Angola, à travers la présentation des structures d'accueil scolaires de la ville de Luanda, qu'elles soient privées ou publiques.

Enfin, dans la 3^{ème} partie, nous essaierons de mettre en exergue tous les écarts que nous avons pu constater entre les pratiques et les besoins réels des écoles angolaises.

Pour rédiger la 1^{ère} partie, nous avons eu recours à un certain nombre d'ouvrages très connus dans l'histoire de l'éducation au Portugal, comme História do ensino em Portugal de Rómulo de Carvalho ou Fins e objetivos do sistema escolar português, de Filipe Rocha. En ce qui concerne l'Angola, nous nous sommes aidés des ouvrages de spécialistes comme Avila de Azevedo et Manuel Ferreira Rosa. Nous voulions signaler cependant que les sources bibliographiques concernant exclusivement l'enseignement en Angola, sont très réduites.

Les documents qui nous ont permis d'écrire la deuxième partie, sont tirés pour la majorité d'entre eux, du Boletim Oficial de Angola et du Diário do Governo.

La troisième partie a également été rédigée grâce au Boletim Oficial de Angola, ou plus précisément, à partir d'annonces ou de rapports d'inspection publiés dans la partie non-officielle du Boletim Oficial de Angola.

Nous avons achevé notre étude sur le décret de Rebello da Silva, mais nous avons eu beaucoup de regrets de ne pas pouvoir en étudier les effets, dès les premières années de sa parution, d'un point de vue statistique.

En effet, à partir de l'année 1868, nous n'avons plus trouvé de statistiques de l'instruction publique qui étaient publiées mensuellement, depuis l'année 1846 et qui représentaient une source d'information précieuse pour notre travail.

D'une manière générale, l'économie rédactionnelle de ce travail, est donc constituée d'un va et vient constant entre les données générales ou théoriques tels que les textes administratifs ou juridiques les énonçaient et les comptes rendus d'expérience sur le terrain ou les indices concrets de l'activité éducative naissante dans le pays.

"L'école n'est pas seule à instruire les jeunes. Le milieu et l'époque ont sur eux autant et plus d'influence que les éducateurs."

Paul Valéry

A la veille du XIXe siècle, le Portugal est encore un pays sans technologie, avec un profond retard sur le plan des techniques et des mentalités.

Les voies de communication internes sont pratiquement inexistantes et les structures économiques sont archaïques. Si on le compare à des pays forts comme l'Angleterre et la France, le progrès y percera beaucoup plus tard (1).

Le cas des provinces d'outre-mer est encore plus grave, car les gouvernements de la métropole, qui se succèdent au cours du 19ème siècle, ont tendance à oublier ces contrées trop éloignées.

En ce qui concerne notre sujet, l'instruction dans les Provinces d'Afrique, elle subit les influences de quelques réformes plus ou moins efficaces, mises en application au Portugal.

Des fluctuations idéologiques qui caractérisent cette période, on peut retenir deux grands moments pour l'histoire de l'instruction en Angola.

José Joaquim Falcão, Ministre et Secrétaire d'État des Affaires de la Marine et de l'Outre-mer, en 1845, a été le premier à réaliser le besoin urgent qu'il y avait d'organiser les Provinces d'outre-mer. Le 14 août 1845, il publie un décret de 14 articles, que nous aurons l'occasion d'analyser dans cette partie, qui marquera d'une certaine façon, le point de départ de l'activité éducative dans le secteur primaire en Angola. A partir de là, comme nous le verrons dans la suite de notre exposé, quelques rares décrets seront publiés à propos de faits bien précis, mais sans grande importance, en ce qui concerne les provinces d'outre-mer.

Il faudra, ensuite, attendre 24 ans pour trouver un ministre qui se soucie d'améliorer ce décret. Luis Rebello da Silva publie à son tour, le 30 novembre 1869, un décret de 68 articles qui réorganisent toute l'instruction, du primaire au supérieur.

A partir de là, le nombre d'écoles en Angola connaîtra une augmentation constante, dans le même temps où l'Angola commencera à connaître un essor dans de nombreux secteurs d'activité.

(1) Pour citer un exemple significatif, l'application de la vapeur à l'industrie arrive avec plus de 60 ans de retard au Portugal. Ce n'est qu'en 1835 que l'on utilise pour la première fois la machine à vapeur dans l'industrie et en 1845, il y a seulement 58 machines à vapeur pour tout le royaume portugais. Cf. RAMOS DE ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em Africa, Lisboa, Editorial Estampa, 1979,

Aussi surprenant que cela puisse paraître, nous avons délibérément choisi d'interrompre notre aperçu historique au moment même où l'instruction commençait à susciter le plus d'intérêt de la part des dirigeants portugais.

Si nous avons fait ce choix, c'est parce que nous souhaitions commencer par étudier les différents facteurs qui, à la base, ont déclenché le processus de développement de l'instruction en Angola.

CHAPITRE I

LES TENTATIVES DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME ÉDUCATIF

Ce premier chapitre prétend dresser une sorte de bilan. On y trouvera un relevé, non exhaustif cependant, des principales mesures prises, pendant les soixante-dix premières années du XIXe siècle.

Deux grandes tendances apparaissent au cours de ce siècle. Durant les 40 premières années, le combat pour l'instruction au Portugal n'a rien été de plus qu'une simple lutte pour les intérêts économiques et culturels de la bourgeoisie. D'autre part, aucun effort remarquable n'est à signaler en matière d'éducation en Angola, le nombre de colons blancs étant encore très faible à cette époque. Nous allons voir que c'est seulement à partir des années 50 que l'instruction a commencé à susciter des intérêts plus "scientifiques" et que des réformes se sont succédé, préconisant une instruction élémentaire pour tous les citoyens et dans de meilleures conditions.

I - LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT APRES LA CHUTE DU MARQUIS DE POMBAL

1. Le "Subsídio literário"

En 1800, à Luanda, comme traces de la réforme du Marquis de Pombal, il ne reste qu'un professeur de latin et un maître (1) pour enseigner l'écriture et la lecture, qui vivent dans des conditions précaires (2).

(1) Un document officiel daté de 1801 utilise pour la première fois l'appellation de maître de premières lettres (mestre de primeiras letras) au lieu de celle de maître royal de lecture et d'écriture, voir NOVOA, António, Le temps des Professeurs, vol 1, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação científica, 1987, p. 321.

Dans les textes officiels que nous avons rencontrés, on emploie indifféremment les expressions maître ou professeur de premières lettres. C'est seulement à partir du milieu du XIXème siècle qu'on adopte la désignation de "professeur d'instruction primaire" soit "professor de instrução primária".

(2) Voir "Arquivos Ultramarinos" - Angola - doc. 1 - caisse n° 94 - année 1800 : " Mappa de toda a povoação da cidade de Sao Paulo de Assumpção - Capital do Reino de Angola".

Déjà à l'époque de D. José, Martinho de Mello e Castro avait créé un impôt pour pouvoir payer les salaires de ces trois enseignants qui consistait pour l'Amérique et l'Afrique en "um real por cada arrátel de carne cortada nos açouques e 10 reis por cada canada de aguardente fabricada nesses lugares" (1).

C'est donc grâce à ce fameux "subsídio literário" que les pionniers de l'enseignement public en Angola ont réussi à survivre.

Au bout de quelques années, devant les ressources trop faibles de ces enseignants, Martinho de Mello e Castro avait étendu l'impôt sur le tabac importé du Brésil, mais cela ne suffisait plus en 1800.

Du côté des disciplines scientifiques, le gouverneur général d'Angola, Miguel António de Mello, avait créé, dès 1799, un cours d'arithmétique, de géométrie et de trigonométrie pour avoir de "bons comptables et de bons arpenteurs" (2). Cependant, le sort des professeurs des disciplines scientifiques n'était guère meilleur que celui des professeurs de lettres.

Le XIXe siècle commence donc avec des structures éducatives quasiment inexistantes et, durant les dix premières années, les quelques mesures qui ont été prises ne concernent même pas les enfants du sexe féminin.

2. L'enseignement féminin

C'est seulement à partir de 1818, que l'on peut parler officiellement d'enseignement féminin, en application du décret du 31 mai 1790 qui prévoyait la création de 18 postes pour ces enseignants dans des écoles de filles. Déjà entre 1807 et 1810, l'épouse du gouverneur d'Angola, D. António de Brito, avait réuni les jeunes filles de Luanda pour leur donner des leçons de

(1) L'impôt consistait en "un real sur chaque livre de viande coupée dans les boucheries et 10 reis sur chaque canon d'eau de vie fabriquée en ces lieux". Or, à l'époque, une livre équivalait à 0,453 kg et un canon à un seizième de pinte.
Cf. Boletim do Conselho Ultramarino, Legislação antiga (1755-1834), vol II, Lisboa, Imprensa Nacional, 1867, p.72-73

(2) Cf. Arquivos de Angola - vol III, nº 16 a 36. Publicação oficial editada pela repartição central de estatística geral em Luanda- 1937, p. 29

lecture, d'écriture, de français et de musique (1). Mais, l'enseignement qu'elle assurait n'était pas aussi complet que celui qui était proposé dans le décret de Mai 1790, qui préconisait que les filles sachent "ler, escrever, fiar, coser, bordar e cortar".

Cinq ans après, Mouzinho de albuquerque renforce l'enseignement féminin en décrétant que désormais l'enseignement pour les filles serait identique à celui des garçons, seul le dessin linéaire serait remplacé par l'utilisation de l'aiguille à coudre et à tricoter, le filage de la laine ou du lin selon les localités (2).

Il est bien évident que les premiers décrets qui visaient essentiellement les fils des colons blancs, n'ont pas manqué de bouleverser les habitudes du peuple angolais. L'organisation des sociétés bantoues était totalement différente de celle des colons européens. Pour eux, les travaux agricoles étaient considérés comme la tâche essentielle des femmes. L'homme, quant à lui, était habitué à aller à la chasse, à la pêche et à faire le commerce des objets que les femmes confectionnaient à la maison. L'enseignement de la couture semblait totalement superflu pour des individus habitués à vivre nus ou vêtus d'une simple jupe de cuir.

Cependant, pendant une vingtaine d'années, on ne s'est pas davantage intéressé à l'enseignement dans les colonies, même si la constitution de 1822 interdisait de voter à tous ceux qui "chegando à idade de 25 anos completos não souberem ler e escrever, se tiverem menos de 17 anos quando se publicar a constituição" (3).

II - DE LA NOUVELLE CONSTITUTION AU CABRALISME

1. Le Conseil Supérieur de l'Instruction

Puisque la nouvelle constitution (4) considérait les territoires d'outre-mer comme des provinces du Portugal, au même

(1) AZEVEDO, Avila (de) Politica de ensino em Africa, Lisboa, Ministério do Ultramar - estudos de ciências politicas e sociais, 1958, p. 121.

(2) ROCHA, Filipe, Fins e objectivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem editora, 1984, p. 72

(3) Cf. art. 33, VI de la Constitution de 1822.

(4) L'article 20 de la Constitution de 1822 définissait la nation portugaise comme "l'union de tous les Portugais des deux hémisphères".

titre que celles de la métropole, dans la logique gouvernementale de l'époque, il n'était pas possible d'individualiser les ministères qui s'occupaient de l'outre-mer.

De fait, tous les problèmes concernant les colonies étaient traités par le Ministère de la Marine et des Affaires Étrangères.

D'autre part, le secteur de l'éducation n'avait pas son propre ministère, à cause de la Junta da Directoria-Geral dos Estudos e Escolas do Reino installée à Coimbra, ce qui limitait considérablement l'action des gouvernements (1). C'est seulement en 1835, que Rodrigo da Fonseca Magalhães décida qu'il y aurait à Lisbonne un Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, chargé de la direction et de l'administration de tout l'enseignement public (2).

Avant 1835, seul le député libéral, Luis da Silva Mouzinho de Albuquerque s'intéresse de près à l'enseignement. Il présente aux Cortés, en 1823, une réforme générale de l'enseignement beaucoup trop progressiste qui ne tenait pas compte de la situation de l'époque (3).

Quoi qu'il en soit, le Portugal n'avait pas les motivations ni les moyens financiers, pour développer ses provinces d'outre-mer et encore moins le secteur de l'enseignement (4).

En 1836, une loi avait établi un budget pour chaque colonie, mais c'est seulement à partir de 1852 qu'on a commencé à organiser un système régulier des finances d'outre-mer, alors que l'Angola commençait à apporter des recettes au Portugal.

(1) La Junta da Directoria-Geral dos Estudos e Escolas do Reino comprenait un président, qui était en fait le recteur de l'Université de Coimbra, six députés et un secrétaire, appartenant tous au corps académique. Depuis 1794, elle contrôlait toutes les écoles de la métropole et de l'outre-mer.

(2) Le Conseil Supérieur d'Instruction Publique mis en place par Rodrigo da Fonseca Magalhães est supprimé au bout de 2 mois.

(3) Ce projet de réforme, qui avait été imprimé à Paris, était très influencé par le système scolaire français. Voir CARVALHO, Rómulo (de), História do ensino em Portugal, Lisboa, Fundação Gulbenkian, 1985, p. 538-539.

(4) En 1835, le gouvernement portugais donnait l'autorisation "de former et d'organiser l'enseignement public (...) sans augmentation des dépenses dans ce secteur". Cf. Diário do Governo - 25 avril 1835.

2. Les oscillations de la politique éducative du septembrisme au cabralisme

A partir de 1836, Passos Manuel (1) décide de laisser entre les mains de l'Etat l'organisation des écoles, contrairement à Rodrigo da Fonseca qui laissait cela à la charge des municipalités (2). Il propose une réforme pour l'instruction primaire et secondaire (15 novembre 1836), mais il cherche surtout à développer tous les moyens possibles d'influence et de persuasion, afin que les parents envoient leurs enfants dans les écoles primaires déjà existantes. La situation était déjà très grave au Portugal puisqu'il y avait environ 90% d'analphabètes, il était alors temps de sensibiliser la population (3).

Avec Passos Manuel (4), on peut parler du premier sursaut d'intérêt pour l'éducation, à la fois au Portugal et dans les colonies. Mais son action ne durera pas très longtemps car il démissionnera en Mai 1837, à la suite de la révolte de la garnison de Lisbonne (5).

-
- (1) Rappelons que Passos Manuel était secrétaire du Ministère de l'Intérieur (Ministério do Reino).
 - (2) Passos Manuel est très contesté par un de ses illustres contemporains, Alexandre Herculano. Contrairement à Passos Manuel qui propose une politique centraliste, Herculano pensait que les communes devaient être responsables de l'éducation de leurs administrés. D'une façon générale, Herculano était très déçu des politiques éducatives qui avaient été proposées jusque là. Il finit par mettre en place son propre projet de réforme qui vise d'abord à éduquer "o cidadão, depois o individuo".
 - (3) En 1878, le Portugal comptait encore 3.246.870 analphabètes pour une population de 3.916.219 individus âgés de plus de 5 ans, soit un pourcentage de 83%.
Cf. MARTOCQ, Bernard, Manuel Laranjeira et son temps (1877-1912), Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1985, p. 365.
 - (4) Rómulo de Carvalho parle de Passos Manuel en ces termes : "mais um daqueles desoladores exemplos de portugueses válidos que se recolheram ao silêncio, desiludidos da vida política nacional". Voir CARVALHO, Rómulo (de), História do ensino em Portugal, Lisboa, Fundação Gulbenkian, 1985, p. 572.
 - (5) La révolte de 1836 (setembrismo) a surtout été une réaction de la bourgeoisie industrielle alliée à la classe moyenne des commerçants contre le pouvoir des propriétaires ruraux de la haute bourgeoisie.

J. OLIVEIRA MARQUES, A-H (de), História de Portugal, vol III, Lisboa, Palcos Editores, 1986, p. 20.

C'est le modéré Sá da Bandeira qui remplace Passos Manuel. Sá da Bandeira préconisait l'établissement d'écoles primaires pour les enfants des "sobas (1), car le nombre de colons blancs était trop faible. Même si les libéraux ont essayé de garantir l'instruction à tous les citoyens, seuls les enfants noirs de bonnes familles recevaient une éducation en Angola. Tous les enfants de l'aristocratie africaine allaient ensuite achever leurs études en métropole grâce à une bourse que leur offrait le gouvernement portugais (2).

Sá da Bandeira s'est davantage intéressé à l'enseignement secondaire, il a institué des lycées devenus indispensables au moment de l'extinction des ordres religieux en 1834. Il est également à l'origine de la création de l'école polytechnique.

Le gouvernement de Sá da Bandeira se caractérise donc par un grand nombre de mesures prises dans le domaine de l'éducation, qui n'ont pourtant pas réussi à mobiliser la population au Portugal et encore moins en Afrique.

En, 1841 plus de la moitié de la population masculine n'allait pas à l'école sur le continent.

Il faut attendre septembre 1844, pour que le Portugal connaisse une nouvelle réforme générale avec le nouveau chef du gouvernement Costa Cabral. Jusque là, l'instabilité politique était telle qu'il n'y avait pas vraiment de continuité dans les actions qui étaient entreprises en faveur de l'éducation. Costa Cabral prend d'abord la décision importante de recréer le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique qui avait été institué par Rodrigo da Fonseca (3).

Cabral, qui était un despote, reste au gouvernement jusqu'en Mai 1846. Son Ministre d'État des Affaires de la Marine et d'Outre-mer, Joaquim José Falcão, prend les premières mesures sérieuses en ce qui concerne l'éducation et, grâce à lui, les premières structures de l'enseignement voient le jour en Angola.

(1) Le soba est l'autorité suprême qui détient tous les pouvoirs, même le droit de vie et de mort sur les habitants de la région qu'il commande. Cf. OLIVEIRA MARQUES, A.H. (de), História de Portugal, vol. III, Lisboa, Palas Editores, 1986, p. 20.

(2) Entre 1834 et 1853, plus de 100 jeunes des provinces d'outre-mer sont venus étudier en métropole (dont 48 de Goa). Voir OLIVEIRA MARQUES (de), História de Portugal, vol III, Lisboa, Palas Editores, p. 198

(3) Cf. Décret du 20 septembre 1844, article 155. CARVALHO, Rómulo (de), História do ensino em Portugal, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1986, p. 580.

III- UNE NETTE AMÉLIORATION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA DEUXIEME MOITIÉ DU XIXÈME SIECLE (1)

1. La réforme de Joaquim José Falcão

La ville de Luanda, en 1845, compte 5605 habitants dont 1600 blancs (2).

A cette époque, l'occupation de l'Angola par les Portugais n'est pas très importante. Les Portugais n'ont jamais vraiment prévu une conquête substantielle du territoire. Ce qu'ils voulaient c'est tout simplement protéger les comptoirs qu'ils possédaient sur la côte angolaise.

A cette époque, l'Afrique n'occupait pas une aussi grande place dans l'économie du Portugal, que le Brésil ou l'orient. C'était surtout les esclaves qui intéressaient les commerçants portugais (3).

Il ne faut pas oublier aussi, que les peuples africains opposaient une grande résistance à la percée européenne sur leurs territoires. En plus de l'hostilité des indigènes, l'hostilité du climat et du relief n'encourageait pas les colons blancs à rester en Angola.

Le Ministre d'État des Affaires de la Marine et de l'Outre-mer de l'époque s'intéresse de près aux colonies.

(1) Dans la seconde moitié du 19ème siècle, l'analphabétisme connaît un sensible recul au Portugal et le nombre d'écoles primaires est en constante progression. L'on passe ainsi de 2000 vers 1860 à 3000 écoles en 1880. Voir MARTOCQ, Bernard, Manuel Laranjeira et son temps (1877-1921), Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1985, p. 325. Il en va de même en Angola où 25 écoles primaires ont été créées depuis les années 40 jusqu'en 1875 (dont 4 de filles). Cf. OLIVEIRA MARQUES, História de Portugal, vol III, Lisboa, Palas editora, 1986, p. 197.

(2) Cf. RAMOS ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em Africa, Lisboa, Editorial Estampa, 1979, p. 90.

(3) Le traité de 1842 entre le Portugal et la Grande Bretagne supprimait complètement toutes formes de trafic des esclaves dans les possessions d'outre-mer des deux pays.

Devant "la nécessité urgente d'organiser et de promouvoir l'instruction primaire dans les provinces d'outre-mer", Joaquim José Falcão publie, le 30 août 1845 (1), un décret de 14 articles qui établit "le premier système coordonné de l'enseignement hors de la métropole" (2) que nous aurons l'occasion d'analyser dans la partie suivante.

En avril 1845, José Joaquim Falcão avait déjà publié "un plan d'organisation et un règlement de l'enseignement de la médecine dans les provinces portugaises d'Afrique", proposant la création "d'établissements pour l'enseignement de la pratique de la médecine dans chaque capitale africaine" (3).

Ce projet un peu trop ambitieux n'a pas pu en réalité se concrétiser et nous n'avons plus jamais entendu parler de l'enseignement de la médecine au cours de nos recherches, avant les années 1870.

2. Les effets de la Régénération

A partir des années 50, la politique interne du Portugal se caractérise par une relative accalmie, explicable dans le cadre général de l'expansion économique et de la prospérité des classes dirigeantes.

Les dirigeants commencent alors à entrevoir la nécessité de prendre des mesures pour organiser les provinces d'outre-mer.

En 1851 est créé le Conseil d'Outre-mer (Conselho Ultramarino) (4), sous la présidence du libéral ^{Silva} Bandeira, qui jouera un rôle déterminant dans la politique de développement du Portugal et des provinces d'outre-mer. C'est aussi l'époque où on prend conscience qu'on ne peut plus mener la même politique au Portugal et dans les provinces africaines d'outre-mer.

Le Ministre des Affaires Étrangères, Almeida Garrett, veut, d'un point de vue administratif, qu'on abandonne la politique d'assimilation et qu'on applique à chaque colonie une loi organique spéciale, adaptée aux conditions locales.

(1) Voir appendice p. 102

(2) AZEVEDO, Avila (de), Política de ensino em Africa, Lisboa, Ministério do Ultramar - estudos de ciências políticas e sociais, 1958, p. 122.

(3) Diário do Governo, 2 avril 1845, décret n° 85.

(4) Diário do Governo, 23 septembre 1851.

On prend également de nouvelles initiatives pour fixer des colons blancs en Afrique. En 1852, est créé un fonds spécial pour promouvoir l'immigration à destination de l'outre-mer (1).

A partir de 1850, la population de Luanda double avec 12 200 habitants et les blancs y sont implantés en tant que soldats, déportés, etc...(2).

En septembre 1858, un décret est publié pour organiser à bord du vaisseau Vasco da Gama, qui fait le voyage entre Lisbonne et l'Angola, deux cours d'instruction primaire. Un cours est réservé aux enfants de la 1ère compagnie du bataillon des chasseurs qui va à Huila. Le deuxième est prévu pour les enfants des déportés (3).

Toute la période de la régénération se caractérise par le souci de créer un enseignement adapté aux conditions locales, qui prépare à des professions exigées par le milieu où ils vivent. Pour cela est créé un enseignement agricole et industriel afin de lui donner des finalités plus pratiques (4).

On disait à cette époque qu'il fallait faire de l'indigène un travailleur utile pour le progrès du pays et que c'était dans

-
- (1) On peut dire que toutes les tentatives faites pour peupler les colonies ont été vaines. La seule qui ait vraiment donné des résultats se situe dans la région de Huila. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet, car c'est la seule région où les projets éducatifs, à vocation religieuse, mis en place ont survécu.
- (2) à peu près un tiers de la population de Luanda est blanche en 1858. Voir RAMOS ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em Angola, Lisboa, Editorial Estampa, 1979, p.133.
- (3) Cf. Diário do Governo, 14 octobre 1858, décret n° 242.
- (4) "S'occuper de l'instruction primaire et industrielle même au détriment de l'instruction supérieure" fut le slogan lancé par le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique lors du rapport annuel (1852-1853). "Si chez tous les peuples lettrés les attentions sont concentrées sur ces deux branches, cela doit arriver chez nous à plus forte raison (...). L'esprit du siècle est positif et pratique. Respirons donc l'air du siècle dans lequel nous vivons". Cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol 1, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1987, p. 337.

ce sens que devait aller l'éducation (1).

C'est aussi le moment où le chemin emprunté pour l'éducation, pendant ce début de siècle, se divise en deux.

Après l'extinction des ordres religieux en 1834 (2), les missionnaires refont leur apparition dans les provinces africaines d'outre-mer.

Peu à peu, l'enseignement pour les indigènes est confié aux missionnaires (3). Et, parallèlement, l'enseignement pour les colons blancs devient une exclusivité de l'enseignement public.

En 1855, est créé le fameux séminaire Cernache de Bonjardim qui aura pour rôle de former des missionnaires pour les écoles des provinces africaines.

C'est donc seulement à partir de ce moment là que l'on va commencer à parler d'un enseignement différencié pour les enfants

-
- (1) Voir Angola = Aspectos da Instrução e Ensino na colónia = Esboço Histórico e Crítico. Trabalho organizado para a cadeira de politica indigena pelo aluno Eurico de Oliveira Melo Pais. Anuário da Escola Superior Colonial XXVII-XXI, 1946, p. 255.
- (2) Après la guerre civile entre conservateurs et libéralistes, de nombreux membres du clergé régulier ont pris les armes pour lutter contre "os ímpios e blasfemos" libéraux. En réponse à cette attaque, à la fin des années 20, le Portugal met fin à ses relations diplomatiques avec Rome. La situation ne s'étant pas améliorée, le régent D. Pedro finit par accepter la proposition du Ministre Joaquim António de Aguiar, d'abolir tous les monastères masculins et de disperser la population (le 28 mai 1834). 401 établissements religieux, ce qui représentait le fief de 6500 personnes, furent touchés par ce décret au Portugal et en Outre-mer. Toutes les propriétés des monastères furent alors nationalisées. Cf. OLIVEIRA MARQUES, A.H. (de), História de Portugal, vol. III, Lisboa, Palas Editores, 1986, p. 115.
- (3) En 1853, est créé le séminaire d'Angola qui jouera un rôle important dans le développement de l'enseignement en Angola. Mais il sera fermé en 1866, par le gouverneur général d'Angola, Gonçalves Cardoso, "à cause de l'état de dépravation du clergé". Cf. RAMOS DE ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em Africa, Lisboa, Editorial Estampa, 1979, p. 164.

des colons blancs et des indigènes avec un enseignement rudimentaire (1).

En 1856, le gouverneur général d'Angola donnait des instructions pour que les enfants des notables apprennent à Luanda, non seulement la langue portugaise et la doctrine chrétienne de façon correcte, mais aussi à lire, écrire et à compter. Il exigeait en plus, que les enfants soient habillés à l'europpéenne (2). Ce dernier détail prouve bien qu'on avait à cette époque une forte tendance à assimiler l'Afrique à l'Europe, ce qui va s'accroître d'ailleurs avec la réforme de Rebello da Silva en 1869.

3. A la recherche d'une efficacité pédagogique dans les années 60

Avant 1869, le secteur de l'éducation ne connaît pas de grands changements. Il faut cependant signaler les mesures spéciales qui ont été prises par ordonnance ministérielle le 2 août 1862 pour faire face au problème de l'incompétence des enseignants en Afrique.

A partir de cette date, les enseignants pour les colonies sont recrutés parmi les jeunes femmes qui ont été éduquées dans les orphelinats du Portugal. On va même jusqu'à créer dans les écoles normales de Lisbonne des cours complémentaires pour les futurs professeurs de premières lettres qui se destinent à l'enseignement dans les colonies (3).

Donc, pour la première fois, apparaît clairement l'idée de donner un enseignement semblable dans les établissements de la métropole et de l'outre-mer.

-
- (1) Pour plus de renseignements sur l'enseignement rudimentaire et les éventuels préjugés sociaux qui le caractérisent, voir DIAS BELCHIOR, Manuel, Evolução politica do ensino em Moçambique, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Sociais e Política Ultramarina, p. 649.
 - (2) AVILA DE AZEVEDO, Rafael, Novos Subsídios para a história do ensino em Angola (século XIX), Luanda, Boletim do Instituto de Angola, 1964, p. 35.
 - (3) Voir Angola - Aspectos da Instrução e Ensino na colónia. Esboço histórico e crítico. Trabalho organizado para a cadeira de política indigena pelo aluno Eurico de Oliveira Melo Pais, Lisboa, Anuário da Escola Superior XXVII-XXI, 1946, p. 261.

<Le travail de ces nouveaux professeurs d'instruction primaire envoyés en Afrique fait l'objet d'une grande surveillance. José da Silva Mendes Leal (1) demande au gouverneur d'Angola de faire des inspections fréquentes dans la province d'Angola pour vérifier que le travail soit bien fait et pour veiller à ce qu'il y ait "un climat affectueux" dans les écoles (2)>.

La direction générale de l'instruction publique, le 12 octobre 1866, redonne des indications aux gouverneurs civils et aux inspecteurs à ce sujet (3).

Mais les demandes de la métropole n'étaient pas toujours satisfaites par les gouverneurs qui, non seulement n'avaient pas toujours le profil pour ce type de poste, mais en plus, ne restaient pas suffisamment longtemps pour mener leurs travaux à terme (4). A partir de 1869, pour stimuler les initiatives au niveau local, le Ministre de la Marine et de l'Outre-mer, le célèbre romancier Luis Augusto Rebelo da Silva, procède à une décentralisation du pouvoir par l'intermédiaire des Juntas Gerais, récemment constituées dans les provinces africaines.

-
- (1) Boletim da Legislação Portuguesa, 10 octobre 1864. Cf. appendice p.105
- (2) D'après Manuel Ferreira Rosa, les indigènes ne devaient pas avoir de problèmes pour s'insérer dans de nouveaux groupes, car cela correspond à leur tendance grégaire. Mais, pour cela, il fallait qu'ils trouvent dans l'école, qui est une institution étrangère à leurs traditions sociologiques, un climat psychologique et émotionnel particulièrement accueillant. In FERREIRA ROSA, Manuel, Educação e ensino no Ultramar, 1969, vol 10, p. 127.
- (3) cf. Diário do Governo, 13 octobre 1866. Selon Filipe Rocha, l'idéologie de l'époque était la suivante: " a nação está em gérmen na escola, porque na escola é que está a instrução que habilita para os usos da vida social e a educação moral e religiosa que forma os costumes do cidadão". Voir ROCHA, Filipe, Fins e objectivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem editora, 1984, p. 101.
- (4) Les gouverneurs ne restaient pas en poste plus de deux ans à cause de problèmes de santé, familiaux, politiques, etc... De 1836 à 1910, il y a eu 37 gouverneurs en Angola. Mais il ne faut pas oublier que l'instabilité politique au Portugal était aussi très importante car il y a eu 6 ministères en 3 ans et demi à partir de 1868.

4. La réforme de Rebello da Silva

Après la "première organisation méthodique de l'enseignement dans les colonies"(1), Rebello da Silva promulgue un nouveau décret en 1869 (2) qui va compléter celui de Falcão et développer l'enseignement secondaire pour élever le niveau d'instruction de la population.

En 1870, le besoin de créer un Ministère de l'Instruction Publique se fait très fortement sentir (3). A la demande de nombreuses personnes influentes, comme l'écrivain portugais António da Costa de Sousa Macedo (qui deviendra lui-même par la suite Ministre de l'Instruction), le gouvernement de Saldanha met sur pied en Juin 1870, un ministère de l'instruction publique (4). En Août 1870, une réforme de l'instruction primaire très

(1) Cf. le Comte de PENHA GARCIA, L'enseignement aux indigènes dans les colonies portugaises, Bruxelles, Institut Colonial International, 1931, p. 711.

(2) Cf. appendice p. 107

(3) Il conviendrait de signaler que selon Bernard Martocq, "la nécessité d'un ministère indépendant du Ministère de l'Intérieur (Ministério do Reino) avait été démontrée dès 1854 par Castilho, bien avant D. António da Costa, sans que l'on parvint pour autant à une solution", MARTOCQ Bernard, Manuel Laranjeira et son temps (1877-1912), Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1985, p. 320-321.

(4) cf. CARVALHO, Rómulo (de), História do Ensino em Portugal, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1985, p. 600.

efficace est proposée (1) mais le 25 Décembre 1870, ce ministère est déjà supprimé par le gouvernement de D. António da Costa, à cause de "sa disconvenance et du mauvais effet de sa création". A partir de ce moment-là, le secteur de l'éducation va connaître une phase de stagnation.

De 1871 à 1877, Rodrigues Sampaio ne modifiera presque rien en matière d'enseignement public, sauf pour le secondaire. On peut cependant signaler un événement important pour la vie des missions de l'outre-mer. José de Mello Gouveia publie, en Août 1871 (2), le statut du collège des missions d'outre-mer composé de 102 articles. Ce collège est créé en faveur de jeunes garçons qui veulent se destiner au sacerdoce, pour y recevoir une éducation intellectuelle et morale, dès l'âge de 14 ans, qui leur servira pour satisfaire les besoins religieux du Real Padroado en Afrique, en Asie et en Océanie. Nous n'approfondirons pas davantage cette période qui pourtant offre des aspects intéressants, avec la montée de nouvelles idées (socialisme révolutionnaire, positivisme, etc.). La ville où la vie intellectuelle était la plus intense était Coimbra, où la majorité des intellectuels de l'époque, allaient étudier et se réunir dans le Casino Lisbonense pour discuter de la transformation sociale, de politique des peuples, des aspects modernes de la littérature moderne, etc... Ces trois conférences du Casino se sont rapidement transformées en attaques osées contre l'ordre social et la politique existante. Le pouvoir a commencé à avoir peur et a fini par les interdire.

(1) Un Décret-Loi daté du 27 Décembre annule la réforme proposée dans les décrets des 3 et 16 Août 1870. Ce ministère et ces décrets ont certainement été supprimés car ils voulaient mettre en place, entre l'instruction indispensable à tous et la secondaire, une catégorie d'enseignement convenant aux classes intermédiaires. Um rapport accompagnait les décrets dans lequel il était précisé les choses suivantes : "pelo ensino do primeiro grau, estabelecemos a generalidade do ensino necessário a todos os portugueses. Pelo segundo, instituimos as bases de um ensino profissional, diverso segundo as diferentes urgências das localidades. Tratou-se assim de realizar, entre o indispensável a todos, e a secundária, uma categoria de ensino conveniente às classes intermédias que devem receber mais instrução do que a elementar e diversa da secundária ; ensino profissional este que habilite para as ocupações agrícola, industrial e comercial (...). É o ensino superior (=complementar) indispensável para o derramamento das ciências e sua aplicação aos usos da vida ; mas o saber deve deixar de ser um monopólio em todos os países onde a liberdade geral é condição do viver social." Le principe d'égalité devant la Loi était un point important de cette réforme, ce qui gênait bon nombre de personnes. Cf. ROCHA, Filipe, Fins e objetivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem Editora, 1984, p.105.

(2) Cf. appendice p.115

(3) Cf. Diário do Governo, 13 septembre 1871.

A partir de là, la situation politique du Portugal se complique et devient instable. Les fameuses conférences du Casino montrent les débuts d'une authentique opposition aux institutions et à l'ordre bourgeois établis, et marquent une nouvelle phase de la vie politique du Portugal.

Nous avons donc convenu de suspendre notre panorama historique à ce moment-là, pour ne pas rentrer dans un dédale de faits historiques qui sortiraient de la période que nous avons choisi de traiter initialement.

Au terme de ce premier chapitre, nous pouvons dire que même si l'instruction n'était pas la principale préoccupation des dirigeants du 19ème siècle, au Portugal, les tentatives pour mettre en place des structures éducatives n'ont pas manqué. Cependant, un certain nombre de facteurs socio-culturels ont été la cause de l'inertie, voire du blocage, qui a empêché de faire avancer la machine éducative.

Notons que les conditions socio-économiques d'un bon nombre de familles portugaises ne permettaient pas que les enfants suivent une scolarité très poussée, surtout dans la première moitié du 19ème siècle. Il en est de même en Afrique où le travail des champs faisait partie de l'économie familiale et demandait la participation active de toute la famille, y compris les enfants.

De plus, les écoles en Afrique n'étaient pas assez nombreuses, ce qui obligeait les enfants noirs à parcourir de longues distances. Dans le meilleur des cas, lorsqu'une école fonctionnait, la rentabilité pédagogique était souvent mauvaise car la préparation des professeurs était insuffisante. Dans tous les cas, la situation aurait sans doute pu s'améliorer avant les années 70, si les différents gouvernements n'avaient pas successivement reconduit les mêmes erreurs et si la politique menée en faveur de l'instruction avait joui d'une plus grande continuité.

CHAPITRE II

PRÉSENTATION DES DÉCRETS DE 1845 ET 1869 SUR L'ENSEIGNEMENT EN OUTRE-MER

Dans la première moitié du XIXe siècle, à l'issue de la révolution libérale, se fait jour la nécessité d'un remodelage du système scolaire, de telle manière qu'il corresponde aux besoins de modernisation du pays.

Devant la montée du capitalisme industriel et agraire, au cours du XIXe siècle, on commence au Portugal à considérer l'enseignement comme une des conditions nécessaires au développement économique et à la mise en place d'une société industrielle.

A la même époque où José Joaquim Falcao promulgue son décret sur l'instruction primaire, Costa Cabral, Ministre de l'Intérieur, mène une politique de développement du Portugal en ce qui concerne l'administration et les travaux publics. Le plan d'amélioration de l'instruction primaire de José Joaquim Falcao coïncide donc avec un désir national d'ouvrir le pays et les provinces d'outre-mer sur le progrès, à travers le développement des infrastructures (1), l'organisation des services administratifs et, enfin, le souci d'élever le niveau d'instruction de la population portugaise.

José Joaquim Falcao s'efforce donc de trouver un système éducatif qui soit adapté aux nouvelles structures politiques et économiques de la métropole et des provinces d'outre-mer.

Lors de la Régénération, le processus de développement du pays s'est poursuivi (2), malgré l'instabilité ministérielle qui

(1) C'est Costa Cabral qui est à l'origine au Portugal de la construction des premières lignes de chemin de fer ; c'est lui qui a fait installer la première ligne de chemin de fer entre Porto et Lisbonne.

(2) Dans les années 50, le gouvernement portugais a signé un contrat avec une compagnie française pour établir des lignes de navigation régulières entre Lisbonne et l'Angola, mais sans résultats. C'est finalement une compagnie anglaise qui a le monopole des liaisons maritimes entre Lisbonne et les provinces d'outre-mer, en 1864.

perturbait la continuité de la vie politique du Portugal (1).

Rebello da Silva a essayé de son côté, d'envisager une éducation plus scientifique et plus axée sur la vie pratique dans les provinces d'outre-mer pour des enfants d'une génération en marche vers le développement.

Or, installer les bases d'un système éducatif dans un pays étranger, signifie se heurter avant tout à cette culture étrangère. C'est donc ce qu'ont fait de façon délibérée, les Portugais, au cours du 19ème siècle dans les provinces d'outre-mer. Ils ont essayé d'imposer leur culture de peuple occidental que l'on peut caractériser de rationaliste, scientifique et technologique, à la culture primitive des noirs.

Les Portugais ont agi de façon radicale, sans même essayer de prendre comme point de départ, la culture des indigènes pour en arriver à la culture européenne. Dès le début de leur scolarisation, les noirs ont dû se déplacer dans un univers mental complètement différent du leur, sans plus aucun repère. Nous allons donc voir à présent quelles ont été les disciplines scolaires que les enfants noirs se sont vu imposer par les Portugais.

I - PRÉSUPPOSÉS ET LACUNES DANS LA DÉFINITION DES CONTENUS PROGRAMMATIQUES DES DEUX DÉCRETS

1. L'enseignement des lettres

Aussi bien le décret de 1845 que celui de 1869, préconisent dès le début, un enseignement de la langue portugaise à un niveau 0, pour obliger les enfants noirs à penser dans la langue étrangère.

(1) Déjà Rebello da Silva suivait de très près l'évolution des événements politiques du Portugal. Il était très inquiet en 1848, pour l'avenir du pays et parlait de l'instruction en ces termes : "A base do governo representativo é a instrução e sobretudo a popular. Sem ela, as instituições não se compreendem, nem se estimam. Cada fórmula política vive de uma série de ideias que se devem tornar práticas e comuns para não haver luta entre os que obedecem e os que executam. Enquanto o sistema se não naturalizar no país o que é aplicado e os povos lhe não derem a sanção nacional, a sua existência será enfezada e triste, o seu desenvolvimento penoso e incompleto." Cf. FERREIRA, Alberto, Antologia de textos pedagógicos do século XIX português - vol. III. Dos graus de ensino, Lisboa, Instituto Gulbenkian de Ciência, Centro de Investigação Pedagógica, 1975, p. 77.

Pour un apprentissage efficace de la langue, Rebelo da Silva introduit deux niveaux dans l'enseignement en tenant compte de l'évolution du degré de difficulté. Il propose un enseignement en trois étapes : savoir écrire et savoir lire le portugais à la fin du premier niveau. C'est seulement au deuxième niveau que les professeurs sont tenus d'enseigner la grammaire portugaise (1).

Au temps de Falcão, on peut dire que l'impérialisme linguistique dont étaient victimes les indigènes était indubitable car dès les premiers cours, on apprenait simultanément aux enfants la lecture, l'écriture et la grammaire portugaise, ce qui les obligeait, en théorie, à rentrer dans des systèmes de pensée qui leur étaient totalement étrangers. Puisque les enfants n'étaient pas aptes à assimiler ce type d'explication, on leur apprenait alors de façon mécanique l'orthographe, sauf dans le cas où les règles étaient vraiment élémentaires.

D'autre part, Falcão avait commis l'erreur grossière mais symptomatique d'un profond impérialisme idéologique, d'inscrire au programme la géographie du Portugal qui était sans intérêt immédiat pour des pays d'Afrique (2). Leur propre culture passait au second plan, ce qui était important pour les dirigeants de l'époque, c'était de montrer aux Noirs que ceux qui les "aidaient" et leur donnaient le savoir venaient d'un continent lointain, le Portugal, qu'ils ne devaient pas ignorer. Ces principes de géographie que l'on apprenait aux enfants dans l'enseignement primaire, en 1845, passent ensuite dans l'enseignement secondaire dans le cadre d'une discipline intitulée "géographie générale et commerciale". Rebelo da Silva en fait une matière plus vivante et plus stratégique puisqu'elle est directement liée à l'étude des zones commerciales, d'échanges, etc...(3).

Parallèlement à la géographie les enfants étudiaient l'histoire du Portugal, discipline qui avait surtout une finalité moralisante et édifiante. Mouzinho de Albuquerque disait que "l'histoire n'était pas faite pour enseigner simplement des époques et des noms". Selon lui, il fallait "aborder l'histoire par son côté philosophique en mettant en évidence, par la comparaison de l'état des peuples gouvernés et instruits de différentes manières, les avantages d'une juste liberté et de l'instruction généralisée sur la prospérité des nations" (4).

(1) Cf. article 16 du décret du 30 Novembre 1869.

(2) cf. article 2 du décret du 30 août 1845

(3) cf. article 40 du décret du 30 novembre 1869

(4) ROCHA, Filipe, Fins e objetivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem editora, 1984, p. 81

2. L'enseignement religieux

Pendant la première moitié du 19^{ème} siècle, l'instruction est très fortement tournée vers les disciplines religieuses. La constitution de 1822 déclarait que "la religion de la nation portugaise était Catholique, Apostolique, Romaine" (art. 25). C'est pour cette raison que tout citoyen portugais devait considérer comme un de ses premiers devoirs "vénérer la religion" (art. 19). La Carta Constitucional (art. 6) et la constitution de 1838 continuent à la considérer la religion de l'État.

On comprend ainsi comment l'instruction scolaire mélange adroitement le civisme et la religion (1).

En matière d'enseignement religieux, Rebello da Silva apporte quelques nuances au décret de Falcão. Il supprime l'enseignement des principes de la morale, regroupe le cours de "doctrine chrétienne" et "l'histoire sacrée de l'ancien et du nouveau testament" en un seul cours hebdomadaire appelé "explication du cathéchisme et doctrine chrétienne" pour les élèves catholiques. Il essaie de diminuer la fonction moralisante de l'éducation et surtout de rétablir un équilibre entre l'enseignement des lettres et des sciences (2).

3. L'enseignement scientifique

Rebello da Silva va suivre dans sa réforme, une ligne plus scientifique et plus utilitaire que José Falcão, tout en essayant de conserver les matières de caractère humaniste. Rebello da Silva supprime trois matières (principios gerais de moral, noticia das diversas Provincias da Monarchia portuguesa e história sagrada do antigo e novo testamento) et les remplace par trois autres cours adaptés aux réalités de l'Afrique.

Il introduit les "premières notions d'agriculture et d'économie rurale" où les élèves auront une "description élémentaire des produits du pays, des procédés d'agriculture, etc...(3). Ce que voulait Rebello da Silva, c'était déjà préparer

(1) Dans l'art. 237 de la première constitution portugaise on pouvait lire : "En n'importe quel lieu du royaume où le besoin s'en fera sentir, il y aura des écoles où l'on enseignera à la jeunesse portugaise des deux sexes, la lecture, l'écriture, le calcul et le cathéchisme des obligations religieuses et civiles".

(2) Voir appendice p. 108

(3) Cf. article 16 du décret du 30 novembre 1869

les étudiants à la vie professionnelle, préoccupation qui n'apparaissait pas, d'ailleurs, dans le décret de José Falcão.

Rebello da Silva était un homme plus pragmatique qui prenait des mesures qui rentraient dans le cadre du développement du pays à partir du développement de son économie. Il rajoute aussi l'arithmétique et des éléments de géométrie avec une application à l'industrie (1). On apprenait alors aux élèves à faire des calculs pour des édifices, pour former des futurs "géomètres"(2).

L'objectif de Rebello da Silva était, en fait, d'établir un enseignement plus pratique, intermédiaire entre l'école élémentaire et le lycée qui prépare des travailleurs subalternes. Cet effort s'est avéré sans succès parce que les parents retiraient leurs enfants après les années obligatoires.

Enfin, pour répondre aux demandes des services douaniers, il crée une nouvelle discipline "explication et exercices sur le thème des poids et mesures" (3).

Rebello da Silva attachait une grande importance à l'enseignement scientifique, car la pratique de l'arithmétique et de la géométrie était une façon d'entraîner les jeunes africains dans une sens rationaliste et d'agir sur les processus de l'intelligence.

Rebello da Silva suivait les idées de Locke, qui disait que les mathématiques servaient à exciter l'esprit, observer la connection des idées et les suivre dans leur continuité. Cela servait donc à donner aux indigènes une nouvelle dimension à leur intelligence et à leur apprendre à tenir un raisonnement, ce à quoi ils n'étaient pas habitués. Car selon Manuel Ferreira Rosa, c'est par l'utilisation opérationnelle du raisonnement concret qu'on se prépare à atteindre un raisonnement abstrait (4).

(1) ibidem

(2) ROCHA, Filipe, Fins e objetivos do sistema escolar português Porto, Paisagem editora, 1984, p. 78. Selon Rocha, cette modalité d'instruction a commencé en France en 1833 avec Guizot qui avait décrété : "l'enseignement des éléments de géométrie, des notions de sciences physiques et d'histoire naturelle applicables aux usages de la vie".

(3) Voir infra p. 61

(4) FERREIRA ROSA, Manuel, "Educação e Ensino no Ultramar", Ultramar, vol. 10, Lisboa, 1969, p. 126.

En résumé, Rebelo da Silva avait donc tenté de définir de façon implicite dans son décret une "didactique concrétiste" (1), contrairement à José Falcão qui était resté trop théorique et imprécis.

4. L'enseignement féminin

Rebelo da Silva est le premier à consacrer un article (art. 23) à la création dans chaque capitale, d'une école d'instruction primaire élémentaire pour le sexe féminin. Rebelo da Silva estimait que les filles devaient recevoir pratiquement le même enseignement que les garçons. Il supprime seulement le cours "d'explication et exercices sur le système de poids et mesures" pour le remplacer par "tous les travaux propres au sexe féminin et applicables aux usages des classes les moins favorisées". Il ne niait pas pour autant que les filles devaient être de bonnes épouses, mères et maîtresses de maison, mais il voulait leur permettre de faire face à la société de l'époque, avec un minimum d'instruction.

Au terme de cette analyse, nous aimerions seulement faire remarquer que Rebelo da Silva n'a voulu en aucun cas modifier le décret de 1845, qu'il caractérise comme "une bonne réforme", mais il a seulement voulu le "compléter" et le "perfectionner" selon ses propres termes (2).

(1) FERREIRA ROSA, Manuel, Op. cit., p. 127.

(2) Pour justifier son décret, dans le Diário do Governo du 10 décembre 1969, Rebelo da Silva publie une lettre justificative adressée à la Reine, dans laquelle il explique son point de vue. Nous avons choisi d'en citer quelques passages qui nous semblent indispensables pour bien comprendre les mesures prises par Rebelo da Silva. "Querer com similhante inferioridade copiar desde logo no ultramar, todos os adiantamentos da Europa em matéria de ensino primário, quando o estado das aulas do interior é tão infeliz, que os mestres em geral apenas sabem ler e escrever mal, e as quatro operações aritméticas, parece-me mais do que temeridade e ainda que seria praticamente absurdo. O que os factos aconselham é que a instrução elementar primária se limite ao indispensável, que não exceda a capacidade dos mestres e as necessidades dos alumnos (...). É a razão porque no projecto de decreto, que tenho a honra de submeter à consideração de Vossa Majestade, risquei o plano de ensino primário elementar com proporções que talvez se afigurem não só excessivamente modestas, mas até deficientes aos que, pondo os olhos nos exemplos de fora imaginarem que eles se transplantam e aclimam longe de Europa com a mesma facilidade com que se traduzem e elogiam"

1. Une politique de décentralisation

Si Falcão, en 1845, restait dans le vague, Rebello da Silva essaie de donner davantage de crédibilité à ce décret, en consolidant les mesures prises en 1845.

Comme nous l'avons déjà dit, Rebello da Silva s'est, en fait, contenté de reprendre le décret de 1845, de voir ses faiblesses, ses incohérences, pour essayer de comprendre d'où venaient les dysfonctionnements de cette première pièce de la machine éducative.

Il est intéressant de noter que dès le 1er article, Rebello da Silva prévoit de contrôler "tout l'enseignement public exercé au compte de l'État ou par les particuliers" (1). C'est une manière de lutter contre les abus qu'il y avait, surtout dans les campagnes reculées et même dans les capitales. Toute personne un peu instruite faisait de sa propre maison une école en donnant des cours de base (2).

Pour lutter contre une organisation trop centralisatrice, Rebello da Silva donne plus de pouvoirs au Conselho Inspector constitué par des bénévoles, pour trois ans. Les 14 premiers articles lui sont d'ailleurs consacrés, alors que dans le décret de Falcão, cette institution n'apparaissait que dans deux articles finaux, comme un élément totalement secondaire.

Comme dans le décret de José Falcão, le gouverneur de la province reste président du conseil, mais le conseil s'agrandit en 1869 et passe de 3 membres à 7 membres, en Angola. Le gouverneur général de la province, le prélat du diocèse, 2 professeurs de l'école principale et trois citoyens qui se distinguent "pour leur amour pour les lettres et sciences", sont désignés pour constituer le conseil (article 3).

(1) Cf. article 2 de la législation de Mousinho da Silveira du 15 novembre 1836, qui stipulait la liberté d'enseignement par tout citoyen, sous réserve d'une simple déclaration concernant le lieu où fonctionnait l'école : "o estabelecimento de escolas primárias é livre a toda a pessoa ou corporação, contando que participe por escrito ao administrador do concelho o local da escola".

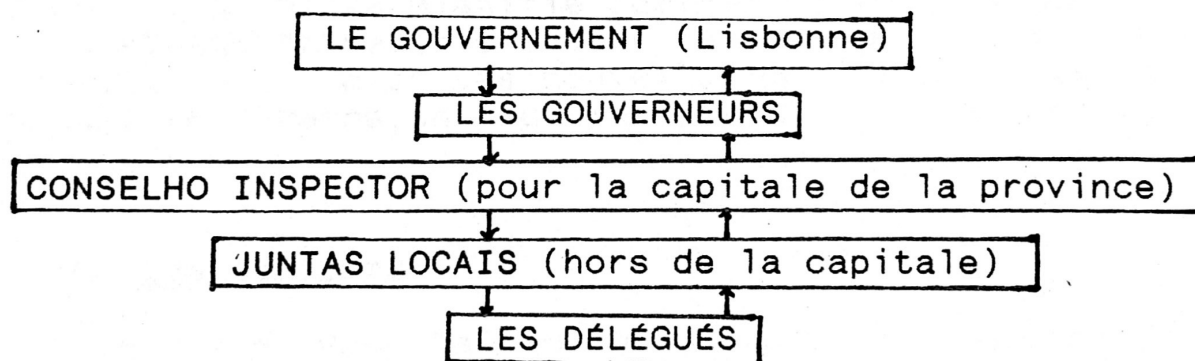
(2) Cf. infra. p⁵³

Les fonctions du conseil sont plus nombreuses, celles qui lui avaient été attribuées auparavant par Falcão ne disparaissent pas, elles s'intègrent dans le nouveau plan d'action du conseil proposé par Rebello da Silva. La fonction la plus évidente de ce conseil, qui s'imposait dans ces circonstances, mais à laquelle Falcão n'avait pas pensé, apparaît en 1869. Rebello da Silva impose au conseil "d'exercer ses fonctions d'inspection dans toutes les écoles élémentaires" (art. 5) afin de pouvoir faire une évaluation chiffrée de la situation de l'enseignement, à travers des rapports et des statistiques annuels élaborés à partir du nombre d'élèves, de l'état de l'enseignement, de sa progression, etc....

Pour la première fois, des personnes se réunissent, chaque mois, pour débattre des problèmes rencontrés par les professeurs, par les inspecteurs, etc...(art. 6).

Le processus de décentralisation s'étend plus loin avec la création de Juntas locais, composées de deux membres, nommés par les gouverneurs sur proposition du Conselho Inspector (art. 10). Ces membres sont donc chargés de nommer, eux-mêmes, des délégués dans chaque école, qui seront chargés de faire des inspections dans les écoles éloignées de la capitale.

On pourrait schématiser le partage des pouvoirs de la manière suivante :



Il existe dans ce schéma une parfaite "démultiplication" du pouvoir, chaque organe ayant sa propre mission à remplir, des ordres à transmettre et des ordres à recevoir.

Notons que même en 1869, le conseil et le comité n'ont pas de pouvoirs de décision. Les gouverneurs sont les seuls à pouvoir prendre des décisions au niveau local, après les avoir soumises au gouvernement de la métropole. Cependant, le gouvernement de la métropole n'a plus le pouvoir absolu comme à l'époque de José Falcão. Il perd l'exclusivité des décisions (1), ce qui était

(1) Par exemple, ce n'est plus le gouvernement qui décide de la création des disciplines de l'enseignement primaire en Afrique mais "os governadores, sobre deliberação das juntas gerais de provincia, e ouvido o conselho inspector de instrução pública", cf. art. 17 du décret du 30 novembre 1869

d'ailleurs souhaitable ; avec cette mesure, Rebelo da Silva voulait éviter de prendre des mesures inadaptées au contexte éducatif africain.

2. Réorganisation administrative de l'Instruction Publique

a) La scolarité obligatoire

Rebelo da Silva souligne dans son décret l'obligation faite à tous les parents d'envoyer leurs enfants à l'école primaire entre 9 et 12 ans (art. 20). Pour que cette loi soit respectée, Rebelo da Silva charge les gouverneurs de chaque province d'adopter des oportunos pour tous les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école la plus proche (à moins de 3 km). Pour la première fois, une pénalité est prévue pour des parents trop négligents qui enfreindraient cette loi, ô combien importante pour l'avenir de l'instruction des enfants.

La progression du niveau des élèves est une autre question qui fait l'objet de nouvelles mesures.

Rebelo da Silva planifie administrativement des examens oraux et écrits trimestriels pour la seconde classe. Rebelo da Silva essaie donc, avec ces nouvelles mesures, de mettre fin à l'organisation interne, un peu trop anarchique, des écoles à cette époque.

b) Les concours

A l'époque de José Falcão, beaucoup de professeurs portugais partaient dans les provinces d'outre-mer, mais devant la rudesse de la vie et la faible rémunération qui leur étaient proposée, ils rentraient au bout de deux ans environ au Portugal. Il y avait donc dans les écoles, des postes vacants, faute de remplacements, et les élèves étaient privés de cours pendant de longues durées.

A partir de 1869, les postes vacants ne sont plus seulement confiés à des individus qui se distinguent par "leur intelligence, leur savoir et leur moralité" (voir article 9, décret de José Falcão), mais sont proposés à des candidats sélectionnés sur concours (art. 31).

Rebelo da Silva reprend l'article 3 de José Falcão, et établit clairement, cette fois, la réglementation des concours dans les écoles principales. Si "quatro anos depois de funcionarem as escolas principais novamente reorganizadas nas provincias ultramarinas, todas as cadeiras de instrucao primaria

elementar nao providas até essa data, ou que forem vagando depois, serao preenchidas por concurso perante um juri composto de dois professores da escola e de um delegado nomeado pelo conselho inspector" (article 31). Les candidats peuvent passer le concours à l'âge de 21 ans ou 18 ans, à condition d'avoir un diplôme littéraire.

En réalité, encore à cette époque, il n'est pas indispensable d'avoir des diplômes (1) dans les autres écoles, les professeurs recrutés in loco apprennent encore sur le "terrain" le métier d'enseignant, car ils ne sont pas automatiquement formés.

Cependant, on peut dire que Rebello da Silva, avec ce concours de recrutement, a déclenché le processus de professionalisation des enseignants dans les provinces d'outre-mer.

c) Les salaires des professeurs

En ce qui concerne les salaires des professeurs, Rebelo da Silva fixe, au préalable, une grille des salaires (art. 25). Il fixe à 100 reis le salaire des professeurs de la première classe et précise que les salaires des professeurs de la deuxième classe ne peuvent pas dépasser 350 reis. Rebelo da Silva voulait lutter contre les inégalités salariales, car José Falcão décidait des salaires en fonction de la province et des écoles (voir article 4).

Il choisit également d'augmenter les salaires des instituteurs, ce qui représentait selon lui "un sacrifice indispensable, qui permet d'atténuer les mauvais effets de l'infériorité des salaires à l'intérieur de la province". Rebelo da Silva essaie, en fait, de revaloriser et de stimuler le corps enseignant en accordant des salaires plus motivants.

d) Les retraites

Il en va de même pour les retraites. Rebelo da Silva prépare une grille pour tout le corps enseignant, sans faire de différence entre les colonies, pour avoir un partage plus juste et plus équilibré (art. 28).

Pour recevoir une retraite, les professeurs doivent avoir une nomination à vie, le fameux "provimento vitalicio" déjà fixé par José Falcão en 1845 (art. 3).

(1) L'obligation de posséder le diplôme de fin d'études normales pour les candidats au magistère primaire ne sera instituée qu'en 1901. Cf. loi du 24 Décembre 1901, art. 30.

Toutefois, tous les professeurs qui ont assuré 25 ans de service dans les provinces d'Afrique reçoivent l'intégralité de leur salaire, et ceux qui ont assuré seulement 10 ans, reçoivent les 2/5 de leur salaire.

Les retraites étaient donc calculées de manière à ce que les enseignants restent en poste le plus longtemps possible.

Il ressort de cet ensemble d'articles que, à bien des égards, le décret de Luis Rebelo da Silva de 1869 peut être comparé à celui de Joaquim José Falcão, on note, cependant, un gros effort d'amélioration de la situation de la part de Rebelo da Silva. Nous pouvons dire que Luis Rebelo da Silva va tout simplement créer le cadre administratif et institutionnel qui va permettre à l'éducation de se développer. D'un point de vue pédagogique, Falcão ayant proposé un enseignement figé et classique et peu soucieux du devenir de l'élève, Rebelo da Silva défend, alors, une conception de la pédagogie plus ouverte sur l'avenir. Nous pouvons dire que Rebelo da Silva, qui est un homme plus prévoyant que José Falcão, propose une pédagogie avec des effets à long terme.

Cependant, on ne peut pas s'empêcher de penser que Rebelo da Silva continue à mener une politique éducative impérialiste dans les provinces d'outre-mer.

Après la lecture de nombreux articles de l'époque, on se rend compte qu'il y avait déjà des préjugés raciaux dans l'esprit de certaines personnes. Quoi qu'on en dise, ces préjugés n'avaient pas une grande répercussion, car on n'a jamais empêché les enfants noirs d'intégrer un cursus normal.

Au terme de cette 1ère partie d'introduction historique, en ce qui nous concerne, le problème du racisme envers les noirs n'est pas notre préoccupation. Ce que nous allons essayer de montrer dans la partie qui va suivre, c'est la marge qui sépare les principes théoriques exposés dans les décrets et les résultats auxquels on aboutit.

(1) NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol. I, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1987, p. 312.

Tout au long du XIXe siècle, on assiste donc à une succession prodigieuse de réformes scolaires au Portugal, qui, le plus souvent, ne sont pas appliquées et restent à l'état de projets.

La révolution libérale s'est traduite, dans le domaine de l'éducation, par la création de nouveaux établissements d'enseignement et par l'amélioration de la situation matérielle des professeurs. Cependant, l'orientation progressiste de l'éducation nationale s'est vu très vite contrariée par la contre-révolution de 1823.

Lorsque la constitution a été rétablie, la politique éducative du Portugal a été marquée par le projet de réforme de Rodrigo da Fonseca, en septembre 1835, suspendu 4 mois après par Luis da Silva Mousinho de Albuquerque. En 1836, sous la dictature de Passos Manuel, l'instruction publique a de nouveau fait l'objet d'une réforme, qui a introduit les lycées au Portugal. Costa Cabral, en 1844, fut aussi l'auteur d'une réforme qui s'inspirait beaucoup de celle de Passos Manuel.

L'on constate ainsi que durant la première partie du XIXe siècle, l'incapacité de l'État à faire face à ses devoirs, en matière d'enseignement, s'est manifestée très clairement.

Étant donné que notre étude portait plus spécialement sur l'enseignement en Angola, nous avons jugé préférable de faire allusion aux faits que nous venons d'évoquer, sans pour autant nous y attarder. Puisque le Portugal métropolitain était le centre de décisions, nous ne pouvions pas ignorer les réformes qui se destinaient à la métropole.

Au terme de cette première partie, en ce qui concerne plus spécialement l'enseignement en Angola, nous pouvons dire que les principes dominants de la législation de 1845, qui marque le début de l'histoire de l'enseignement en Angola, sont les suivants : la non-séparation des races et l'accès de l'enseignement métropolitain à tous les habitants des colonies portugaises. L'enseignement visait particulièrement l'éducation religieuse et la langue métropolitaine. D'une certaine façon, l'oeuvre de civilisation était encore à cette époque, inséparable de l'oeuvre de prosélytisme religieux.

Mais, la politique éducative du Portugal était totalement paradoxale car elle proposait des programmes pour l'enseignement des indigènes, directement adaptés à un esprit européen, alors qu'en 1845 il y avait en Angola seulement 1832 Blancs pour 378 923 Noirs (1).

(1) RAMOS DE ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em Africa, Lisboa, Editorial Estampa, p. 1979, p. 90.

D'autre part, il ressort un autre point important de la genèse de l'enseignement en Angola et du décret de Rebelo da Silva. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il ne pouvait pas y avoir d'objectifs éducatifs s'il n'y avait pas d'objectifs économiques.

Nous avons pu constater, en effet, que l'enseignement en Angola a commencé à se développer avec l'essor économique du pays. Rebelo da Silva a été le premier à introduire un enseignement plus technique au moment où l'Angola avait justement besoin, à la fin des années 60, de plus de travailleurs spécialisés pour développer ses structures industrielles, agricoles, etc...

Nous voulions préciser enfin que nous avons préféré achever notre étude sur l'année 1870-1871, qui marque un tournant dans l'histoire des provinces d'outre-mer. En effet, après la longue absence de missionnaires dans les provinces d'outre-mer, la publication le 18 août 1871 du statut du collège des missions d'outremer (1), a joué un rôle déterminant dans le retour en force des missionnaires dans les provinces d'outre-mer.

A partir de là, de nombreux ordres religieux se sont établis dans les provinces d'outre-mer et ont repris la main-mise sur l'enseignement qu'ils possédaient avant 1834, et l'enseignement public a connu un important déclin.

Nous verrons donc ultérieurement, dans une étude plus approfondie, en quoi consistait le travail des missionnaires dans le domaine de l'instruction ; nous voulions pour cette année nous limiter seulement à l'enseignement laïc.

(1) Article 1 : "O collegio das missoes ultramarinas portuguezas tem por fins a educaçao intelectual e moral, e ordenaçao dos mancebos que se queiram dedicar ao sacerdócio, para satisfazerem as necessidades religiosas do real padroado na Africa, Asia e Oceania, e bem assim ser ponto central de todos os trabalhos religiosos em as novas possessoes".
Cf. Diário do governo, 22 août 1871, décret n° 187, voir appendice p. 115

Pour tous ces raisons, nous avons choisi de nous appuyer sur les données
fournies par le Bureau Central de l'Enseignement Supérieur de Luanda, qui
n'est sorti qu'en 1983. Il nous a donc été difficile d'obtenir
de nombreuses informations sur l'état des établissements scolaires
avant cette date.

D'autre part, nous avons choisi de nous limiter à Luanda,
car on accède à l'école plus de vite et de mieux en ce qui concerne
l'Angola. Par contre de nombreuses villes ont des écoles
le nombre des élèves de ces établissements est plus important
sur les autres villes de nos pays. Mais de fait, un travail
intéressant. De plus, nous avons choisi la ville de Luanda
c'est-à-dire qu'on l'appelle généralement dans les documents
pour nos recherches, serait certainement plus représentative de
la situation de l'instruction en Angola. En raison de la forte
concentration de population dans la capitale, y compris la
population blanche, comme nous l'avons déjà vu dans la partie
précédente.

Nous réviserons **DEUXIEME PARTIE :** est dans cette partie
sur la création de la première école officielle à Luanda, à la
manière **LES STRUCTURES D'ACCUEIL SCOLAIRES, A LUANDA, POUR**

Ad car **L'INSTRUCTION PRIMAIRE A PARTIR DE 1845** avec l'arrivée
d'un personnel ayant travaillé dans les établissements
l'enseignement en Angola. Nous allons donc examiner dans cette
partie quelques livres de José Maria de Mendonça, Ministre,
professeur, propriétaire de l'école principale de Luanda, qui
nous avons entendu parler jusqu'en 1983. Ce travail
pour son développement pour la province d'Angola en général.

Parallèlement à l'enseignement officiel, nous avons fait
une étude sur la forme de l'enseignement privé, qui étaient
privés, qui étaient le plus fréquemment par des particuliers
pour pouvoir comparer les deux types d'enseignements et de la
en certains points d'importance importants pour le reste de
notre travail.

Dans cette deuxième partie, nous allons vous présenter les structures d'accueil scolaires de Luanda, à partir de 1845.

Pour rédiger cette partie, nous nous sommes directement inspiré du Boletim Oficial de Angola, dont le premier exemplaire n'est sorti qu'en 1845. Il nous a donc été totalement impossible de trouver des informations sur l'état des structures scolaires avant cette date.

D'autre part, nous avons choisi de vous parler de Luanda, car on donnait à l'époque plus de détails sur la capitale de l'Angola, Sao Paulo de Assumpçao, au détriment des autres villes. La quantité trop limitée de renseignements que nous possédions sur les autres villes ne nous permettait pas de faire un travail intéressant. De plus, nous avons pensé que la ville de Luanda (c'est ainsi qu'on l'appelait communément dans les documents que nous avons rencontrés) serait certainement plus représentative de la situation de l'instruction en Angola, en raison de la forte concentration de population dans la capitale, y compris de la population blanche, comme nous l'avons déjà vu dans la partie précédente.

Nous insisterons tout particulièrement dans cette partie, sur la présence de la première école officielle à Luanda, et la manière dont elle était gérée.

Au cours de nos recherches, nous nous sommes rendu compte qu'un personnage avait vraiment marqué l'histoire de l'enseignement en Angola. Nous allons donc consacrer dans cette partie, quelques lignes à José Maria da Lembrança Henriques, professeur propriétaire de l'école principale de Luanda, dont nous avons entendu parler jusque dans les années 1880 environ, pour son dévouement pour la province d'Angola en général.

Parallèlement à l'enseignement officiel (ou semi-officiel), nous avons tenu à faire une présentation rapide des écoles privées, qui étaient tenues bénévolement par des particuliers, pour pouvoir comparer les deux types d'enseignements et en tirer un certain nombre d'informations importantes pour la suite de notre travail.

LISTE DES ENSEIGNANTS DU COURS D'INSTRUCTION PRIMAIRE
PUBLIQUE DE LUANDA, A PARTIR DE 1846

AULA DE INSTRUÇÃO PRIMARIA

- 1- António Balbino : ... jusqu'à juin 1846
- 2- José dos Santos e Silva : de juillet 1846 à février 1848
- 3- Casimiro José Fernandes : de mars 1848 à août 1848
- 4- A. J. Lopes Soeiro : de septembre 1848 à janvier 1849
- 5- José dos Santos e Silva : de février 1849 à mai 1849
- 6- José Maria da Silva Granaty : de juin 1849 à décembre 1850
- 7- José Maria da Lembrança de Miranda Henriques :
de janvier 1851 à mai 1851
- 8- Mathias José Rebelo : d'août 1851 à novembre 1851.

ESCOLA PRINCIPAL

Professor proprietário

Professor temporário

José Maria da Lembrança de
Miranda Henriques
de décembre 1851 à août 1866

Carlos Augusto de Gouvêa
d'avril 1867 à février 1871

José Joaquim Gonçalves
de mars 1871 à avril 1871

Matheus Luiz Coelho de
Magalhaes
de février 1859 à juin 1861

Fernando da Silva Delgado
de juillet 1861 à mai 1870

Nicolas Rogeiro
de juin 1870 à ...

CHAPITRE III

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Pour les quelques 5000 habitants qui peuplent la ville de Luanda en 1845, seulement deux cours d'instruction primaire (un pour les filles et un autre pour les garçons) sont ouverts aux enfants de la ville. Un cours de grammaire latine, que l'on peut considérer comme un vestige de l'époque pombaline, est également fréquenté par un petit nombre d'élèves de la capitale.

En mai 1846 (1), ces trois cours regroupent au total 50 élèves, dont 4 européens seulement (2). C'est sur ce chiffre symptomatique d'une situation critique de l'instruction primaire, que nous allons commencer ce premier chapitre, qui se veut un descriptif des structures scolaires d'accueil à Luanda.

I - LE COURS D'INSTRUCTION PRIMAIRE DE LUANDA

1. La première école officielle de Luanda

Le cours d'instruction primaire public a été créé par José Joaquim Falcao, le 14 août 1845.

Le 1er août 1846, il était annoncé dans le Bulletin Officiel qu'une école de garçons devait ouvrir ses portes dans la rue Avelino Dias, au n° 2, dans la maison d'un particulier, Monsieur José Coelho Villela (3).

Il conviendrait de signaler qu'à cette époque, plus de la moitié des bâtiments scolaires appartenaient à des personnes

(1) Mai 1846 sera pour nous un point de référence, car c'est le premier mois où sont publiées les statistiques de l'instruction publique, dans le Boletim Oficial de Angola. Voir appendice p.131

(2) Voir appendice p. 132

(3) Parallèlement, le cours public pour les filles a toujours eu lieu dans le même local, à la rue de Miranda, au numéro 39, chez D. Maria José Pinheiro Falcao de Miranda, la femme de José Maria da Lembrança de Miranda Henriques dont nous parlerons plus loin. cf Boletim Oficial de Angola, 22 septembre 1870.

privées ou aux professeurs d'instruction primaire, en personne (1).

Il était précisé que l'enseignement était gratuit pour les enfants pauvres, à condition qu'ils se présentent à l'école de façon décente. C'est le professeur José dos Santos qui a été nommé pour assurer ce cours en remplacement d'António Balbino, révoqué en juin 1846. Il nous a été impossible, malheureusement, de trouver plus d'informations sur l'état de ce cours avant la venue de José dos Santos. Plus tard, vers la fin des années 50, le nombre d'élèves ayant quadruplé (2), le cours va être divisé en deux et va donner naissance à l'école principale de Luanda.

2. L'organisation interne du cours

A partir de l'âge de 7 ans, les élèves du cours d'instruction primaire public de Luanda, recevaient au minimum 12h30 de cours par semaine (3) (le nombre d'heures journalières minimum prévues, en théorie, ayant été fixé à 2h30). Comme l'avait prévu José Falcao dans son décret, les enfants recevaient chaque semaine, essentiellement, un enseignement axé sur les lettres :

- 2h d'écriture,
- 2h de leçons théoriques d'écriture, de lecture, etc.,
- 2h d'orthographe,
- 2h de lecture,
- 2h d'arithmétique,
- 2h30 d'instruction morale, doctrine chrétienne et lecture de l'histoire portugaise.

La durée de chaque cours était vraiment trop réduite, car en 30 minutes le professeur était censé donner une leçon, et les élèves devaient assimiler tout aussi rapidement. En fait, les cours dans la semaine se répartissaient de la façon suivante :

Lundi : 30 mn d'écriture pour tous les élèves
30 mn de leçon théorique pour les débutants
30 mn de leçon d'orthographe
30 mn de lecture à partir d'un livre
30 mn de "pratique des comptes" et explications pour les plus avancés.

Mardi : idem

(1) cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol. 1, Lisboa, Instituto Nacional de Investigaçao Científica, 1987, p. 402.

(2) En septembre 1846, il y avait 53 élèves dans le cours d'instruction primaire et, au 1er semestre de l'année 1860, il y avait déjà 229 élèves.

(3) Cf. Boletim Oficial de Angola, 18 décembre 1847.

Mercredi : on remplace la lecture d'un livre par la lecture des lettres rondes à partir de manuscrits. (L'objectif était de faire repérer des fautes aux enfants, dans les manuscrits, sans qu'ils lisent pour autant, les procès criminels ou les articles qui pourraient aller à l'encontre de la morale).

Jeudi : pas de cours

Vendredi : même cours que le lundi.

Samedi : les enfants ne doivent ni écrire, ni compter. Ils étudient l'instruction morale, la doctrine chrétienne et l'histoire portugaise. Ils peuvent aussi recevoir quelques explications sur les leçons de la semaine ou revoir les tables de multiplication.

Lorsqu'il y avait un jour férié dans la semaine, le professeur était tenu de rattraper les cours, le jeudi, avec le même programme qu'il aurait dû faire ce jour-là.

Nous aurons l'occasion de voir, dans la partie suivante, qu'il était souvent difficile de suivre rigoureusement cet emploi du temps, en raison de la lenteur d'apprentissage des élèves.

II - LES PREMIERS SIGNES DE DÉVELOPPEMENT DANS LES ANNÉES 50

1. L'école principale de Luanda et le professeur José Maria da Lembrança de Miranda Henriques

Le 24 février 1859, on apprend dans le Bulletin Officiel, que Matheus Luiz Coelho de Magalhaes (1) est nommé professeur temporaire pour aider le professeur José Maria da Lembrança de Miranda Henriques, propriétaire de l'école principale primaire de Luanda (2).

(1) On apprend que Matheus Luis Coelho de Magalhaes n'a pas les habilitations exigées pour ce poste. En Angola, on pouvait encore recruter un personnel non qualifié, ce qui faisait une grande différence avec la métropole qui essayait, le plus souvent d'engager des professeurs qualifiés. Cependant, le manque de professeurs pour l'Angola était tel que, le 23 novembre 1858, le gouverneur général avait obtenu l'autorisation de "nomear professores sem as habilitações intelectuais que a lei exigia, desde que dessem garantia de possuírem conhecimentos suficientes para bem desempenharem as respectivas funções", cf. SANTOS, Martins (dos), História do ensino em Angola, Luanda, edição dos serviços de educação, 1970, p. 148.

(2) En 1857, dans les statistiques de l'instruction primaire, on parlait déjà de Escola Principal, alors qu'il n'y avait encore qu'un seul enseignant. On peut supposer que l'école avait déjà dû obtenir, de façon abusive et illégale, le statut d'école principale.

José Maria da Lembrança de Miranda Henriques installe le cours dans sa propre maison et propose un règlement interne au Conseil Supérieur de l'Instruction.

Il répartit les cours sur deux niveaux et propose que l'enseignement du niveau le plus avancé, prévu par l'article 7 (1) du décret de Falcao, soit dispensé par le professeur propriétaire, en plus de son travail de gestion de l'école. Le premier niveau est alors réservé au professeur provisoire, qui devra enseigner les matières proposées par l'article 2 du décret (2).

D'autre part, Miranda Henriques, pour tirer un profit maximum de son école, accepte dans sa maison des élèves internes qui doivent payer 15 mille reis par mois et des demi-pensionnaires pour 10 mille reis, ce qui représentait à l'époque une somme considérable (3).

Le fait que Miranda instaure des cours d'instruction primaire publique dans sa propre maison, pourrait paraître surprenant, c'était pourtant une pratique courante qui remontait à Passos Manuel. Quand il n'y avait pas assez de locaux, les professeurs étaient autorisés à donner des cours dans leurs maisons.

Cependant, après le départ en retraite de Miranda Henriques (4), en 1866, les deux sections de l'école principale ont été transférées dans la mairie de Luanda.

(1) Article 7 du décret du 30 août 1845 : "Na escola Principal de Instrução Primária (...) se ensinará gramática portuguesa, desenho linear, noções de geometria prática, escripturação, noticia dos produtos naturais da Província (ou que nella se fabriquem, e que sejam ou possam ser objectos de industria ou de comércio, ou dignos de serem conhecidos pela sua utilidade na economia doméstica), noções de física aplicada à indústria e à economia domesticas".

(2) Article 2 du décret du 30 août 1845 : "Em cada uma das escolas se ensinará : ler, escrever e contar ; principios gerais de moral ; doutrina christã ; exercícos gramaticais ; principios de geografia, especialmente a noticia das diversas Provincias da Monarquia Portuguesa, História sagrada do antigo e novo testamento ; História portuguesa"

(3) Cf. l'annonce publique du Boletim Oficial de Angola, 11 mars 1959. Pour pouvoir évaluer ce que représentait cette somme, nous avons pu vérifier, par exemple, qu'une livre de beurre valait, en 1846, 500 reis et 1 sac de farine 1000 reis. Voir appendice p. 133

(4) Cf. Boletim Oficial de Angola, 8 août 1866

L'organisation des cours s'en est trouvée perturbée, car une seule salle était mise à la disposition des deux professeurs. Il arrivait donc souvent que les deux cours aient lieu dans la même salle et à la même heure. Les conséquences de cette cohabitation forcée furent lourdes, car les élèves étaient distraits par le cours voisin et les deux professeurs ressentaient une gêne mutuelle à donner une leçon dans la même salle (1). De plus, d'après le rapport d'inspection de Carlos Augusto de Gouvêa, l'école principale manquait d'instruments de travail, "c'est tout juste si elle avait des tables et des chaises" (2). Les conditions de travail, au lieu de s'améliorer, sont devenues encore plus difficiles pour les professeurs et les élèves les années suivantes. En 1871, date à laquelle nous avons arrêté nos recherches dans bulletin officiel, la situation reste inchangée.

2. Les cours de grammaire latine

C'est le prince régent, D. Joao, qui est à l'origine de l'ouverture du cours de latin, en 1799, à Luanda. Mais, après l'interdiction des ordres religieux en 1834, le cours de latin a connu quelques vicissitudes, car il était surtout fréquenté par des garçons qui se destinaient à la vie sacerdotale. Malgré tout, une classe de latin est toujours restée ouverte, à Luanda. En 1852, le seul candidat à concourir pour ce poste, fut le "Minorista" António Cândido de Barros, qui fut également nommé le 2 juillet 1852.

Il installa son école dans la salle d'entrée de l'évêché, avec l'autorisation de l'évêque du diocèse, D. Joaquim Moura Reis. Ce cours était aussi ouvert à tous ceux qui désiraient assister aux leçons. Malgré cette précaution, le Révérend Père António Firmino da Silva Quelhas, qui avait été nommé à ce poste le 3 mai 1855, se plaignait du faible taux de participation à ce cours. En effet, nous avons pu vérifier, à partir des statistiques publiées mensuellement, que ce cours n'a jamais accueilli plus de 25 élèves.

Découragé par le faible taux de fréquentation de sa classe, le père António Firmino da Silva Quelhas a voulu demander sa démission, qui lui a été refusée par le gouverneur général d'Angola. Le Secrétaire d'État aux Affaires de la Marine et de l'Outre-mer, Sá da Bandeira, approuvant cette résolution, proposa au gouverneur général qu'António Firmino da Silva Quelhas prenne en charge, dans sa propre maison, jusqu'à 4 élèves internes, jusqu'à ce que la ville de Luanda puisse organiser un petit

(1) Cf. Boletim Oficial de Angola, 1er mai 1869, rapport d'António do Nascimento Pereira Sampaio (administrateur du Conseil).

(2) Cf. Boletim Oficial de Angola, 10 février 1869, rapport de Carlos Augusto de Gouvêa.

séminaire pour l'éducation d'un clergé indigène. Il donna même l'autorisation au gouverneur général "a empregar n'este serviço aquelles que mostrarem ser para elle aptos, fixando-lhes em Conselho as gratificações que julgar suficientes" (1).

Alors que le séminaire d'Angola était fermé depuis deux ans (2), on apprend, en 1868, que c'était le professeur Fernando da Silva, qui assurait la classe de latin, à 8 élèves seulement (3), on suppose dans le cadre de l'école principale.

Pour conclure ce chapitre, nous pouvons dire que l'instruction en Angola était une notion encore très vague en 1845, lorsque José Joaquim Falcao publiait le 1er décret qui abordait le terrain encore vierge de l'organisation scolaire des provinces d'outre-mer.

La population indigène n'avait jamais été sensibilisée au problème de l'instruction des enfants et, de plus, la mise en place de structures scolaires n'était pas une priorité des pouvoirs locaux.

Pendant de nombreuses années, de ce fait, l'instruction publique a reposé sur le dévouement de quelques professeurs consciencieux et sur la générosité de quelques personnes fortunées, prêtes à fournir des locaux pour accueillir les enfants de la ville.

Notons que malgré tous les obstacles qu'a pu rencontrer le fonctionnement du cours d'instruction primaire, le taux de fréquentation, en 5 ans, a été multiplié par six (4). L'ouverture de ce cours répondait donc à une demande qui n'avait jamais eu l'occasion de s'exprimer jusqu'alors. Un premier objectif en matière d'instruction venait d'être atteint en Angola.

(1) Cf. Boletim de legislação do ultramar, 29 novembre 1858.
Voir appendice p.126

(2) Voir note 3 p19

(3) Cf. Statistiques de l'instruction publique, du 31 décembre 1868. Voir appendice p.134

(4) Il y avait, en mai 1846, 20 élèves qui suivaient le cours d'instruction primaire, alors qu'en novembre 1851, déjà 123 élèves fréquentaient le même cours.

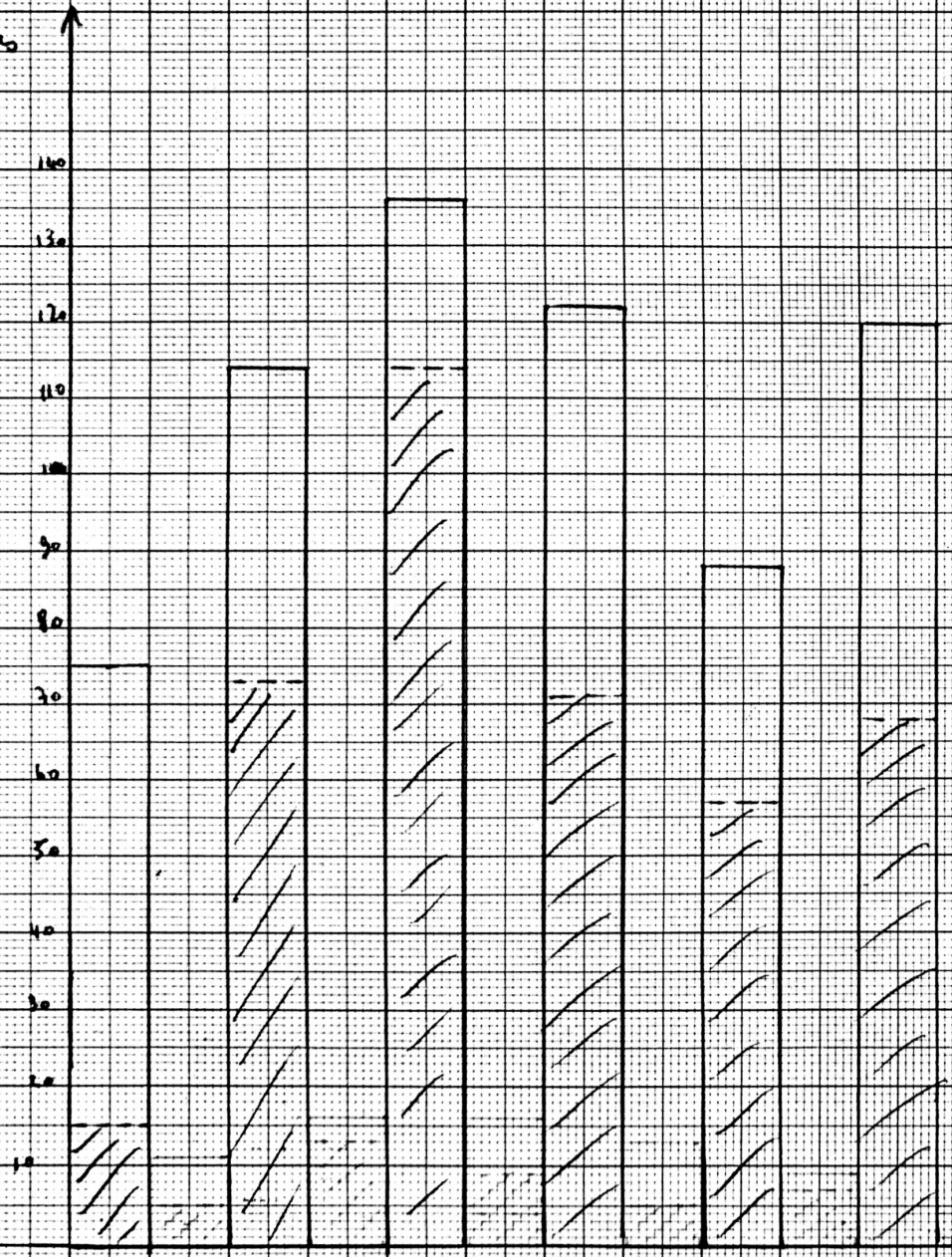
Année =
10 élèves

140
130
120
110
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10

1846 1847 1848 1849 1850 1851

▨▨▨▨ minimum d'élèves matifs par an.
▭ maximum d'élèves matifs par an

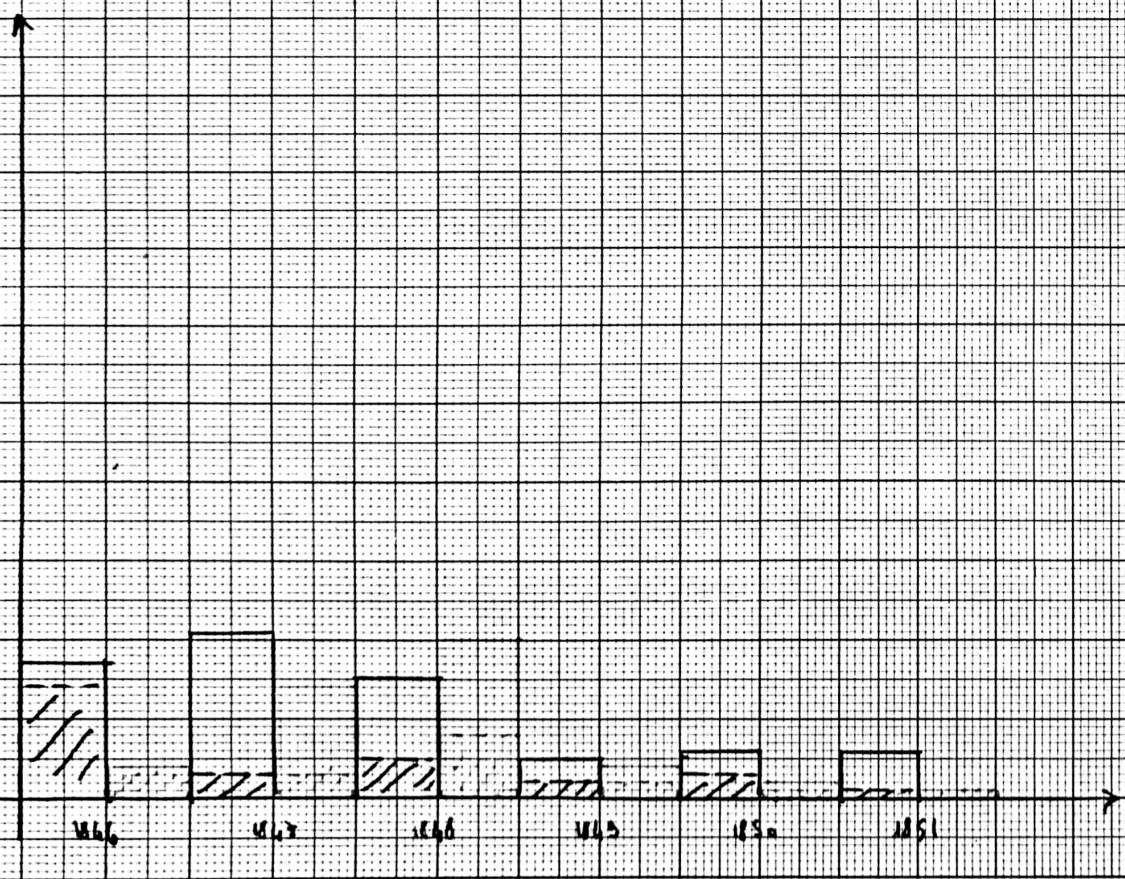
Statistiques du cours
d'instruction primaire, publique,
pour les garçons (Luanda)



~~-----~~ minimum d'élèves matriculés par an.
▬ maximum d'élèves matriculés par an.

Statistiques du cours d'instruction
publique pour les filles (Luanda)

1 an = 10 échelons



CHAPITRE IV

L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Après ce tour d'horizon de l'enseignement public, nous allons à présent porter notre attention sur l'enseignement privé, qui était essentiellement représenté à Luanda, par deux établissements. La création du premier établissement fut suggérée en 1852 par le gouverneur général d'Angola, António Sérgio de Sousa, qui était préoccupé par l'éducation des orphelins. Ce projet fut largement approuvé par le roi D. Pedro V, qui était d'une grande générosité, lorsqu'il s'agissait de soutenir des projets dans le domaine de l'instruction. Un asile portant le nom de D. Pedro V fut donc inauguré, le jour de la St Pedro, en hommage au roi. Après 2 années de subventions, l'asile arriva à bout de souffle et fut pris en main par le professeur José Maria da Lembrança de Miranda Henriques, lui-même futur responsable du collège de Sao Paulo de Assumpção que nous allons présenter plus en détail.

I - LE COLLEGE DE SAO PAULO DE ASSUMPÇÃO

1. Un lancement publicitaire

Le 2 octobre 1852, José Maria Pereira de Paiva annonçait, dans le bulletin officiel d'Angola, qu'un collège pour l'éducation des filles et des garçons devait s'ouvrir, à Luanda, sous le nom de Sao Paulo de Luanda.

En dépit du programme ambitieux qu'il proposait pour les cours, nous n'avons plus jamais retrouvé de traces de ce collège dans le bulletin.

Or, 13 ans après, l'idée d'ouvrir un collège à Luanda fut reprise par José Maria da Lembrança de Miranda Henriques.

Le 25 mai 1865, une annonce était publiée dans le bulletin annonçant la prochaine ouverture d'un collège de Sao Paulo de Assumpção. Il faudrait rappeler que José Maria da Lembrança de Miranda Henriques était encore, à cette date, professeur à l'école principale dont il était propriétaire avec sa femme. Mais, en prévision de sa retraite (1), et profitant de ses qualités didactiques, de notoriété publique dans la ville de Luanda, José Maria da Lembrança commençait, un an avant, à faire de la publicité pour son propre collège.

(1) Voir infra p.47

Il signalait que les cours et les dortoirs des élèves de sexe masculin seraient installés dans le bâtiment appartenant à Monsieur Espirito Santo e Cunha, au Bungo. Tandis que les cours et les dortoirs des filles seraient installés dans le bâtiment suivant appartenant au conseiller Mendes Affonso, où habitait Miranda.

Les prix pratiqués par Miranda pour les élèves internes étaient inférieurs à ceux de 1859. Il demandait 11 mille reis au lieu de 15 mille reis pour les internes, les demi-internes (c'est-à-dire enseignement plus le dîner) devaient verser 7 mille reis mensuellement et les externes 4 mille reis (1).

En septembre 1866, une deuxième annonce était publiée dans le bulletin officiel à propos du Collège de Sao Paulo de Assumpçao. Libéré du service public depuis août 1866, Miranda informait qu'il ouvrirait le 3 novembre 1866, un cours d'enseignement particulier de deux niveaux d'instruction primaire (élémentaire et supérieure) qui aurait lieu de 10 à 13 h (2).

Il proposait un enseignement de premier niveau à 2 mille reis par mois et un deuxième niveau à 3 mille reis, tout en précisant qu'il était prêt à accepter gratuitement des élèves pauvres dans son cours. D'autre part, Miranda était le premier à donner des leçons de français qu'il faisait payer 6 mille reis par mois pour trois leçons par semaine.

2. Un collège payant, moderne

Nous avons choisi cet exemple car nous l'avons trouvé assez caractéristique de l'organisation scolaire de l'époque.

En effet, Miranda a profité de l'emploi qu'il occupait dans le public et de son prestige de professeur officiel, pour créer son propre établissement privé. Or, Miranda, comme beaucoup d'autres enseignants dans le privé, exerçait certainement son activité sans l'autorisation des pouvoirs publics. A cette époque, comme nous l'avons déjà fait remarquer (3), il n'y avait pas vraiment de lois qui interdisaient le fonctionnement d'établissements d'initiatives privées et, quoiqu'il en soit, aucun contrôle efficace n'était effectué.

En un an, Miranda avait dû prospérer, puisqu'en décembre 1867 il annonçait des travaux dans sa nouvelle résidence du Bungo, pour augmenter la capacité d'accueil du collège.

(1) voir supra p. 43

(2) voir appendice p. 135

(3) voir supra p. 31

Miranda développa alors l'enseignement au sein de son collège ; il ajouta une sorte de cours supplémentaire avec un cours de français, ainsi qu'une première année de latin et de logique. Il pensa même à créer un cours de gymnastique pour le niveau 2 d'instruction primaire élémentaire (1), ce qui était nouveau en Angola. Cette fois-ci, Miranda appliquait des tarifs en fonction des niveaux (2).

En raison du petit nombre d'élèves (3), Miranda était seul à assurer les cours dans ce collège, grâce à une organisation minutieuse des horaires (4). La majorité des écoles privées, à l'époque, n'avaient qu'un seul enseignant, et étaient gérées par l'enseignant lui-même. Il y avait seulement 6% des gérants des écoles privées qui travaillaient avec un ou plusieurs collègues dans le même bâtiment scolaire (5).

Nous avons tenu à détailler cet exemple, pour montrer comment quelqu'un d'entrepreneur, avec un minimum d'idées, pouvait trouver une activité rentable dans le domaine de l'instruction primaire. Alors que généralement, comme nous allons pouvoir le constater dans la suite de notre exposé, les

-
- (1) Déjà, la loi de 1836, stipulait des cours obligatoires de gymnastique à l'école. Mais elle était rarement respectée, faute de moyens. Il faudra attendre la réforme de Rodrigo Sampaio, en 1875, (art. 3) pour que la possibilité d'installer un cours d'éducation physique, dans les écoles, soit admise et concrétisée. Cf. ESTRELA, Albano, Elementos e Reflexoes sobre a educaçao física em Portugal, no periodo compreendido entre 1834 e 1910, Lisboa, Publicaçao do Instituto Nacional de educaçao física, 1972, p. 22.
- (2) Les élèves internes payaient 11 mille reis et 12 mille reis s'ils faisaient le 3ème niveau en plus.
semi-internes : 1er niveau + 2ème niveau = 8 mille reis et 10 mille reis s'ils font le 3ème niveau en plus.
les externes : 1er niveau = 2 mille reis
 2ème niveau = 5 mille reis
 3ème niveau = 6 mille reis
- (3) Selon le rapport du 1er mai 1869 d'António de Nascimento Perreira, il n'y avait que 11 élèves dans ce collège.
- (4) Les semi-internes entraient à 9h30 et sortaient à 18h (le dîner étant servi à 16h)
Les externes : du 15 mai au 15 août entraient à 10h et sortaient à 15h ; du 15 août au 15 mai entraient à 7h et sortaient à 9h, revenaient à 11h et repartaient à 15h.
- (5) Cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol I, Lisboa, Instituto Nacional de Investigaçao Cientifica, 1987, p. 409.

professeurs des écoles privées avaient un niveau économique bien plus bas que celui des professeurs, dans le public.

Même si Miranda a fait avant tout des "affaires" (1), on ne peut pas lui reprocher de ne pas s'être dévoué pour développer des secteurs de l'enseignement (comme le français et la gymnastique) qui n'existaient pas encore à Luanda, et d'avoir mis en place un établissement de bon niveau, avec une organisation valable.

Cependant, il est à peu près certain que ce collège était fréquenté, comme nous le disions pour commencer ce chapitre, par des enfants de familles aisées, car la sélection sociale se faisait à partir de l'enseignement payant qu'offrait ce collège.

II - L'ASILE D. PEDRO V

1. L'organisation administrative

Cet établissement de charité pour l'éducation des petits orphelins des deux sexes, a joué un rôle important, à Luanda, et, contrairement aux autres écoles, il a bénéficié pendant deux ans de l'aide d'un ministère portugais (2). Il a été inauguré le 29 juin 1854 et le vicomte d'Athoguia, Ministre des Affaires Étrangères, de la Marine et de l'Outre-mer, a beaucoup veillé au bon fonctionnement de cet établissement. De même, il s'est engagé à rembourser "a despeza com o fornecimento de agua e lenha (...) para o referido recolhimento" pour une durée de deux ans (art. 2) (3).

Le délai des deux ans passé, l'orphelinat a connu un moment difficile dans son fonctionnement.

(1) C'est seulement à partir de 1885 que le Conseil d'Instruction Publique a essayé, grâce à de nombreuses mesures, de lutter contre "un occulte dessein mercantile qui ressortait de la mission du professeur", comme il en était le cas pour Miranda. Cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol I, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1987, p. 390.

(2) A partir du mois de septembre 1855, le vicomte d'Athoguia a accordé à cet orphelinat une aide mensuelle de 100 reis pour la durée de deux années.

(3) Cf. Diário do Governo, 21 septembre 1855
Voir appendice p. 123

Au moment même où l'orphelinat allait fermer ses portes, José Maria Lembrança et sa femme ont pris la direction de l'établissement en main, pendant 3 ans, alors qu'il avait perdu tout son crédit.

La situation s'étant améliorée entre-temps, le 22 août 1863, étaient publiés les statuts de l'orphelinat. A partir de ce moment-là, on apprit que l'orphelinat s'autofinçait grâce aux mensualités des "protecteurs" de l'établissement, aux mensualités des pensionnaires qui s'élevaient à 8 mille reis, à la vente des objets que confectionnaient les orphelins et aux aumônes que voulaient bien donner certaines personnes (1).

L'administration de l'orphelinat était à la charge de la mairie de Luanda, plus précisément à une commission composée de deux conseillers municipaux et d'autres membres choisis par eux.

Huit ans après, les statuts votés en 1863 n'étaient plus adaptés à la situation et l'établissement devait chercher de nouvelles sources de recettes. Le gouverneur général nomma alors une commission composée de 4 membres pour élaborer un projet de statuts pour doter l'orphelinat d'une organisation prête à faire face aux nouvelles nécessités de la province.

2. L'enseignement dispensé à l'asile

L'asile de D. Pedro V assurait un cours pour les enfants pauvres et accueillait les orphelins dès l'âge de 2 ans, les garçons ne pouvaient pas y rester au-delà de 7 ans (à partir de 7 ans, les garçons étaient envoyés dans les cours d'instructions primaires).

Les enfants y recevaient un enseignement de base : les principes de l'instruction religieuse, la lecture, la calligraphie et le calcul. Les filles avaient des cours de travaux manuels qui leur étaient strictement réservés.

Chaque jour, les enfants se levaient à 6h du matin et déjeunaient à 9h du matin. Les cours avaient lieu de 10 à 15h (2), ils dînaient à 16h et le reste du temps, pour les enfants

(1) Le 25 avril 1871, le président de la commission administrative annonçait dans le bulletin officiel que l'orphelinat D. Pedro V avait reçu une aumône de 5 mille reis d'une personne restée dans l'anonymat.

(2) A l'asile de D. Pedro V, les enfants avaient un enseignement deux fois plus important que celui qui était prévu à l'école principale. Voir supra p.41

qui le désiraient, il y avait la possibilité de pratiquer des exercices corporels sous la surveillance d'un professeur, jusqu'à l'heure du souper, soit 20h. L'heure du coucher était fixée à 20h30.

L'enseignement était dispensé par des professeurs admis sur concours, qui devaient pour le moins savoir "ler, escriver, contar, coser e abonar". Les capacités intellectuelles des professeurs n'étaient pas le critère de sélection le plus important. Il fallait avant tout qu'ils aient un bon comportement moral, civil et religieux, qu'ils soient chétiens et catholiques (1).

Pour clôre ce chapitre, nous voulions souligner que depuis 1845, une certaine dynamique était maintenue dans la ville de Luanda, dans le secteur de l'éducation, puisque des établissements continuaient à s'ouvrir. Il faut noter qu'il n'y avait pas encore, à cette époque, de concurrence dans le secteur privé, car les deux établissements qui existaient ne s'adressaient pas au même type de public. Comme nous avons pu le constater dans les deux cas, les élèves étaient bien encadrés même si, d'une part, les professeurs de l'asile n'étaient pas toujours de bons pédagogues et si, d'autre part, Miranda Henriques profitait de son collège pour compléter sa retraite de professeur de l'instruction publique.

Nous voulions, pour finir, signaler un dernier point positif dans l'enseignement dispensé par les deux établissements : les créateurs de ces deux établissements semblaient avoir déjà compris que l'éducation morale et intellectuelle d'un enfant ne pouvait pas fonctionner sans éducation physique. L'institution de l'éducation physique comme une discipline à part entière était le signe qu'on commençait, en Angola, à prendre du recul et à réfléchir vraiment sur l'éducation.

(1) Dans l'arrêté du 8 avril 1871, le gouverneur général a fini par se plaindre du manque de bons professeurs et de bonnes éducatrices pour l'asile D. Pedro V.

CHAPITRE V

L'ENSEIGNEMENT BÉNÉVOLE

Après la publication du décret de José Joaquim Falcao, la ville de Luanda a vu une série de cours d'instruction primaire s'ouvrir aux domiciles de certains habitants. Or, un problème se pose : lorsque des personnes dévouées mais sans qualification donnent des cours privés, dans leurs propres maisons, peut-on vraiment parler d'école au sens strict du terme ?

Nous allons pouvoir vérifier, dans la suite de notre exposé, que dans la majorité des cas, on ne peut ni parler d'école, ni vraiment d'enseignement. Même si la réforme pombaline de 1772 avait fermement prévu qu'aucun individu ne pourrait exercer la profession d'enseignant sans être habilité par les autorités, seulement 44,2% des professeurs du privé étaient détenteurs d'un permis d'enseignement, dans les années 50. Ce pourcentage élevé n'a rien de surprenant lorsque l'on sait que l'obligation de posséder le diplôme de fin d'études normales pour les candidats au magistère primaire n'a été instituée qu'en 1901 (1).

En ce qui concerne les dates de création de ces divers cours d'instruction primaire, nous n'avons trouvé aucune indication dans le bulletin officiel, qui nous permette de donner des renseignements précis. On peut, quand même, supposer que ces cours ont commencé à fonctionner après les années 60, car avant cette date, les structures scolaires à Luanda étaient quasiment inexistantes.

I - LES ÉCOLES NÉES D'INITIATIVES PRIVÉES

1. Écoles bénéficiant de l'appui des autorités ecclésiastiques

Comme nous l'avons déjà vu, l'enseignement dans les provinces d'outre-mer, avant 1834, était entre les mains des religieux. Après leur expulsion, il ne resta plus en Angola que cinq curés, deux à Luanda, 1 à Benguella, et les deux autres aux alentours de Luanda. Les deux seuls religieux qui vivaient à Luanda n'avaient pas perdu la mainmise sur l'enseignement, puisqu'ils possédaient encore les deux écoles les plus réputées de Luanda.

En effet, l'école privée (2) établie dans l'archevêché, tenue par le Chanoine Timotéo Pinheiro Falcao, fut longtemps

(1) Cf. Loi du 24 décembre 1901, article 30

(2) Nous avons repris le terme d'école, comme il était employé dans le rapport de Carlos Augusto de Gouvêa, le 1er mai 1869.

réputée comme la meilleure et la plus fréquentée des écoles de Luanda (1).

L'école gratuite du curé António Maria Ramos do Carvalho, installée dans l'évêché de la paroisse de Nossa Senhora da Conceição, jouait également un rôle important dans la ville de Luanda. D'initiative privée, cette école qui bénéficiait de la protection des autorités supérieures du district, pour les services qu'elle rendait à la communauté, était considérée comme semi-officielle. De bonne réputation, elle accueillait 90 élèves environ, divisés en 6 niveaux, qui suivaient des cours de langue portugaise, d'arithmétique et de doctrine chrétienne. Et, malgré le nombre important d'élèves, Carlos Augusto de Gouvêa signalait, dans son rapport, que l'ordre régnait dans les classes.

Les autres écoles que nous allons citer à présent ne jouissent pas du même statut que les précédentes, mais méritent cependant d'être signalées.

2. Les écoles tenues par des laïcs

a) Les écoles de garçons

Dans le quartier de Sangandombe, une petite école particulière gratuite était tenue par Francisco da Fonseca Negrão, ancien employé de la Junta da Fazenda. La classe était composée seulement de 7 élèves noirs, tous de la famille du propriétaire de l'école. On signale que ces enfants étaient pauvrement vêtus et que leur niveau était faible.

José Pereira dos Santos, employé au Terreiro Público, possédait une petite école particulière dans la Calçada do Carmo, avec 12 enfants de niveau faible qui recevaient un enseignement gratuit.

Dans la rue das Pretas, près du Largo Coqueiro, Feliciano Rodrigues da Costa, ancien élève du curé António Mário Ramos de Carvalho, gérait une petite école particulière pour cinq enfants de sa famille. L'enseignement y était gratuit, mais le niveau de la classe était très faible.

(1) Les statistiques de l'instruction primaire signalaient qu'il y avait encore, en 1867, 784 élèves natifs et 1 européen. Voir appendice p. 136. Nous voulions également faire remarquer que le chanoine Timoteo Pinheiro Falcao appartenait à une grande famille qui faisait partie de "l'élite" de Luanda. Cf. DIAS, Jill, A sociedade colonial de Angola, Lisboa, comunicação ao colóquio organizado pelo Centro de Estudos de História Contemporânea Portuguesa sobre o tema do "liberalismo na Península Ibérica na primeira metade do século XIX, 1981, p.269.

b) Les écoles de filles

Ana da Silva Pontes possédait une petite école près du Largo do terreiro público, composée de 5 élèves qui étaient tous des enfants de sa famille. Ayant reçu le minimum d'instruction à Luanda, Ana da Silva Pontes donnait un enseignement réduit : les principes de la couture et des rudiments de lecture.

D. Maria Augusta Ramos Durao possédait un collège, apparemment plus ancien que les autres, dans la rue Avelino Dias (1). D. Maria Augusta Ramos Durao avait reçu son éducation en Europe et elle s'occupait de 7 élèves d'un niveau correcte.

D. Izabel Regero Ruas dirigeait un collège pour filles de 11 élèves dans la rue D. Miguel de Mello, où il avait été installé 3 ans auparavant. Elle avait reçu son éducation dans un collège anglais à Lisbonne, et maintenait dans sa classe un bon niveau.

Pour finir, un collège pour filles et garçons était installé depuis deux ans dans la Travessa da Sé. Ce collège avait la particularité d'être tenu par D. Josepha Maria Rogero, qui avait reçu son éducation dans un collège, à Lisbonne, et qui était mestra regia à Lisbonne. Elle s'occupait en tout de 33 élèves (28 filles et 5 garçons) tout en essayant de maintenir un bon niveau dans sa classe (2).

II - QUELQUES REMARQUES

1. Les clivages entre écoles publiques et privées

Au terme de cette étude, on peut calculer qu'il y avait à Luanda, en 1869, 351 enfants scolarisés dans des écoles non-officielles (sans compter les élèves de l'asile de D. Pedro V) alors qu'au 31 décembre 1868, il y avait seulement 79 garçons qui fréquentaient l'école principale et 6 filles, le cours d'instruction primaire.

(1) Le 1er août 1846, une école publique s'était ouverte rua de Avelino Dias, au numéro 2, dans la maison de José Coelho Villela. D. Maria Augusto Ramos Durao avait dû prendre la direction de cette école à partir de 1859, lorsque l'école publique changea d'adresse.

(2) En mai 1871, une annonce était publiée dans le Bulletin Officiel d'Angola, au sujet du collège de D. Isabel Rogero où l'on pouvait apprendre à lire, à écrire, à compter, à broder, à jouer du piano et à faire de la musique. Nous avons pensé qu'Isabel Rogero était peut-être une parente de Josepha Rogero qui avait pris la succession du collège.

Face à cette disproportion des effectifs dans le public et le privé, nous avons essayé de comprendre pour quelles raisons l'enseignement non-officiel avait plus de succès auprès des élèves et des parents que l'enseignement officiel.

La première raison est évidente, les élèves préféraient les cours en école particulière gratuite, car les professeurs étaient moins exigeants, en raison de leur manque de qualification. Deuxièmement, dans ces écoles particulières, les élèves avaient une plus grande liberté d'action, car ils pouvaient s'absenter ou changer d'école, sans avoir à donner une justification.

Certains élèves suivaient littéralement un "circuit scolaire" ; les élèves de José Maria da Lembrança de Miranda Henriques, fuyant la difficulté, allaient se réfugier dans l'école du chanoine Timoteo Pinheiro Falcao. Ils allaient ensuite fréquenter l'école principale de Luanda et, même s'ils s'inscrivaient dans les cours du professeur Carlos Augusto Gouveia, ils finissaient toujours leur séjour dans cette école, en passant par la classe du professeur Delgado. L'école du prêtre António Maria Ramos marquait souvent la fin du parcours (1).

D'autre part, l'école principale était beaucoup plus exigeante quant à la manière de s'habiller des élèves. Même les enfants pauvres étaient obligés d'avoir une tenue décente et des chaussures. Lorsqu'un élève venait en classe avec des vêtements sales, on le renvoyait jusqu'à ce que les vêtements soient lavés. Au contraire, les écoles particulières tenaient compte de leur condition sociale et on les acceptait en cours tel quel.

Le même problème se posait pour le matériel scolaire, les élèves pouvaient continuer à venir à l'école particulière, sans livre et sans cahier, alors que cela n'était pas toléré à l'école publique.

Par conséquent, contrairement au Portugal, où l'école privée permettait de regrouper les enfants de bonnes familles et d'éviter tout mélange social (2), en Angola, les écoles privées étaient plutôt les refuges des enfants défavorisés. Il conviendrait de signaler que dans le règlement de l'école principale de Luanda, il n'était mentionné à aucun moment que l'enseignement y était gratuit. On a de bonnes raisons de penser que l'enseignement n'y était pas gratuit, ou que les élèves devaient payer, pour le moins, un droit d'écolage pour les frais

(1) Cf. rapport de l'administrateur du Conseil d'Inspection António do Nascimento Pereira du 1er mai 1869, et rapport de Carlos Augusto Gouvêa de février 1869.

(2) Cf. NOVOA, António, vol I, Le temps des professeurs, Lisboa, Instituto Nacional de Investigaçao Cientifica, 1987, p. 410.

d'encre, de l'eau pour le nettoyage de la classe, etc...

En effet, lorsque le 1er août 1846, le cours d'instruction primaire de la rue Avelino s'ouvrit, on précisait que le cours y était gratuit pour les pauvres, à condition qu'il s'y présentent avec une tenue décente. Il semblerait donc que, traditionnellement, l'école officielle publique de Luanda était payante, aucun décret, d'ailleurs, ne l'interdisait.

2. Tolérance ou laxisme ?

António do Nascimento Pereira Sampaio faisait remarquer dans son rapport que dans chacune des écoles il n'avait ^{Pas} rencontré une seule licence pour enseigner. Ceci peut s'expliquer par le fait que le besoin en école et en professeurs était si grand à Luanda, qu'ils ne pouvaient pas se permettre d'être exigeants. Les autorités avaient, apparemment, choisi l'option de laisser démarrer les opérations et de ne pas freiner les initiatives avec des démarches administratives. Le plus urgent pour l'Angola, à cette époque, était de mettre des structures en place, la législation de celles-ci était tout à fait secondaire dans ces circonstances.

Quant au problème des absences répétées, António do Nascimento Pereira Sampaio faisait remarquer qu'il était pratiquement impossible de faire appliquer les articles 19 et 16 du règlement de l'école (1), en raison de l'état de pauvreté de la population, que nous avons évoqué antérieurement (2). Selon lui, il valait mieux les laisser changer d'école, sans les réprimander, pour qu'ils reçoivent, malgré tout, un enseignement régulier, le plus longtemps possible. Pour mettre fin à cet absentéisme insistant, António do Nascimento Pereira Sampaio proposait, dans un premier temps, de faire un cours pour les enfants pauvres, afin qu'ils puissent venir en toute liberté, avec des habits usés et, dans un deuxième temps, d'augmenter le

(1) Article 19 : "Se algum aluno, depois de matriculado, commetter dez faltas successivas, sem motivo justificado, o professor mandará avisar o pai, tutor ou outro superior d'elle, para que o faça frequentar a escola". Au sujet de l'obligation des parents d'envoyer leurs enfants à l'école, l'article 16 préconisait que "os que faltarem a este dever serao successivamente avisados, intimados, intimidados e repreendidos pelo administrador do concelho, e ultimamente, multados desde 500 até 1\$000 reis"

(2) L'article 20 de Rebello da Silva semblait beaucoup trop exigeant et dur dans la situation de l'Angola. Peu de gouverneurs ont vraiment donné des pénalités aux parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école.

budget de la mairie destiné à l'école principale, pour pouvoir acheter des livres, des cahiers pour les plus pauvres d'entre eux.

3. La scolarisation des enfants blancs

Au terme de notre analyse sur les structures scolaires d'accueil à Luanda, nous aurions aimé connaître les origines sociales des élèves, que recevaient toutes ces écoles dont nous venons de parler. Or, il s'est avéré impossible d'avoir des renseignements précis, au cours de nos recherches sur chacun d'eux.

C'est seulement après une petite étude socio-économique appliquée à Luanda, à cette époque, que nous avons émis un certain nombre d'hypothèses, dont nous allons à présent vous faire part. En consultant les statistiques de la population blanche à Luanda en 1850, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait seulement 820 hommes et 420 femmes (1). Devant l'écart entre la présence masculine et féminine, à Luanda, nous avons été amenés à penser que les colons blancs qui partaient en Angola laissaient leur femme et leurs enfants dans le pays d'origine. N'étant pas sûrs de pouvoir assurer la subsistance de leur famille, les hommes devaient partir pour des périodes, à durée déterminée, et revenir ensuite au pays. C'était ainsi une façon d'éviter de perturber la scolarité des enfants ou de voir périr la famille à la suite de maladies, comme c'était souvent le cas en Angola. Cette hypothèse nous a été confirmée tout au long de nos recherches et sur l'ensemble de l'Angola (2).

En effet, à partir des années 40, avec le développement du commerce de l'ivoire ou des produits comme l'huile de palmes, la cire ou le café, les Portugais allaient en Angola négocier sur place ce dont ils avaient besoin et revenaient avec les marchandises en bateau, au bout de quelques mois.

(1) Cf. Boletim Oficial de Angola, 19 juin 1851
Voir appendice p.138

(2) A Huila, dans une des régions la plus peuplée par les blancs, en 1860, il y avait 91 hommes blancs pour 4 femmes. Cf. Boletim Oficial de Angola, 17 mai 1861. Dans la commune d'Ambriz, le 31 décembre 1869, il y avait 200 hommes blancs pour 2 femmes blanches. Cf. Boletim Oficial de Angola, 19 juin 1851.

Au niveau des statistiques scolaires, nous en sommes arrivés aux mêmes constatations. A la fin de la première année de fonctionnement de l'école principale de Luanda, seulement 11 enfants blancs étaient inscrits et 4 filles fréquentaient le cours qui leur était réservé. Dans les années 50, le nombre d'enfants européens fréquentant l'école principale de Luanda avait baissé et oscillait entre 0 et 2.

En 1862, alors qu'il y avait 26 écoles d'instruction primaire en Angola, nous avons calculé que la scolarisation des blancs représentait 2,8% du total (1). En effet, il y avait 19 européens contre 677 indigènes, scolarisés dans toute la province d'Angola. Ce phénomène s'étendait donc à toute la province. Les quelques enfants scolarisés devaient être les fils de fonctionnaires ou de militaires qui s'étaient portés volontaires pour partir en Angola, pour fuir l'instabilité politique du Portugal et des conditions économiques de plus en plus difficiles. Les autres enfants, issus de familles riches, détentrices de plantations en Angola, devaient avoir un précepteur chargé de leur éducation, pour leur éviter de se mélanger avec les autres enfants blancs d'origine modeste et les enfants noirs. Enfin, en 1868, la situation était loin de s'être améliorée, puisqu'il n'y avait plus d'européens, à l'école principale de Luanda.

Après un rapide bilan de l'enseignement particulier, un certain nombre de constatations s'imposent à nous.

La première remarque que nous pouvons faire concerne la forte tendance à la laïcisation de l'enseignement, puisque sur 9 écoles tenues par des particuliers, seulement deux étaient entre les mains des religieux. Ce phénomène reste très compréhensible, dans la mesure où l'expulsion des ordres religieux des provinces d'outre-mer datait d'une vingtaine d'années seulement.

Nous avons pu constater également que les professeurs du privé appartenaient majoritairement au sexe féminin. Il faut dire que les hommes préféraient travailler dans le secteur public, en raison des rémunérations plus motivantes qu'ils recevaient par

(1) Cf. Boletim Oficial de Angola, 21 mai 1864
Voir appendice p. 139 et 140

(2) Nous n'avons plus trouvé de statistiques de l'instruction publique après cette date-là.

rapport au privé (1). Enfin, à travers les quelques exemples que nous possédions, nous avons remarqué que les femmes étaient plus instruites que leurs collègues du sexe masculin, lorsqu'elles étaient, par principe, moins bien considérées qu'eux.

D'une façon plus générale, nous pouvons dire que l'enseignement chez les particuliers était très aléatoire, pour peu qu'un professeur tombe malade ou décide de cesser son activité, les enfants restaient sans professeurs. Par conséquent, même si les élèves choisissaient la solution de facilité de suivre leur scolarité chez les particuliers l'école publique restait encore le moyen le plus sûr d'avoir un enseignement permanent.

(1) La mairie de Luanda, pour la première fois, en 1875, offrait 400 mille reis aux professeurs particuliers qui proposeraient le plus d'élèves aux examens, en récompense de leur dévouement. Cf. DOS SANTOS, Martins, História do ensino em Angola, Luanda, edição dos serviços de educação, 1970, p. 172

L'État portugais a eu le souci d'élever le niveau de l'enseignement en Angola, seulement lorsque la présence des blancs a commencé à se stabiliser. Jusque là, comme nous avons pu le constater dans cette deuxième partie, aucun effort n'a été fait pour développer les structures scolaires en Angola.

L'État portugais n'était pas conscient de la responsabilité éducative qu'il avait dans les provinces d'outre-mer.

Avant les années 70, c'était la population locale qui se mobilisait pour essayer d'ouvrir des cours pour un petit nombre d'élèves, afin de leur apprendre les rudiments de la langue portugaise, la lecture, l'écriture, le calcul et quelques notions de morale. Dans les années 70, la capitale de l'Angola ne possédait qu'une seule école publique pour accueillir les enfants angolais.

Dans le "relatório dos negócios do Ultramar, apresentado à câmara dos senhores deputados em cessao de 23 de janeiro de 1864", publié dans la partie non-officielle du Diário do Governo, nous avons relevé seulement 24 écoles primaires et secondaires dans toute la province d'Angola (dont 5 à Luanda) ce qui représentait une population scolaire de 914 élèves.

Ces chiffres appellent une double remarque : le nombre d'écoles publiques était beaucoup trop faible par rapport à la population (1), et les effectifs scolaires trop bas étaient bien symptomatiques de l'indifférence des parents à envoyer leurs enfants dans des écoles.

Dans ces chiffres, les écoles privées n'étaient pas toutes comptées. Elles jouaient pourtant un rôle important dans la scolarisation des enfants en Angola. Notons que nous avons eu des difficultés à faire une distinction nette entre école privée et école publique, car dans de nombreux cas l'école privée était gratuite et l'école publique au contraire, à Luanda, avait l'air de demander une petite participation des élèves.

Toutefois, nous avons pu vérifier que 15 ans après, c'était pourtant l'Angola qui avait le plus d'écoles primaires avec 52 écoles pour garçons et 16 pour les filles, suivie de très près

(1) Ces chiffres signifient qu'il n'y avait pas 5 écoles pour 10 000 habitants en Angola. Pour la même année, il y avait au Portugal 6,6 écoles d'instruction primaire pour 10 000 habitants, alors qu'il y en avait déjà 18,3 en France. Cf. RAMOS DE ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em Africa, Lisboa, Editorial Estampa, 1979, p. 157.

le Mozambique avec 48 écoles pour les garçons et 18 pour les filles (1).

Malgré l'augmentation des écoles en Angola, à la fin du siècle, dans la première moitié du XIXe siècle, le problème n'était toujours pas résolu puisqu'il y avait seulement 2% d'élèves inscrits dans les écoles angolaises pour la population totale (2).

(1) Cf. ALMADA NEGREIROS, M.A.L. (de), L'instruction dans les colonies portugaises, Bruxelles, Établissements Généraux d'Imprimerie, 1909, p. 37.

(2) "A percentagem dos alunos matriculados nos vários ramos de ensino em Angola, não passa 2% da população total, quando, segundo o parecer dos técnicos na matéria, a população normal em idade escolar constitui aproximadamente 15% da população global do país e o numero de raparigas que frequentam o ensino não deve exceder em toda a provincia mais do que a quinta parte da frequência dos rapazes".
Cf. Bispo de Malanje "Problemas do ensino indigena e da colonização de Angola", Portugal em Africa, 2ª Série, vol. 15, nº 87, 1958, p. 185.

IIIème PARTIE :
L'ÉCART ENTRE LES BESOINS SCOLAIRES
ET LES PRATIQUES

Nous avons voulu, pour finir ce travail, rédiger une partie qui focalise sur certains aspects que nous avons jugé important de détailler dans la mesure où les documents le permettaient.

De nouveau, le Boletim Oficial de Angola nous a été d'une grande utilité puisque tous les renseignements qui apparaissent dans cette partie en sont tirés dans la majorité des cas et, d'autre part, l'ouvrage de Martins dos Santos, História do ensino em Angola, nous a permis de compléter quelques informations.

Cependant, nous ne pouvons pas parler de l'éducation des enfants en Angola, sans faire allusion aux moeurs de la société angolaise, comme l'éducation des Angolais par les Portugais aurait été impossible sans une connaissance intrinsèque de la population à éduquer.

Il ressort donc de la lecture d'ouvrages ethnographiques (1), que la notion d'enseignement en milieu scolaire n'existait pas. Dans la société angolaise, quelles que soient les tribus, tous les enfants sans distinction recevaient vers l'âge de 7 ou 8 ans une éducation générale qui constituait la base du processus de socialisation et, c'est à ce moment là que les enfants apprenaient les croyances de la tribu, ses origines, ses rites, son totem, sa morale et ses traditions guerrières.

Un second enseignement intervenait, au moment de l'entrée dans l'adolescence. Les enfants étaient groupés en fonction du rôle du père dans la tribu, pour apprendre les secrets du métier de celui-ci.

Enfin, dans une troisième phase, commençait la véritable initiation grâce à laquelle, dans la solitude, le jeûn, la peur et la souffrance, les jeunes accédaient définitivement au titre d'adultes responsables.

Par conséquent, nous allons voir que l'éducation à la fois syncrétique et technique que recevaient les enfants angolais était loin de l'éducation morale et religieuse que voulaient leur inculquer les Portugais dans les années 50.

Nous allons essayer de montrer dans cette partie que les pratiques scolaires n'étaient pas du tout adaptées aux jeunes indigènes et que les Portugais n'ont pas tenu compte du fait que dans un tel contexte les besoins scolaires étaient tout autres.

(1) Les informations qui vont suivre sont tirées de l'ouvrage de FERREIRA ROSA, Manuel, Contribucao para o estudo do ensino de base das populacoes ultramarinas em desenvolvimento, Lisboa, Separata da revista Ultramar, n° 22, vol. VI, n° 2, p.965, 34 p.

CHAPITRE VI

LES MOYENS PÉDAGOGIQUES MIS EN OEUVRE DANS

LES ÉTABLISSEMENTS DE LUANDA

Alors que dans toute l'Europe, des pédagogues mettent au point des méthodes d'enseignement, au 19^{ème} siècle, nous voulons essayer, dans ce chapitre, de faire le point sur la situation didactique de l'Angola, à la même époque.

Nous allons donc, dans un premier temps, faire une présentation des méthodes utilisées, à partir des renseignements que nous avons sélectionnés dans le Boletim Oficial de Angola. Nous essaierons, dans un deuxième temps, de montrer les difficultés rencontrées par les élèves et les professeurs, eux-mêmes, au cours de l'apprentissage.

Nous avons jugé bon pour finir, de montrer quelles étaient les possibilités de promotion sociale, ou tout au moins, de trouver une activité professionnelle, après l'enseignement qui était proposé dans le cours d'instruction primaire de Luanda.

I - ANALYSE DE LA MÉTHODOLOGIE DU COURS PUBLIC D'INSTRUCTION PRIMAIRE DE LUANDA

1. Les méthodes de lecture et d'écriture

Alors que la méthode de lecture du célèbre poète Castilho envahit toutes les écoles du Portugal, au moment de la Régénération, en Angola, on continue à utiliser des méthodes plus archaïques comme "O método facilimo para aprender a ler" de Monteverde (1) et "as cartilhas do Padre Ignácio Martins" (2).

(1) Cf. Boletim Oficial de Angola, 9 Juin 1849. Il conviendrait de signaler que la méthode de Castilho a dû arriver en Angola, seulement en 1857. Nous avons trouvé un document daté du 6 avril 1857, dans lequel António F. de Castilho, Comissário Geral da Instrução Primária pelo método portuguez, faisait savoir au Secrétaire d'État des Affaires de la Marine et de l'Outre-mer, qu'il enverrait, en Angola, deux maîtres pour enseigner avec "o método portuguez".

(2) Le 20 août 1858, le Secrétaire d'État des Affaires de la Marine et de l'Outre-er, Manuel Jorge de Oliveira Lima, envoya au commandant de la 1^{ère} Compagnie du bataillon des chasseurs n^o 3 de la caserne de Huila, 90 "cartilhas do Padre Ignácio Martins", qui était connue comme une méthode de lecture très populaire.

La méthode de Monteverde était basée sur des exercices de décomposition des mots, en syllabes, contrairement à la méthode de Joao de Deus (1), qui présentait à ses élèves des mots entiers loin du découpage en "postas" de Castilho (2). Elle insistait aussi sur une bonne épellation, au détriment de la continuité de la chaîne parlée qui ne l'intéressait pas.

D'autre part, les enfants devaient prononcer muettes toutes les consonnes (3). On peut supposer que cette méthode reprenait les arguments du chapitre VI, de la grammaire de Port-Royal qui proposait "qu'on ne nommât les consonnes que par leur son naturel en y ajoutant seulement l'"e" muet qui est nécessaire pour les prononcer" (4).

Cependant, on ne sait pas si la méthode enseignait toutes les lettres de l'alphabet à la fois, ou si elle procédait par tranches. Quoi qu'il en soit, le professeur devait veiller, au moment de l'épellation, à ce que l'élève ne prononce pas deux fois la même syllabe et qu'il épelle les diphtongues en une seule fois, en séparant les deux voyelles qui la composent.

Cette méthode prétendait qu'il était intolérable de laisser lire couramment des enfants sans qu'ils soient capables d'épeller avec rapidité. Il fallait en outre, que les plus avancés sachent lire, de façon pausée et rythmée. C'était alors une occasion pour leur apprendre à faire le découpage des mots en syllabes, et de leur apprendre, au passage, la signification des mots qu'ils ne connaissaient pas. C'est-à-dire, que pour cette méthode, le signifiant était secondaire, contrairement à Castilho, qui choisissait pour ses exercices des noms d'objets connus par les enfants, pour attirer plus facilement leur attention.

Cette méthode était totalement inadaptée pour des enfants de

(1) Joao de Deus était initialement un poète qui, pour faire face à des problèmes financiers, en était venu à la pédagogie en publiant, en 1876 "a cartilha maternal"

(2) Cf. MARTOCQ, Bernard, Manuel Laranjeiro et son Temps (1877-1912), Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1985, p. 349

(3) En 1875, 40% des méthodes d'apprentissage de la lecture utilisaient l'épellation moderne.

(4) MARTOCQ, Bernard, op. cit., p. 371

langue maternelle bundu (1), car elle conditionnait les enfants à décomposer mécaniquement les mots d'une langue qui n'était pas la leur et, par conséquent, qu'ils ne comprenaient pas car l'aspect sémantique était totalement oublié.

De plus, les enfants ne devaient pas avoir la spontanéité linguistique nécessaire pour parler une langue, car la chaîne parlée était sans cesse cassée par des exercices laborieux d'épellation.

L'Angola était donc, une fois de plus, défavorisée par rapport à la métropole, car elle manquait de professeurs formés pour la méthode de Castilho.

En ce qui concerne l'écriture, les enfants apprenaient d'abord à écrire avec des lignes droites, puis avec des lignes courbes. C'est seulement après avoir bien assimilé les deux façons d'écrire qu'ils apprenaient à écrire avec des lettres bâtardes.

Quant à l'orthographe, les enfants l'apprenaient de façon mécanique le plus souvent, mais en Angola, les maîtres utilisaient "o breve compêndio de ortografia" écrit par le professeur José dos Santos e Silva (2) pour les aider à assimiler les règles.

2. La méthode pour les mathématiques

Tant que les enfants ne connaissaient pas parfaitement tous les chiffres, on ne leur faisait pas apprendre par cœur les tables de multiplication. D'autre part, on leur apprenait les opérations sur les chiffres progressivement, pour être bien sûr que chaque étape soit bien comprise. Avec le décret de Rebelo da Silva, ce cours a été complété par des explications et des

(1) Les instituteurs étaient obligés de connaître la langue bundu pour donner des explications. Le bain linguistique, pour ces enfants, n'était qu'une simple utopie. En fait, ils ne pratiquaient que 3 heures par jour, environ, la langue portugaise, et pendant les 9 autres heures qui restaient, ils se servaient de leur langue maternelle. Pour que l'enseignement soit plus efficace, l'article 36 du règlement de l'école principale préconisait, finalement, l'interdiction formelle de l'utilisation de la langue bundu, pendant les cours (septembre 1868).

(2) José dos Santos e Silva a été nommé professeur de premières lettres à Luanda, le 1er août 1846.

exercices sur le système des poids et mesures (1).

Mais, déjà le 20 avril 1868, à la suite de la mise en vigueur du nouveau système légal de poids et mesures, à la douane de Luanda en janvier 1868, Carlos Augusto de Gouvêa avait dû donner le 1er cours du soir (2) dans la Mairie, à tous les employés des douanes et aux autres personnes intéressées. Après la crise des finances publiques en Angola, du début des années 60, la vie économique avait repris de sa vitalité. Les échanges commerciaux s'étant multipliés, la douane de Luanda s'était vue dans l'obligation de changer son système de poids et mesures trop archaïque pour faire face aux besoins douaniers. Pour pouvoir enseigner ce nouveau système aux employés, le secrétaire d'état aux Affaires de la Marine et de l'Outre-mer, José Rodrigues Coelho do Amaral, avait fait remettre au gouverneur général et à Carlos Augusto de Gouvêa, une collection de manuels et de tableaux pour l'enseignement du système métrique (3).

Ces explications sur le système des poids et mesures étaient un des rares cours qui répondait aux besoins réels de l'Angola. Même si on voulait faire à l'époque, comme nous l'avons vu dans la première partie, du noir, un travailleur actif pour le progrès du pays, l'enseignement technique était encore très réduit en Angola. En effet, le système de l'instruction doit s'harmoniser avec le système politique, c'est-à-dire pour un gouvernement qui cherche à développer le pays d'un point de vue industriel, comme c'était le cas pour l'Angola, dans les années 60, il fallait instituer un enseignement industriel de base pour que la classe qui était censée être productive, puisse l'être vraiment.

3. L'enseignement de la doctrine chrétienne et de la morale

Toutes les réformes de l'enseignement, au cours du XIXème siècle, ont toujours accordé beaucoup d'importance à la doctrine chrétienne et à la morale.

José Joaquim Falcao imposait cette discipline à tous les élèves sans exception (voir article 2) alors que Rebelo da Silva s'était montré plus tolérant en proposant cette discipline aux

(1) Cf. article 16 du décret de Rebelo da Silva

(2) Le 28 novembre 1867, une loi était sortie au Portugal créant des cours du soir, dispensés par des professeurs d'instruction primaire, qui recevaient en échange une gratification mensuelle.

(3) Boletim Oficial de Angola - 4 février 1868
Voir appendice p. 142

enfants de religion catholique seulement. Les autres devaient apporter une déclaration des parents ou de la personne légalement chargée de leur éducation, faisant foi de leur non appartenance à la religion catholique.

Ce cours était une occasion pour les initier à des notions et des pratiques religieuses comme le signe de croix, le Pater, l'Avé, le Mystère de la Sainte Trinité, le crédo, les commandements, etc...

On leur apprenait la notion de péchés capitaux, de vertus opposées, et à se confesser dès que le professeur sentait que l'élève était apte à accomplir cet acte.

Le professeur devait veiller à ce que les élèves prononcent clairement les mots pour que les phrases soient correctes, afin de ne point altérer le sens des prières récitées (1).

Quant à la morale, elle leur était enseignée au moyen d'histoires et de récits tirés de l'Ancien et du Nouveau Testament. Le professeur était, en fait, chargé de guider l'enfant vers le Bien. Pour cela, tous les conseils de morale qu'il donnait étaient en rapport avec la vie pratique. Il ne se contentait pas de leur enseigner les devoirs envers Dieu, mais aussi les devoirs envers la famille, etc... et les devoirs de l'élève à l'école, c'est-à-dire l'assiduité, la docilité, la décence et l'application. C'étaient donc là des notions bien difficiles qu'on essayait de faire comprendre à des enfants d'un univers religieux totalement différent de celui des portugais.

Qu'il s'agisse de Nzambi, Suku ou Kalunga (2), la vision que l'on avait de l'être suprême en Angola était incompatible avec la vision chrétienne de Dieu. En plus de cela, les Angolais vénéraient encore bien d'autres dieux, moins importants, qui interféraient dans la vie de tous les jours, ce que la religion chrétienne était loin de tolérer.

II - LES LIMITES DE LA MÉTHODOLOGIE

1. Un apprentissage long

Dans la pratique, le niveau et le rythme d'apprentissage des élèves me permettait pas une si grande régularité des horaires de

(1) Cf. PINTO, Caetano, L'école primaire, Paris, Aillaud, 1900, p.24

(2) C'était la manière des Quibundus, des Umbundus et des Ambos de désigner Dieu. Cf. HENDERSON, Lawrence, A igreja em Angola, Lisbonne, Além-Mar, 1990, p. 29.

classes (1). En octobre 1846 (cf. statistiques de l'instruction primaire d'octobre 1846) José dos Santos, professeur du cours d'instruction primaire, se plaignait de son travail car, malgré les deux heures de leçons par jour qu'on lui avait fixées, il était, en fait, toujours obligé de faire 4 heures et demi de cours sans jamais manquer, une seule heure et un seul jour de cours (2). Donc, la lenteur d'apprentissage des enfants noirs était telle qu'il était presque indispensable de doubler le nombre d'heures d'enseignement.

De plus, pour essayer de retrouver une certaine homogénéité du niveau de la classe, les élèves étaient divisés en 3 groupes : les débutants, ceux qui lisaient couramment et qui faisaient quelques-unes des quatre opérations et le troisième groupe constitué par ceux qui connaissaient l'application des calculs, qui savaient lire et écrire aisément, avec un minimum de fautes d'orthographe.

Ce partage arbitraire de la classe en trois groupes obligeait le professeur à faire un cours suffisamment complet et nivelé pour qu'il puisse intéresser les élèves des trois niveaux, simultanément.

José dos Santos avait 130 élèves dans son cours, on aurait donc pu penser qu'il pratiquait un enseignement mutuel car, avec ce type d'enseignement, des centaines d'élèves coexistaient dans la même salle.

Mais, le niveau des élèves était si bas, qu'aucun d'entre eux n'aurait été capable de prendre en charge un petit groupe, en attendant que le professeur s'occupe d'un autre groupe d'élèves.

José dos Santos pratiquait donc un enseignement plutôt simultané et individuel, que mutuel, comme il était de rigueur en

(1) Voir supra p. 41

(2) Les professeurs et les élèves disposaient de quelques jours de vacances, dans l'année, pour pouvoir se reposer. Le calendrier des vacances était fabriqué essentiellement à partir des fêtes chrétiennes :

- 15 jours pour Noël
- 15 jours pour Pâques
- 15 derniers jours de septembre
- 3 jours pour le carnaval et le Mercredi des Cendres
- Les jours Saints et les grandes fêtes, et tous les jeudis

métropole (1)

En associant ces deux types d'enseignement, José dos Santos parvenait à maintenir le silence dans la classe, mais il était obligé d'expulser tous les mois les élèves qui n'avaient pas un bon comportement (2).

Par manque d'enseignants, certains élèves étaient donc contraints à suivre des leçons qui n'étaient pas adaptées à leur niveau. Les 30 minutes de leçons d'écriture pour les débutants, par exemple, auraient dû être assurées par un autre professeur, pour ne pas faire perdre de temps à ceux qui savaient déjà écrire. Toutefois, la venue d'un deuxième professeur à l'école principale de Luanda, en 1859, a pu permettre l'ouverture d'un deuxième cours, pour que les enfants de bon niveau et de faible niveau puissent avoir chacun un cours qui leur soit adapté.

2. Un manque de manuels

En plus des difficultés que les élèves noirs avaient à assimiler les leçons qu'on leur donnait, ils n'avaient pas la chance de posséder un livre pour suivre les leçons.

Dans le meilleur des cas, lorsque certains élèves avaient des livres, il était rare que les manuels soient tous identiques. A ce moment-là, le professeur était obligé d'enseigner

(1) Il conviendrait de préciser que l'enseignement mutuel est arrivé au Portugal par l'intermédiaire de deux publications éditées à Paris et à Londres, par des groupes de politiciens exilés dans ces deux villes. Il s'agit du journal *Anais das Ciências, das artes e das letras* fondé en 1818 et du journal *o Investigador português* né en 1811.

Selon Filipe Rocha, on utilisait plus facilement l'enseignement simultané que l'enseignement mutuel. En 1845, sur 1075 écoles officielles masculines, seulement 17 utilisaient l'enseignement mutuel sur le continent. Dans les îles, la situation était identiques, puisque sur les 73 écoles existantes, 5 seulement utilisaient l'enseignement mutuel.

Cf. ROCHA, Filipe, Fins e objetivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem Editora, 1984, p. 46

(2) Selon António NOVOA, environ 60% des professeurs d'instruction primaire utilisaient un modèle mixte d'enseignement (mutuel et simultané ou mutuel et individuel)

Cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol I, Lisboa, Instituto Nacional de Investigaçao Científica, 1987, p. 402.

individuellement, les quelques notions qui faisaient l'objet du cours, à partir du manuel de chacun. Il est bien évident que cette pratique individuelle de la classe ne permettait pas toujours aux professeurs d'atteindre leurs objectifs finaux.

La province d'Angola n'avait pas les moyens financiers d'ouvrir un budget pour l'achat des fournitures scolaires (1). Des livres étaient parfois envoyés depuis la métropole, pour venir en aide aux provinces d'outre-mer. Par exemple, le 14 septembre 1858, le vicomte de Sá da Bandeira signalait au gouverneur général d'Angola qu'il lui envoyait une valise avec 50 exemplaires de "Método facilimo para aprender a ler" et autant d'exemplaires de "Resumo da História de Portugal" de Monteverde. Cependant, le nombre de livres qu'il envoya était loin de suffire pour tous les enfants, puisqu'au 2ème semestre de 1858, à Luanda, il y avait déjà 142 élèves soit 620 élèves pour toute la province (2).

Généralement, le moyen le plus sûr qu'avaient les élèves de se procurer un livre, c'était de bien travailler à l'école pour obtenir une récompense, à la fin de l'année. En effet, à la fin de chaque année scolaire, les élèves passaient des examens devant le Conselho Inspector de Instrução, dans les différentes matières qu'ils avaient étudiées. Ces examens étaient publics et présidés par le gouverneur général de la province. Quelques jours après, le Conseil d'Inspection organisait une session publique pour choisir parmi les élèves ceux qui méritaient un prix. Les noms des élèves récompensés figuraient, ensuite, dans le bulletin officiel d'Angola. Les élèves pouvaient tout simplement recevoir des éloges publiques, devenir chef de classe ou encore recevoir des livres. Nous avons eu l'impression, en réalité, que la remise de prix était un moyen de donner aux élèves des manuels scolaires qui leur manquaient. Pour citer un exemple, le 22 juin

(1) Mais, par contre, la province d'Angola avait un budget spécial pour "a despesa com o ensino dos filhos dos regulos". C'est-à-dire, aussi injuste que cela puisse paraître, les enfants des roitelêts locaux n'avaient pas de frais scolaires, car ils étaient pris en charge par la province, alors que les enfants d'origine modeste devaient faire des sacrifices pour acquérir un livre de cours. Par année, les frais de scolarité des fils de roitelêts atteignaient 672 mille reis, soit un peu plus que le salaire annuel d'un professeur de l'école principale de Luanda.
Cf. récapitulatif des dépenses de la Province d'Angola de mai 1867. Boletim Oficial de Angola

(2) Cf. Boletim Oficial de Angola, estatística de Instrução primária, de Juillet 1858.

1866, 61 prix avaient été distribués, alors que, d'après les statistiques de 1867, il y avait seulement 78 élèves dont un blanc qui fréquentait l'école principale (1).

III - LES RÉSULTATS OBTENUS

1. Des étudiants dans l'arsenal de l'île de Luanda

Dans l'optique de faire de l'indigène un travailleur utile pour le progrès du pays et pour que les indigènes instruits à l'école principale de Luanda puissent mettre leur connaissance en pratique, on les admettait comme apprentis sur les chantiers navals de Luanda (2). Dix ans plus tard, le 3 octobre 1867, on décida que 20 jeunes hommes sans occupation et sans emploi seraient admis dans l'arsenal. A cette époque, c'était aussi un moyen de trouver une occupation à des jeunes qui n'avaient rien d'autre à faire qu'à errer dans la ville. Dans les années 60, Luanda commençait à sentir la montée d'une petite délinquance, chez les jeunes inoccupés. Ainsi, dans l'arsenal, les jeunes gens étaient entièrement pris en charge, on les habillait, nourrissait, ils avaient même un endroit à eux pour dormir, en échange de quelques services. C'était le directeur de l'arsenal en personne qui se chargeait de la formation des jeunes apprentis.

On constate qu'en Angola, avant même la publication du décret de Rebelo da Silva, qui mettait l'accent sur un enseignement pratique et industriel, les pouvoirs locaux avaient pensé à mettre en place une espèce d'école atelier, pour les jeunes un peu instruits. Il en va de soi, que cette initiative revenait cher à la province et on s'est rendu compte, en détaillant le récapitulatif des dépenses de l'instruction publique, qu'en réalité, il n'y avait que 6 apprentis au collège de l'arsenal. Pour entretenir ces 6 jeunes gens, cela coûtait à l'arsenal 200 reis par jour, pour chacun (3).

Notons que ce n'était pas la formule la plus onéreuse car nous allons voir à présent que certains jeunes revenaient bien plus cher, à la province d'Angola.

(1) Voir appendice p.144

(2) Cf. Boletim Oficial de Angola - Arrêté Royal du 5 Mai 1857.
Article 1 : "Serão admitidos nas oficinas do arsenal estabelecido por em quanto na ilha de Luanda, como aprendizes de carpinteiro, d'obra branca, de ferreiro (...), vinte mancebos que não tenham mais de quatorze annos d'idade nem menos de dez"

(3) Voir appendice p.145

2. Des étudiants angolais. en métropole

En matière d'enseignement, l'esprit métropolitain de la 1ère moitié du XIXe siècle, et plus tard encore, était le suivant : puisqu'il n'y avait pas assez de blancs en Angola, il n'était pas nécessaire d'ouvrir des écoles et de déplacer des enseignants du Portugal pour cette province. Il était préférable de faire

venir les fils des notables noirs en métropole et de les entretenir pour un certain temps. Quant aux autres indigènes de condition plus modeste, ils pouvaient se contenter des écoles déjà installées en Angola (surtout des écoles privées).

Cependant, il faudrait préciser qu'en Angola, au milieu du siècle, il n'y avait que 8 écoles primaires publiques et une de sexe féminin (1). En 1863, ce chiffre triplait pour retomber, en 1869, à 16 écoles primaires seulement.

Pour en revenir à l'année 1857, dont nous parlions dans le paragraphe précédent, le roi ordonnait au gouverneur général, peu de temps après la mesure prise pour l'arsenal, "que enviassse dois mancebos de catorze e dezasseis anos para Lisboa, afim de estudarem e se habilitarem em Maфра para o cargo de professores do ensino primário". Il recommandait "que se escolhessem jovens que dessem garantias de regressarem às suas terras".

Mais, en réalité, nous avons pu vérifier qu'on avait envoyé seulement deux indigènes en métropole pour acquérir les connaissances suffisantes qui leur permettraient d'assurer les fonctions de professeurs, dans leurs régions (2). Nous devons signaler que nous n'avons plus jamais entendu parler de ces deux jeunes indigènes qui sont partis en métropole.

En 1867, il y avait en tout 4 élèves à l'école normale de Lisbonne. Chaque élève coûtait 144 mille reis à la province, plus 90 mille reis pour le prix du billet pour Lisbonne, ce qui représentait un peu plus que le salaire annuel d'un professeur dans la région de Mossamêdes (3).

(1) Les écoles étaient installées à Luanda, Benguella, Sao José de Encoje, Duque de Bragança, Muxima, Calumbo, Mossamêdes et Pungo Andango. Voir appendice p.130

(2) Notons que c'est seulement en 1864 que, dans les écoles normales de Lisbonne, des cours ont été ouverts exclusivement pour les indigènes qui se destinaient à l'enseignement dans les colonies.

(3) Voir appendice p.145

D'autre part, pour confirmer ce que nous disions au début de ce paragraphe, nous avons vérifié que 19 étudiants étaient venus à Lisbonne sous le règne de D. Maria II (1). A cette époque, on leur donnait des bourses "para o fim de que eles se aplicassem às artes e ciências naturais e principalmente à medicina, cirurgia e farmácia" (2).

Nous allons voir à présent qu'il y avait aussi des élèves de l'école publique qui arrivaient à trouver un emploi, sans avoir besoin de quitter Luanda.

3. Les petits métiers

Comme preuve irréfutable que les professeurs d'Angola n'avaient aucune formation pour le métier d'enseignant, nous avons rencontré le cas de D. Alvaro d'Agua Rosado qui avait été nommé professeur d'instruction primaire à S. Salvador do Congo, par le gouverneur général d'Angola, le 1er Mars 1867.

En effet, D. Alvaro d'Agua Rosado était un ancien élève de l'école principale de Luanda, qui avait reçu un an avant seulement, le 4ème prix en juin 1866, en récompense du bon travail qu'il avait fourni tout au long de l'année (3).

Nous pouvons supposer que José Maria da Lembrança, son professeur qui avait une forte influence à Luanda, avait dû le recommander auprès du gouverneur général.

Il était plus fréquent que les élèves quittent l'école publique de Luanda, pour faire de petits métiers comme commis ou

(1) Pour citer un exemple, en février 1847, l'élève Innocencio Mattozo d'Andrade e Camara, quitta le cours d'instruction primaire de José dos Santos pour continuer ses études au Portugal. Il était considéré par José dos Santos comme l'un des meilleurs élèves.

(2) Cf. AVILA DE AZEVEDO, Rafael, "Novos subsidios para a história do ensino em Angola" (século XIX), n° 13, Luanda, Boletim do Instituto de Angola, 1964, p. 35.

(3) Cf. Boletim Oficial de Angola, 18 juin 1866.
Voir appendice p. 144

employé au secrétariat du gouvernement (secretariado do governo) (1). Ces quelques exemples d'enfants qui quittaient l'école, en cours d'année, nous ont laissé penser que le travail infantile devait être très important en Angola, en raison de la pauvreté qui régnait dans les familles angolaises.

On peut supposer que le travail infantile touchait des enfants de jeune âge puisque le cours d'instruction primaire de Luanda acceptait les élèves à partir de l'âge de 7 ans.

Quant au devenir de la majorité des enfants noirs, nous pouvons penser qu'il restait dans les mains des parents qui les utilisaient pour la survie de la famille (2), ou qu'ils envoyaient dans des familles blanches qui les engageaient pour des emplois subalternes et des salaires de misère.

Pour conclure ce chapitre, nous sommes amenés obligatoirement à faire des remarques négatives en ce qui concerne les problèmes de méthodologie et de didactique dans les provinces d'outre-mer.

Il apparaît clairement que les méthodes utilisées ne tenaient pas du tout compte du monde mental et des modes d'appropriation et de classification du réel qu'imposaient les conditions culturelles des indigènes.

Ce type d'enseignement prétendait, par exemple, imposer des calculs mathématiques à des élèves inaptes à priori à ce type d'exercices, parce que l'une des caractéristiques de ce peuple était justement d'être prélogique ou paralogique (3).

(1) En novembre 1846, l'élève Venancio Alvaro Marques quitte le cours d'instruction primaire de José dos Santos pour l'emploi de commis.

En février 1847, l'élève Antonio José Tavira quitte le cours d'instruction primaire de José dos Santos pour travailler comme employé au secrétariat du gouvernement (on précise qu'il a d'excellentes manières et qu'il a un bon caractère).

En août 1847, l'élève António Nogueira quitte également le cours d'instruction primaire de José dos Santos pour faire commis.

(2) En mars 1849, en note des statistiques de l'instruction primaire d'Angola, le professeur José dos Santos faisait état du regret qu'il avait de voir l'élève Joao Antonio Machado Leao quitter la classe, alors qu'il était un bon élève. Ses parents lui interdisaient de compléter son éducation.

(3) FERREIRA ROSA, Manuel "O ensino rudimentar", Bissau, Boletim Cultural da Guiné Portuguesa, vol 6, n^o 24, 1951, p. 807.

Très vite, les Portugais ont fabriqué un cercle vicieux dont ils n'ont pas pu sortir de si tôt. En effet, les enfants recevaient une éducation de base inadaptée, ce qui demandait beaucoup plus de travail pour le professeur, pour des résultats peu satisfaisants. Face aux multiples difficultés rencontrées au moment de l'apprentissage, les professeurs et les élèves étaient découragés. De ce fait, les pouvoirs publics étaient convaincus que l'indigène n'avait pas le même degré de développement que les blancs et la réussite sociale des indigènes était compromise dès le départ.

Seuls quelques élèves, comme nous l'avons vu, arrivaient à franchir ce premier obstacle de l'instruction primaire, conçue pour des structures mentales européennes.

CHAPITRE VII

L'ENCADREMENT SCOLAIRE

Dans les années 60, l'encadrement scolaire était entre les mains de 6 personnes seulement (1), à Luanda. Ceci signifiait donc que c'était aux deux professeurs de l'école principale qu'incombaient les rôles les plus importants, d'enseignants, d'inspecteurs, de coordinateurs...

De toute évidence, l'instruction publique en Angola manquait de personnel. Or, nous allons essayer de montrer dans ce chapitre que la politique de la métropole en matière de recrutement pour l'instruction publique, ne semblait pas très stimulante et encourageante pour une profession si exigeante que celle de professeur d'instruction primaire en Angola.

I - LE CORPS ENSEIGNANT

1. Les qualifications

Comme nous l'avons déjà vu, l'obligation de posséder le diplôme de fin d'études normales pour les candidats au magistère, ne fut instituée qu'en 1901. Jusqu'à cette date, les professeurs étaient théoriquement recrutés sur simple concours. Dans le cas de l'école publique de Luanda, le besoin de professeurs était tel que les enseignants étaient engagés sur simple nomination par les pouvoirs publics de la métropole, ou simplement par le gouverneur général.

Le professeur d'instruction primaire était, dans la majorité des cas, un homme du peuple, car il était préférable de connaître les milieux populaires et le quotidien des classes travailleurs les plus défavorisées, qui fréquentaient les écoles privées ou publiques.

Dans des cas plus rares, le professeur lui-même, qui appartenait à une classe travailleuse défavorisée, quittait son emploi, avec l'autorisation du gouverneur général, pour enseigner. Nous avons rencontré un cas de ce type, au cours de nos recherches, dans la commune de Golungo-Alto, où Domingos Pereira Bravo Cassiano était passé de son poste de "porteiro e continuo da secretaria do governo", à professeur d'instruction primaire (2). Mais la promotion dont avait bénéficié Domingos Pereira Bravo Cassiano n'était pas une réussite, car il fut

(1) Nous avons compté les 5 membres du Conseil d'Inspection (2 professeurs - 3 citoyens) et le gouverneur général d'Angola.

(2) Cf. Boletim Oficial de Angola - 28 juin 1865.

révoqué peu de temps après, par le gouverneur général, parce qu'il ne remplissait pas comme il le devait ses obligations de professeur d'instruction primaire. Dans un autre cas, où le professeur n'avait pas les diplômes suffisants, le gouverneur général faisait savoir que Maria José Ferreira, qui avait été nommée par le gouvernement de la métropole, n'était pas bon professeur. Il alla jusqu'à dire qu'à Mossamèdes, on n'obtenait pas de résultats et que la dépense qu'on faisait avec elle était inutile (1).

Il est vrai que, dans ce contexte, le professeur avait une délicate mission, qui consistait à former, à la foi, le chrétien et le citoyen. Il en va de soi que la profession enseignante était empreinte d'un grand poids moral et religieux, et que pour cette raison, elle n'était pas faite pour tout le monde.

Cependant, même si certains n'avaient pas la vocation, ils choisissaient, quand même, la profession d'enseignant, car elle représentait une activité stable et sécurisante (les deux tiers des professeurs d'instruction primaire étaient nommés à vie).

Il ne faut pas non plus généraliser, car il y avait aussi de bons professeurs. En ce qui concerne l'école publique de Luanda, le professeur José dos Santos, qui avait été nommé au début, en août 1846, avait passé auparavant ses examens à Lisbonne pour ensuite exercer le magistère pendant plusieurs années, en plus de son travail d'administrateur d'un établissement de l'éducation publique au Portugal.

Le cas du professeur Miranda, dont nous avons longuement parlé, dans la deuxième partie, est un peu différent, car il était réputé bon pédagogue, mais tout le monde devait savoir que Miranda cherchait le profit avant tout. Nous avons même découvert que Miranda avait un double emploi, puisque nous avons lu dans une annonce, que Miranda était le premier secrétaire de l'association commerciale de Luanda. Mais, nous n'avons pas pu savoir s'il s'agissait là d'une activité rémunérée ou bénévole. Quoi qu'il en soit, dans les années 60, il était fréquent que des enseignants cumulent différents emplois sans le moindre problème, car il n'y avait aucune loi qui l'interdisait (2).

Nous pourrions citer d'autres exemples comme Fernando da Silva Delgado, Carlos Augusto de Gouveia et Nicolas Rogeiro, nommé le 6 juin 1870 après avoir passé ses examens au Lycée national de Lisbonne.

(1) Cf. Boletim Oficial de Angola, janvier 1869

(2) En 1874, la moitié des professeurs avaient une ou d'autres activités. Cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol I, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigaçao Cientifica, 1987, p. 389.

Il conviendrait de noter que ces professeurs avaient beaucoup de mérite, caqr les salaires qu'on leur proposait n'étaient pas à la hauteur de la mission qui leur était confiée.

C'est un de points que nous allons traiter, à présent, car nous touchons ici à une des raisons du malaise de la profession d'enseignant.

2. La question salariale

Les salaires qui étaient proposés aux professeurs dans les provinces d'outre-mer n'étaient pas motivants. Par exemple, une "mestra de meninas" venue du Portugal sans autres aides que les 120 mille reis annuels, ne pouvait pas s'en sortir. En effet, avec la moitié du salaire, elle devait payer le loyer de la maison, soit environ 6 reis par mois, et le reste ne suffisait pas pour les frais d'alimentation dans un pays où tout était cher.

António do Nascimento Pereira Sampaio (1) trouvait intolérable que les professeurs mutés à Mossamêdes (une des régions les plus chères) n'aient pas d'appartement de fonctions meublé. Il trouvait plus juste que ces postes soient proposés à la femme ou à la fille d'un fonctionnaire du public, pour qu'à eux deux, ils ne sentent pas trop la modicité du salaire. Rebelo da Silva avait été le premier à penser à augmenter les professeurs, au prix de sacrifices, comme nous l'avons déjà vu dans la première partie.

Rebelo da Silva fixa à 500 mille reis les salaires de tous les professeurs des écoles principales, alors que José Falcao proposait ce même salaire, seulement aux professeurs du Mozambique, d'Angola et de Sao Tomé e Principe. Les autres recevaient, au Cap-Vert, 400 mille reis.

Nous avons pu vérifier, grâce au récapitulatif des dépenses de la province d'Angola, que les professeurs de l'école principale étaient, en effet, payés 500 mille reis. Par contre, nous avons constaté, avec surprise, que la "mestra de meninas" de l'école de Luanda, était deux fois plus payée que ce qui était prévu dans le décret de Rebelo da Silva (2). C'est-à-dire qu'elle gagnait en mai 1868, 200 mille reis au lieu des 100 mille reis qui étaient proposés initialement.

(1) Cf. rapport d'António do Nascimento Pereira Sampaio, Boletim Oficial de Angola, 1er mai 1869.

(2) Voir Boletim Oficial de Angola - Récapitulatif des dépenses de la province d'Angola. Voir infra p.80

Il s'agit là d'un cas exceptionnel, car il était plus courant de trouver des professeurs sous-payés par rapport au salaire fixé dans le décret. Nous avons constaté, en effet, qu'il y avait de profondes inégalités en Angola, en ce qui concerne les rémunérations des professeurs. Pour citer un exemple, Mateus Luiz Coelho de Magalhaes avait été nommé professeur temporaire de l'école principale primaire de Luanda avec la moitié du salaire prévu dans l'article 11 du décret du 14 août 1845 (1).

Nous n'avons pas trouvé la raison pour laquelle certaines personnes étaient victimes d'injustices salariales, mais nous avons été amenés à conclure que, globalement, il y avait de trop gros écarts entre les salaires des différents professeurs. Nous avons pu établir quelques comparaisons avec d'autres salaires de diverses professions. Nous nous sommes rendu compte que les professeurs de l'école principale percevaient des salaires décents. Ils avaient, pour citer un exemple, le même salaire qu'un directeur d'un journal angolais.

C'est le professeur de Benguella qui était le mieux payé après ceux de Luanda, avec un salaire de 300 mille reis qui était l'équivalent de celui d'un concierge et archiviste de la trésorerie générale de la Junta da Fazenda Pública. Ensuite, la grille des salaires s'échelonnait de 200 mille reis (salaire du professeur de Mossamêdes) à 48 mille reis, qui était un véritable salaire de misère (2).

Cette rapide étude des salaires nous permet de comprendre le manque d'enthousiasme des professeurs qu'on envoyait dans les provinces d'outre-mer, qui en plus d'un profond déracinement,

(1) L'article 11 du décret de 1845 prévoyait un salaire de 500 000 reis alors que ce professeur ne recevait que 250 000 reis par an. Cf. Boletim Oficial de Angola, 24 février 1859.

(2) Cf. Boletim Oficial de Angola, 1er Décembre 1870. Pour l'instruction publique, il y avait :

3 professeurs de l'école principale à	500 000 reis
1 professeur de latin à	200 000 reis
1 professeur (Benguella) à	300.000 reis
1 professeur (Mossamedes) à	200 000 reis
2 professeurs à 120 000 reis	240 000 reis
9 professeurs à 72 000 reis	648 000 reis
10 professeurs à 60 000 reis	600 000 reis
2 professeurs à 48 000 reis	96 000 reis
1 Mestra de meninas à Luanda	200 000 reis
1 Mestra de meninas à Benguella	150 000 reis
1 Mestra de meninas à Mossamedes	120 000 reis
1 Mestra de Meninas à Pungo-Andongo	120 000 reis
TOTAL	4 374 000 reis

devaient supporter de vivre dans des conditions pitoyables (1).

II - LES INSPECTIONS DANS LES ÉCOLES

1. La négligence des pouvoirs locaux

L'une des causes de l'état inquiétant de l'enseignement, était la négligence, voire parfois, la totale absence de contrôle de l'enseignement. Il est vrai que dans le contexte des provinces d'outre-mer, le maître, loin de la métropole, avait absolument besoin qu'il y ait quelqu'un qui l'oriente, qui l'oblige à accomplir ses devoirs, qui le pousse à étudier la meilleure façon d'enseigner, et cette personne ne pouvait être qu'un inspecteur. Comme le disait Luiz F. Leite en 1859, "l'inspection est un encouragement pour les maîtres et un contrôle indispensable pour le gouvernement" (2).

C'était le Conseil d'Inspection qui était chargé "d'exercer ses fonctions d'inspection dans toutes les écoles élémentaires (art. 5) (3). Il serait bon de préciser que dans nos recherches, nous n'avons rencontré que quatre rapports d'inspection publiés dans le bulletin officiel d'Angola. Comme nous l'avons déjà dit, dans notre première partie, les gouverneurs qui défilaient à Luanda ne faisaient pas toujours consciemment leur travail et ne vérifiaient pas si les inspections dans les écoles étaient faites régulièrement (4).

(1) Nous voulions préciser, qu'en 24 ans (du décret de Falcao au décret de Rebelo da Silva), les salaires des professeurs n'ont connu aucune augmentation.

(2) NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol I, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1987, p. 416.

(3) Cf. supra p 31

(4) A propos des gouverneurs, Sá da Bandeira écrivait ceci : "l'expérience nous a démontré que les gouverneurs ont une tendance habituelle à abandonner les entreprises et le travail commencés par leurs prédécesseurs parce qu'ils les considèrent, en général, d'un esprit et d'une aptitude gouvernementale inférieurs aux leurs, et parce qu'ils s'imaginent qu'en agissant de la sorte, ils acquerront, pour eux-mêmes, beaucoup plus de notoriété". Cf. Diário do Governo, arrêté royal du 21 avril 1857.

2. Des constatations pessimistes

Les quatre rapports que nous avons eu l'occasion de lire mettent l'accent sur le problème majeur de l'espace pour accueillir les élèves. Il s'avère, en 1868, que l'école principale de Luanda ne disposait que d'une salle pour deux professeurs (1), alors qu'une circulaire avait été publiée, le 20 juillet 1866, rappelant que "a escola deve ter uma aula, uma sala contigua e um vestibulo ou dois, se a escola for destinada ao ensino de ambos os sexos" (3^a regra) et précisant bien que "a sala contigua é destinada a recitações, biblioteca e recepção (...) e nas escolas femininas tem de servir tambem para os trabalhos próprios do sexo feminino". On peut même supposer que les conditions d'hygiène dans ces écoles n'étaient pas respectées, la superficie de la salle n'était pas proportionnelle au nombre d'élèves (2).

De la même façon, l'école principale manquait de matériel pédagogique, ce qui était à l'origine de l'irrégularité dans l'évolution de l'apprentissage de l'écriture de chaque élève. Les enfants n'avaient même pas de modèles pour reproduire les lettres de l'alphabet. Pourtant, toujours dans la même circulaire du 20 juillet 1866, il était dit qu'une école devait avoir "quadros alfabéticos, um relógio, quadro de sistema métrico, coleção de traslados, régua, coleção de pesos e medidas (...), as cartas dos continentes, o mapa de Portugal e os das colónias, etc..."

Même si les rapports ne modifiaient en rien la situation de l'instruction publique, ils permettaient de souligner les écarts qui existaient entre les textes de loi, et la réalité de l'école en Angola. La province d'Angola n'avait pas d'argent pour faire face aux frais d'entretien de l'école principale et elle ne recevait pas d'aide de la métropole qui lui permette d'appliquer les lois publiées en métropole.

Nous ne parlerons pas ici des écoles d'initiatives privées, où la situation était bien plus grave, sauf dans le cas de Miranda Henriques qui, paradoxalement, gérait une école mieux organisée et plus grande que l'école publique de Luanda.

(1) voir supra p44

(2) Pour citer un exemple, en octobre 1845, les statistiques de l'instruction publique en Angola, étaient accompagnées d'une petite note qui signalait que dans l'école de Muxima 44 élèves sur 74 étaient absents, à cause de la maladie. Il devait s'agir d'une épidémie (nous n'avons pas pu savoir de quoi) à laquelle les enfants n'ont pas dû pouvoir résister en raison du petit espace dans lequel ils étaient obligés de rester.

Avec les faibles rémunérations qui étaient proposées aux cadres de l'instruction publique en Angola, il n'est pas difficile d'imaginer que l'encadrement était un des points faibles de l'organisation scolaire, à Luanda. Alors que les effectifs commençaient à augmenter dans les écoles, dans les années 50, la métropole aurait dû envoyer des fonctionnaires pour augmenter le personnel scolaire en Angola, car, en plus du manque de professeurs, Carlos Augusto de Gouvêa faisait remarquer, dans un de ses rapports (1), qu'il manquait à l'école principale de Luanda un surveillant général pour accueillir les enfants, le jour de la rentrée, les conduire dans les classes, etc... Il est vrai que les enfants étaient en libre circulation dans les écoles, sans personne pour le guider, le seul responsable de leur intégration étant le professeur.

Le Conseil d'Inspection, quant à lui, était finalement trop loin de la vie quotidienne de l'école. Il manquait, incontestablement, à l'époque, une personne intermédiaire entre le professeur et le Conseil d'Inspection, qui soit en permanence, en relation avec les deux entités, pour essayer de trouver des solutions aux problèmes pratiques, comme le manque de matériel scolaire, la recherche de locaux pour faire des salles de classes, etc... En fait, l'école publique manquait d'un coordinateur pour améliorer une organisation défailante.

(1) Cf. Boletim Oficial de Angola, rapport du 10 février 1869.

L'éducation en Angola était destinée à tous les citoyens et pas seulement à une élite. Elle était assurée par un petit nombre de personnes avec peu de formation pédagogique, et les écoles disposaient d'un matériel didactique très limité par rapport aux besoins réels. De plus, comme nous venons de le voir, les rémunérations des professeurs étaient très peu motivantes par rapport aux efforts qu'ils étaient obligés de fournir pour former les futurs citoyens d'un pays en marche vers le développement.

Les objectifs éducatifs étaient difficiles à atteindre dans les conditions dans lesquelles les professeurs étaient obligés de travailler. L'école angolaise manquait de moyens et d'inspection régulière pour suivre les progrès de l'enseignement.

Après une analyse plus approfondie des contenus programmatiques, nous avons eu des difficultés à déterminer quelles étaient les connaissances qui étaient considérées indispensables pour que l'élève puisse atteindre les objectifs visés.

L'enseignement minimum dispensé dans les écoles prétendait faire de l'élève indigène un futur travailleur pour le développement du pays.

Or, à l'époque, nous avons pu vérifier dans le Boletim de Legislação Portuguesa, pour citer un exemple, que l'on voulait développer l'industrie de distillation de l'eau de vie, dans la province d'Angola (1).

L'arsenal de l'île de Luanda avait aussi les moyens d'employer des jeunes angolais sortis de l'école.

Devant ces deux exemples, nous pouvons dire que l'État portugais ne s'est pas donné tous les moyens pour atteindre les objectifs qu'il s'était fixés.

En effet, les programmes n'étaient pas adaptés aux connaissances finales que devaient posséder les élèves en sortant de l'école, pour rentrer dans la vie active et, surtout, les élèves n'avaient aucune préparation pour le monde du travail, car les deux décrets de José Joaquim Falcao et Rebelo da Silva ne prévoyaient pas d'enseignement technique. Il y avait donc un grand écart entre les pratiques scolaires et les besoins réels de la Province.

(1) Boletim de Legislação Portuguesa, 30 Janvier 1858.

CONCLUSION

Une politique éducative, quelle qu'elle soit, est toujours très complexe, car elle s'inscrit dans le cadre plus vaste de la philosophie d'une société et de son éducation. C'est un peu le point de convergence du système social en vigueur (avec ses normes politiques, éthiques et religieuses) de la période historique qu'elle couvre, et du cadre géographique et physique dont elle dépend.

C'est pour cette raison qu'il est difficile d'en faire une analyse exhaustive. Nous espérons que notre travail, aussi succinct soit-il, prendra en compte le plus grand nombre de paramètres, qui interviennent dans la définition d'une politique éducative.

La période historique que nous nous sommes proposés d'étudier, correspond au libéralisme portugais qui se traduit dans le domaine de l'instruction par une forte influence des idées de la Révolution Française. En effet, selon Filipe Rocha (1), les orientations pédagogiques de cette époque étaient magistralement résumées par Condorcet en 1792, au début de son rapport : "Oferecer a todos os individuos da espécie humana os meios de proverem às suas necessidades, de lhes assegurar o bem estar, de conhecerem e exercerem os seus direitos, de darem conta e cumprirem os seus deveres ; garantir a cada um deles a facilidade de aperfeiçoar a sua indústria, de se tornar apto para as funções sociais às quais tem o direito de ser chamado, de desenvolver todo o lote de talente que recebeu da natureza ; e desse modo, estabelecer entre os cidadãos, uma igualdade efectiva, tornar do real a igualdade politica reconhecida pela lei - tal deve ser o primeiro objectivo de uma instrução nacional."

Comme nous avons pu le constater à plusieurs reprises, dans notre travail, la France a souvent été un modèle pour les pédagogues et les hommes politiques portugais de l'époque. Nous avons trouvé des allusions à la France jusque dans un rapport de

(1) Cf. ROCHA, Filipe, Fins e objectivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem Editora, 1984, p. 9

Carlos Augusto de Gouvêa, sur l'instruction publique en Angola (1).

Par contre, le Portugal s'est éloigné des idées de la France, au début du XXe siècle car il a cessé de mener au même titre que les Français une politique d'assimilation des indigènes à la culture portugaise.

En effet, c'est seulement à partir de 1927, que l'on va pouvoir parler d'une différenciation entre l'enseignement pour les blancs et les indigènes, avec les *escolas-oficinas* introduites par Norton de Matos (2).

Jusque là, comme nous l'avons vu dans notre travail, la non séparation des races était restée le principe dominant des Portugais.

Il est intéressant de noter que les professeurs de ces écoles étaient recrutés parmi les membres des missions religieuses, qui assuraient un cours spécial pour les indigènes, à base d'instruction morale et professionnelle. Et, contrairement à ce qui s'était produit jusqu'à cette date, les langues indigènes, utilisées comme langues véhiculaires, étaient enseignées aux Noirs au même titre que le portugais. Nous n'avons pas eu l'impression que cette mesure, qui avait été prise, devait être interprétée comme une preuve de racisme. Mais nous ne pouvons pas ignorer pour autant qu'à cette époque il existait toute une idéologie raciste à l'égard du Noir "sauvage et vulgaire", "d'une race inférieure", etc... (3).

(1) "A França, que de ha tanto caminha na vanguarda do progresso nao se dedignou de mandar alguns dos seus primeiros homens d'estado, Mrs Noel et Cuvier em 1811, e mais tarde, M. Victor Cousin, a estudarem em toda a Europa as melhores formas d'ensino público e os melhores estabelecimentos d'instrução, dando conta minuciosa da legislação que regulava tao importante matéria". Cf. Rapport de Carlos Augusto de Gouvêa, 10 Février 1869 - Botelim Oficial de Angola.

(2) Norton de Matos fut gouverneur général d'Angola de 1912 à 1915. Il fut un grand défenseur de l'indigène et contribua au développement de l'Angola, en multipliant les axes routiers, en augmentant le budget pour l'instruction, etc... Norton de Matos prétendait que le devoir de l'État portugais était de transformer les habitants de ces colonies d'Afrique en propriétaires ruraux, cultivateurs de leurs terres.

(3) Cf. MACEDO, José de, "A educação do Negro", Lisboa, Revista Portuguesa colonial e marítima, 4^o ano, 1^o semestre, 7^o vol., 1900-1901, p. 288-297.

Il en va de soi que l'intention de colonisation va de pair avec un sentiment raciste car, par définition, le pays colonisateur se trouve toujours dans une position de supériorité par rapport au pays qu'il veut coloniser.

Donc, dans le cas du Portugal, et ses colonies, nous ne pouvons pas parler d'un racisme institutionnel, car les Noirs avaient le droit d'intégrer par la suite un cursus normal, mais d'un racisme idéologique.

Pour en revenir aux missionnaires, ils étaient en contact permanent avec les populations indigènes, et même s'ils considéraient les Noirs comme des barbares parce qu'ils n'étaient pas chrétiens, ils étaient plus aptes à parler du problème de l'éducation en Angola que les hommes politiques qui mettaient sur pied des réformes, depuis leur bureau, à Lisbonne.

En effet, tous les décrets auxquels nous avons fait allusion dans notre travail étaient pensés par des esprits théoriques formés à l'école européenne. Il fallait des hommes de terrain comme les missionnaires pour pouvoir gérer et suivre tous les mouvements de l'éducation en Angola. Avec le prétexte d'introduire dans les familles angolaises l'idée de Dieu, les missionnaires proches des familles avaient plus de chances de sensibiliser les indigènes au problème de l'éducation des enfants, que les ministres portugais avec des décrets et des amendes pour les parents indifférents.

On se rend compte, au terme de cette analyse, que l'État portugais n'a finalement pas su gérer l'instruction en Angola. En dépit des préoccupations gouvernementales affichées dans les décrets en 1845, de José Joaquim Falcao, et en 1869, de Rebelo da Silva, on ne trouve de traces sur le terrain, ni d'une politique systématique de recrutement, ni d'une stratégie scolaire, non plus que d'une méthodologie spécifique. C'est au contraire de manière sporadique, sur la base de demandes plus ou moins formulées et à partir d'initiatives individuelles, que se constitue le premier réseau scolaire laïc de l'Angola, dans une indistinction symptomatique de la sphère de l'enseignement privé et de l'enseignement public.

De même, dans le domaine de la formation des maîtres pour les provinces d'outre-mer, aucune initiative n'a été prise par l'État portugais avant les années 60 (1).

Le seul effort qui ait été fait concerne le domaine des salaires où l'on suppose que l'État portugais a mené une politique d'incitation, puisque, comme nous l'avons vu, les professeurs de l'école principale percevaient mensuellement 500

(1) Voir p. 26

mille reis, au lieu des 200 mille reis que recevaient leurs collègues des écoles de Lisbonne ou de Porto (1).

Rien d'étonnant à ce que les missionnaires, plus tard, aient rapidement pris le pas sur l'instruction publique.

Le choix de la période considérée est pourtant d'un intérêt stratégique évident, car la majorité des éléments de ce réseau, même s'ils se sont constitués empiriquement et dans le désordre, restent en activité, et sont plus tard revêtus d'une aura institutionnelle, ainsi l'Escola principal de Luanda restera l'institution de référence de l'enseignement public ultérieurement.

Nous pouvons donc dire que, finalement, dès la fin du XIXe siècle, l'État portugais a perdu le contrôle de l'enseignement des indigènes en Angola.

On trouvait, en fait, une meilleure qualité de service dans les écoles tenues par des religieux - et même les européens ont fréquenté les établissements tenus par les missionnaires. Pour citer un exemple, le séminaire de Huila (1882-1907) a ouvert ses portes à beaucoup de jeunes européens, faute d'établissements publics du second degré (2).

Au sujet des enfants blancs nous avons eu beaucoup de difficultés à les localiser dans les structures scolaires déjà existantes.

Même si notre travail ne prétend pas avoir une grande valeur historique, nous arrivons à la conclusion que nous méconnaissons presque totalement ce qu'il advenait de l'instruction des enfants blancs en Angola, au XIXe siècle. Nous n'avons pas rencontré, au cours de nos lectures, d'informations supplémentaires que celles que nous avons déjà données. C'est ici un aspect qui est traité de façon incomplète dans ce travail et qui mériterait de plus en plus amples recherches.

Nous avons éprouvé également des difficultés pour évaluer à quel point l'État portugais est arrivé à ce qu'il prétendait avec ce système éducatif.

En effet, nous n'avons pas trouvé au cours de nos recherches, d'informations très précises sur ce que devenaient les Noirs après avoir reçu l'enseignement minimum proposé par l'État portugais.

(1) Cf. NOVOA, António, Le temps des professeurs, vol. I, Lisboa, Instituto Nacional de Investigaçao Científica, 1987, p. 319.

(2) Cf. AVILA DE AZEVEDO, Rafael, "O problema escolar de Angola", Luanda, Portugal Maior, n° 3, 1947, p. 15.

D'une façon générale, nous avons trouvé difficile d'imaginer le type d'homme et de futur citoyen que voulait former l'école publique en Angola et, de ce fait, de comprendre à quelle facette de la personnalité de chaque enfant (intelligence, mémoire, affectivité, imagination créatrice, etc.) s'adressait fondamentalement l'action éducative. Voici encore quelques problèmes parmi tant d'autres que nous nous posons en fin d'étude, et auxquels nous espérons plus tard, dans un travail plus approfondi, pouvoir répondre avec la plus grande exactitude.



Il s'agit de la liste des ouvrages et documents publiés par le Service de la Santé Publique de la Province de Québec.

- 1. Liste des ouvrages publiés de 1951 à 1955
- 2. Liste des ouvrages publiés de 1956 à 1960
- 3. Liste des ouvrages publiés de 1961 à 1965
- 4. Liste des ouvrages publiés de 1966 à 1970
- 5. Liste des ouvrages publiés de 1971 à 1975
- 6. Liste des ouvrages publiés de 1976 à 1980
- 7. Liste des ouvrages publiés de 1981 à 1985
- 8. Liste des ouvrages publiés de 1986 à 1990
- 9. Liste des ouvrages publiés de 1991 à 1995
- 10. Liste des ouvrages publiés de 1996 à 2000
- 11. Liste des ouvrages publiés de 2001 à 2005
- 12. Liste des ouvrages publiés de 2006 à 2010
- 13. Liste des ouvrages publiés de 2011 à 2015
- 14. Liste des ouvrages publiés de 2016 à 2020
- 15. Liste des ouvrages publiés de 2021 à 2025

Les documents relatifs à l'inspection publique ont été classés dans :

1. Liste des ouvrages publiés de 1951 à 1955 (cote R. 100)

SOURCES

2. Liste des ouvrages publiés de 1956 à 1960 (cote R. 101)

BIBLIOGRAPHIE

3. Liste des ouvrages publiés de 1961 à 1965 (cote R. 102)

4. Liste des ouvrages publiés de 1966 à 1970 (cote R. 103)

5. Liste des ouvrages publiés de 1971 à 1975 (cote R. 104)

6. Liste des ouvrages publiés de 1976 à 1980 (cote R. 105)

7. Liste des ouvrages publiés de 1981 à 1985 (cote R. 106)

8. Liste des ouvrages publiés de 1986 à 1990 (cote R. 107)

9. Liste des ouvrages publiés de 1991 à 1995 (cote R. 108)

I - LES ARCHIVES

1 - Arquivo Histórico Ultramarino - Lisbonne

Il s'agit d'un important fond d'archives, les documents sont gardés dans des boîtes sans aucun classement.

Il existe pour l'Angola : - 87 caisses numérotées de 94 à 191, pour la période de 1800 à 1833
- 46 caisses de la 1^a repartição, 2^a Secção, pour la période de 1834 à 1858
- 24 caisses numérotées de 25 à 48, pour la période de 1859 à 1878
- 23 caisses numérotées de 1 à 23 pour la période de 1879 à 1858.

Les Décrets-Lois concernant l'instruction publique ont été publiés dans :

Boletim do Conselho Ultramarino (cota R324A)

I volume : 1446 à 1754
II volume : 1755 à 1834

Colecção da Legislação portuguesa (cota R.306)

1750 à 1932

Colecção de decretos (cota R. 321)

1886 à 1914

Boletim Oficial de Angola

1845 à 1871

2- Ministério da instrução pública

On compte 194 boîtes qui contiennent des documents sur l'instruction publique de 1823 à 1915.

On trouve également 178 liasses concernant l'instruction publique de 1852 à 1915. Dans les deux cas, les documents ne sont pas classés.

II - LES ARTICLES

BRUCKER, S., "St Pierre Clavier et l'évangélisation des nègres", Études religieuses, philosophiques, Historiques et littéraires, Tome 43, 1888, p. 595-607.

MACEDO, José (de), "A educação do negro", Lisboa, Revista Portuguesa Colonial e Marítima, 7º vol, 1º trimestre, 1900-1901, p. 287-297.

S. a, "A educação das crianças em Luanda", Lisboa, Portugal em África, ano 15, série e, nº 185, 1908, p. 266-268.

SOUSA DIAS, Gastao, "A instrução pública em Angola", Lisboa, Boletim da Agência Geral das Colónias, ano 3, nº 19, 1927, p. 15-32.

SOUSA DIAS, Gastao, "Ensino técnico colonial", Lisboa, Boletim da Agência Geral das Colónias, ano 13, nº 141, 1937, p. 19-24.

OLIVEIRA MELO PAIS, Eurico (de), "Angola - Aspectos da Instrução e ensino na colónia - Esboço histórico e crítico", Lisboa, Anuário da Escola Superior Colonial, XXVII-XXI, 1946, p. 251-289.

AVILA DE AZEVEDO, Rafael, "O problema escolar de Angola", Luanda, Portugal Maior, nº 3, 1947, p. 1-36.

PERREIRA DA SILVA, Clemente, "As missoes católicas e o ensino dos indígenas", Lisboa, Portugal em África, 2ª série, vol. 4, nº 19, 1947, p. 5-8.

FERREIRA ROSA, Manuel, "o ensino rudimentar (para indígenas) em Angola e na Guiné Portuguesa", Bissau, Boletim cultural da Guiné Portuguesa, vol. 6, nº 24, 1951, p. 806-811.

Sa, "Progresso no ensino primário em África", Lisboa, Portugal em África, 2ª série, vol. 12, 1955, p. 269-272.

- Bispo de Malanje, "Problemas do ensino indigena e da colonizaçao de Angola", Lisboa, Portugal em Africa, 2ª série, vol. 15, nº 87, 1958, p. 184-190.
- CASTILHO SOARES, Amadeu, "Problemas do ensino no ultramar", Lisboa, Ultramar, nº 2, outubro-dezembro 1960, p. 29-57.
- FERREIRA ROSA, Manuel, "A escola para Angola - uma escola diferente", Luanda, Revista de ensino, 2ª série, nº 3 e 4, 1962-1963, p. 13-29.
- AVILA DE AZEVEDO, Rafael, "Novos subsidios para a história do ensino em Angola - século XIX", Luanda, Boletim do instituto de Angola, nº 13, 1964, p. 33-39.
- COSTA FREITAS, Joao (da), "Politica do ensino em Angola", Lisboa, Separata de Angola, 1964, 18 p.
- FERREIRA ROSA, Manuel, "Contribuição para o estudo do ensino de base das populações ultramarinas em desenvolvimento", Lisboa, Separata da revista Ultramar, vol. VI, nº 2, 1965, 34 p.
- FERREIRA ROSA, Manuel, "Educação e ensino no ultramar", Lisboa, Ultramar, vol. 10, nº 37-38, 1969, p. 115-128.
- OLIVEIRA BOLEO, José (de), "História breve da evolução do ensino no mundo português", Lisboa, Boletim da Sociedade de Geografia, Jan. Junho 1973, p. 72-89.
- DIAS DE CARVALHO, Adalberto, "Desaires e vitórias do ensino em Portugal, no século XIX", Lisboa, Seara Nova, abril 1977, p. 37-39.
- TEODORO, António, "O ensino no século XIX português", Lisboa, Seara Nova, outubro de 1975, p. 39-41.

III - LES OUVRAGES CRITIQUES

1. Histoire du Portugal et des provinces d'outre-mer

BOURDON, Albert-Alain, Histoire du Portugal, Paris, PUF, Que Sais-je ?, 1978, 128 p.

CHAGAS, Pinheiro, As colónias portuguesas no século XIX (1811 a 1890), Lisboa, Livraria de A. M. Pereira, 1890, 228 p.

S.A. Les colonies portugaises, Lisbonne, Imprimerie Nationale, 1878, 136 p.

MARVAUD, Angel, Le Portugal et ses colonies, Paris, Librairie Félix Alcan, 1912, 335 p.

OLIVEIRA MARQUES, História de Portugal, vol. II, Lisboa, Palas Editores, 1986, 694 p.

RAMOS ALMEIDA, Pedro, História do colonialismo português em África (cronologia século XIX), vol II, Lisboa, Editorial Estampa, 1979, 318 p.

SERRAO, Joel, Dicionário de História de Portugal, Lisboa, Iniciativas editoriais, s d, 4 vol., 852, 985, 897 et 743 p.

SILVA REGO, A. (da), O Ultramar português no século XIX (1834-1910), Lisboa, Agencia Geral do Ultramar, 1966, 446 p.

SOUSA MONTEIRO, José Maria (de), Dicionário do Ultramar, Lisboa, Tipografia Lisbonense, 1850, 539 p.

WHEELER, Douglas, "A note on small pax in Angola", Lisboa, Separata de Studia, nº 13-14, jan-jul 1964, p. 351-362.

2. L'instruction au Portugal

- ALBUQUERQUE, Luis (de), Notas para a história do ensino em Portugal, Coimbra, Vértice, 1960, 290 p.
- ALVES DOS SANTOS, Augusto Joaquim, O ensino primário em Portugal, Porto, Companhia Portuguesa Editora, 1913, 339 p.
- BOLEO, José de Oliveira, História breve da evolução do ensino no mundo português, Lisboa, Sociedade de Geografia, 1973, p. 71-89
- CARVALHO, Rómulo (de), História do ensino em Portugal, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1985, 962 p.
- COELHO, Adolfo, Para a história da instrução popular, Lisboa, Instituto Gulbenkian de Ciência, 1973, 240 p.
- ESTRELA, Albano, Elementos e reflexões sobre a educação física em Portugal, no período compreendido entre 1834 e 1910, Lisboa, Publicação do Instituto Nacional de educação física, 1972, 31 p.
- FERREIRA GOMES, Joaquim, O Marquês de Pombal e as reformas do ensino, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1989, 92 p.
- FERREIRA GOMES, Joaquim, História da educação em Portugal, Lisboa, Livros Horizonte, 1988, 130 p.
- FERREIRA GOMES, Joaquim, Estudos para a história da educação no século XIX, Coimbra, Livraria Almedina, 1980, 273 p.
- GAL, Roger, História da educação, Sao Paulo, Livraria Martins Fontes Editora, 1989, 115 p.
- MONROE, Paul, História da Educação, Sao Paulo, Companhia editora nacional, Actualidades pedagógicas, 1979, 387 p.
- PINTO, Caetano, L'école primaire, Lisbonne, Aillaud e Cie, 1900, 96 p. Luis
na história
- Primeiro encontro de História da educação em Portugal, "comunicações", Lisboa, Fundação Gulbenkian, 1988, 315 p.
- PULIDO VALENTE, Vasco, Uma educação burguesa, Lisboa, Livros Horizonte, 232 p.

REIS TORGAL, Luis, A revolução de 1820 e a instrução pública, Porto, Paisagem Editora, 1984, 402 p.

RIBEIRO, José Silvestre, História dos estabelecimentos Científicos, literários e artísticos, de Portugal nos sucessivos reinados da monarquia, Lisboa, Tipografia da Academia Real das Sciencias, 17 vols., 1871 - 1893.

ROCHA, Filipe, Fins e objectivos do sistema escolar português, Porto, Paisagem Editora, 1984, 419 p.

3. L'enseignement en outre-mer

AVILA DE AZEVEDO, Rafael, Relance sobre a educação em Africa, Lisboa, Junta de Investigações do ultramar, 1963, 153 p.

AVILA DE AZEVEDO, Rafael, Politica de ensino em Africa, Lisboa, Ministério do Ultramar - estudos de ciências políticas e sociais, nº 13, 1958, 198 p.

FERREIRA ROSA, Manuel, Quatro comunicacoes sobre o ensino indígena, Lisboa, Agência Geral do Ultramar, 1954, 78 p.

FERREIRA ROSA, Manuel, O ponto e o rumo do ensino ultramarino, Porto, Lello Editor, 1913, 360 p.

GONÇALVO SANTA RITA, José, Ensino nas colónias - indigenato-colonato, Lisboa, Edição Avenia, 1924, p. 211 - 227.

PENHA GARCIA (Comte de), L'enseignement aux indigènes dans les colonies portugaises (rapport préliminaire XXI session-Paris) Bruxelles, Institut Colonial International.

SILVA CASTRO JUNIOR, Augusto Cesar (da), O problema do ensino em terras de além-mar, Lisboa, Editorial Império, 1941, 90 p.

WALTER, Jaime, Um português carioca professor da primeira escola médica de Angola, 1791, Lisboa, Junta de Investigação do Ultramar, 1970, 219 p.

4. L'instruction en Angola

DOS SANTOS, Martins, Proprietários das escolas de Angola, Luanda, Comissariado Provincial da mocidade portuguesa, 1970, 758 p.

DOS SANTOS, Martins, História do ensino em Angola, Angola, Edição dos Serviços de educação, 1970, 361 p.

SAMUELS, Michael Anthony, Education in Angola 1878-1914, United States of America, by teachers college Columbia University, 1970, 185 p.

5. Histoire de l'Angola

AMARAL NOGUEIRA, Jofre, Angola na época pombalina. O governo de Sousa Coutinho, Lisboa, Publicações Europa-América, 1960, 173 p.

BOAVIDA, Américo, Angola cinco séculos de exploração portuguesa, Lisboa, edições 70, 1981, 155 p.

Catálogo do documentário coligido pela comissão de Luanda para a exposição histórica da ocupação, a realizar em Lisboa, em 1937, Angola, Luanda, Imprensa Nacional, 1937, 107 p.

CHAGAS, Pinheiro, A Africa portuguesa, Lisboa, Brinde aos senhores assinantes do Diário de Notícias, Tipografia universal, 1890, p. 7 - 25.

DAVIDSON, Basil, L'Angola au coeur des tempêtes, Paris, Edition François Maspero, 1972, 344 p.

DELGADO, Ralph, História de Angola, vol. 3, Lobito, Livraria Magalhaes, 1953, 463 p.

DIAS, Jill, R., A sociedade colonial de Angola e o liberalismo português (1820-1850), Lisboa, Centro de estudos de História Contemporânea Portuguesa, 1981, p. 267-286

GONZAGA, Norberto, História de Angola = (1482-1963), Luanda, edição CTTA, SD, 380 p.

MADUREIRA, Arnaldo, A colonização portuguesa em Africa 1890-1910, Lisboa, Livros Horizonte, 1988, 111 p.

NUNES GABRIEL, Manuel, Angola, cinco séculos de cristianismo, Braga, Literal sociedade editora, SD, 609 p.

RIBEIRO DA CRUZ, José, Resumo da História de Angola, Lisboa, SE, 1940, 229 p.

STAMM, Anne, L'Angola à un tournant de son histoire (1838-1848), Lisbonne, Service International de la Fondation Calouste Gulbenkian, 260 p.

5. Ethnographie de l'Angola

- AMARAL, Ilidio (do), Luanda, Lisboa, memórias da junta de investigação do ultramar, nº 53, 1968, 152 p.
- BAHIA DOS SANTOS, Francisco, Angola, Lisboa, Sociedade de Geografia de Lisboa, 1954, 146 p.
- CERQUEIRA, Ivo (de), Vida social indígena na colónia de Angola, Lisboa, Agência Geral das Colónias, 1946, 98 p.
- DAVEZIES, Robert, Les Angolais, Paris, les éditions de minuit, 1965, 259 p.
- ESTERMANN, Charles, Ethnographie du Sud-Ouest de l'Angola, Tome 1 Paris, Académie des Sciences d'Outre-mer, 1977, 347 p.
- ESTERMANN, Charles, Ethnographie du Sud-Ouest de l'Angola, Tome 2 Paris, Académie des Sciences d'Outre-mer, 1977, 679 p.
- FERNANDES DE OLIVEIRA, Mário António, Luanda. "Ilha crioula" Lisboa, Agência geral do ultramar, 1968, 162 p.
- FERREIRA ROSA, Manuel, Panorama de Angola, Lisboa, Agência geral das colónias, 1951, 88 p.
- FIGUEIRA, Luiz, Africa Bantú, Lisboa, Impresso nas oficinas Fernandes, 1938, 393 p.
- GUERRA, Henrique, Angola. estrutura económica e classes sociais, Lisboa, edições 70, 1979, 168 p.
- PAIVA COUCEIRO, Henrique (de), Angola, Lisboa, Tipografia da Coopertiva Militar, 1898, 94 p.
- TEMPELS, Placide, La philosophie bantoue, Lovania, Editeur Elisabethville, 1945, 152 p.

6. La pédagogie

- BANHA DE ANDRADE, Verney e a projecção da sua obra, Amadora, Biblioteca Breve, vol. 49, 1980, 114 p.
- FERNANDES, Evaristo, Psicopedagogia e psicanálise da educação, Aveiro, Editora Estante, 1990, 240 p.

FERNANDES, Rogério, O pensamento pedagógico em Portugal, Amadora, Biblioteca Breve, vol. 20, 1978, 138 p.

FERNANDES, Rogério, A pedagogia portuguesa contemporânea, Amadora, Biblioteca Breve, vol. 37, 1979, 163 p.

FERREIRA, Alberto, Antologia de textos pedagógicos de século XIX português. I - Da necessidade de ensinar. Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1971, 306 p.

FERREIRA, Alberto, Antologia de textos pedagógicos do século XIX português. II - Dos modos de ensinar, Lisboa, Instituto Gulbenkian de Ciência, Centro de Investigação Pedagógica, 1975, 499 p.

FERREIRA, Alberto, Antologia de textos pedagógicos do século XIX português. III - Dos graus de ensino, Lisboa, Instituto Gulbenkian de Ciência, Centro de Investigação Pedagógica, 1975, 440 p.

REIS, Maria Alice, A pedagogia e o ideal republicano em Joao de Deus, Lisboa, Terra Livre, 1979, 163 p.

ROCHA, Filipe, Correntes pedagógicas contemporâneas, Aveiro, Editora Estante, 1988, 260 p.

7. Divers

Annaes Marítimos e coloniaes, Lisboa, Imprensa Nacional, 1a-2a-5a série - 1840 à 1845.

Arquivo das Colónias, Lisboa, Imprensa Nacional, vol I à V, 1917-1931.

Arquivos de Angola, Publicação oficial editada pela repartição central de estatística geral, Luanda, vol. III, nº 16 à 36, 1937, 372 p.

BRASIO, António, História e missiologia, Luanda, Instituto de Investigação científica de Angola, 1973, 929 p.

CABRAL, Eurico, O Liceu Nacional Salazar, Lisboa, divisao de publicações e biblioteca agência geral das colónias, 1945, 104 p.

CASTILHO SOARES, Amadeu (de), Politica de bem estar rural em Angola, Lisboa, Junta de Investigação do Ultramar, 1961, 278 p.

- DESCHAMPS, Hubert, L'Afrique noire précoloniale, Paris, PUF, Que Sais-je ?, 1976, 126 p.
- HENDERSON, Lawrence, A igreja em Angola, Lisboa, Editorial alémar, 1990, 494 p.
- Quarenta e cinco dias em Angola (apontamentos de viagem), Porto, Tipografia de Sebastiao José Pereira, 1862, 116 p.
- LOPES DE CALHEIROS E MENEZES, Sebastiao, Relatório do governador geral da provincia de Angola, Lisboa, Imprensa Nacional, 1867, 448 p.
- LOPO VAZ DE SAMPAYO, Política indígena, Porto, Magalhaes e Moniz editores, 1910, 565 p.
- MARTOCQ, Bernard, Manuel Laranjeira et son temps, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1985, 716 p.
- NOVOA, António, Le temps des professeurs, Vol I, II, Lisboa, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1987, 939 p.
- PAULME, Denise, Les civilisations africaines, Paris, PUF, Que Sais-je ?, 1980, 126 p.
- SA DA BANDEIRA (Marquez de), O trabalho rural africano e a administração colonial, Lisboa, Imprensa Nacional, 1873, 217 p.
- SANTOS, Eduardo (dos) (anotação), Angolana (documentação sobre Angola) (1783-1883), Vol I, Lisboa, Centro de estudos históricos ultramarinos, 1968, 848 p.
- SANTOS, Eduardo (dos) (anotação) Angolana (documentação sobre Angola), Vol III, Lisboa, Centro de estudos históricos ultramarinos, 1976, 872 p.
- SILVA CUNHA, J. M. (da), O sistema português de política indígena, Lisboa, Agência Geral do Ultramar, 1952, 65 p.

APPENDICE I

Considerando, que no Artigo 71.º do Decreto de 20 de Setembro de 1844, confirmado pela Lei de 29 de Novembro do mesmo anno, se manda dar Diploma aos alumnos, que tiverem sido approvados nas materias commerciaes, designadas no Artigo 52.º;

Considerando, que as materias, designadas no citado Artigo, são as que se professam nas quatro mencionadas Cadeiras, e na Cadeira de lingua ingleza;

Considerando, que a citada Legislação se acha em vigor, e tem regido todos os Estabelecimentos litterarios no anno lectivo de 1844—1845;

Ha por bem, Conformando-Se com a Consulta do Conselho Superior de Instrucção Publica, Declarar o seguinte:

1.º Que os alumnos, que obtiverem approvação no exame de todas as disciplinas das quatro Cadeiras da Secção Commercial do Lycéo Nacional de Lisboa, designadas no § 1.º, Artigo 52.º do Decreto de 20 de Setembro de 1844, e bem assim no exame da lingua ingleza, exigido pelo § 4.º do mesmo Artigo, deve o respectivo Conselho dar um Diploma, em que seja devidamente qualificado o mérito litterario de cada um dos estudantes approvados.

2.º Que aos alumnos, que sôem examinados sómente em alguma das disciplinas do Curso da Secção Commercial, se deve passar uma simples certidão dos seus respectivos exames.

O que Manda participar, pela Secretaria d'Estado dos Negocios do Reino, ao Conselho Superior de Instrucção Publica para os effeitos devidos; na intelligencia de que igual participação se faz nesta data ao Commissario dos Estudos em Lisboa.

Palacio de Cintra, em 13 de Agosto de 1845. — Antonio Bernardo da Costa Cabral.

No Diario do Governo de 15 de Agosto N.º 191.

ATTENDENDO á urgente necessidade de organizar e promover a Instrucção Primaria nas Provincias Ultramarinas; Usando da authorização concedida pela Carta de Lei de dous de Maio de mil oitocentos quarenta e tres, e Tendo Ouvido o Conselho de Ministros, e o d'Estado: Hei por bem Decretar o seguinte:

Artigo 1.º Em cada uma das Provincias Ultramarinas haverá o numero de Cadeiras de Instrucção Primaria, necessario para a instrucção de seus habitantes.

§ 1.º O Governo, sobre proposta dos respectivos Governadores, em Conselho de Governo, fixará o numero, e os locaes das Escólas em cada Provincia.

§ 2.º O Governo, quando julgar conveniente, poderá crear novas Escólas, ou transferir as existentes, precedendo sempre informação do respectivo Governador em Conselho.

Art. 2.º Em cada uma das Escólas se ensinará: lér, escrever, e contar; principios geraes de moral; Doutrina Christã; Exercicios Grammaticaes; principios de Geographia, e especialmente a noticia das diversas Provincias da Monarchia Portugueza; Historia Sagrada do antigo e novo Testamento; Historia Portugueza.

§ unico. O Governo poderá ordenar o ensino d'outros objectos nos logares, e á proporção, que o julgar conveniente.

Art. 3.º As Cadeiras serão providas por concurso em quem mais habil se mostrar nos diversos objectos, que dever ensinar, com tanto que nelle concorram as circumstancias physicas, e moraes, necessarias para o magisterio. (professorat)

§ 1.º Só se dará provimento vitalicio aos individuos, que se mostrarem habéis em todos os objectos que sôem obrigados a ensinar. (oppositio nominatio a vie)

§ 2.º Quando não apparecer Oppositor digno de provimento vitalicio, poderá ser provido por tres annos o individuo, que melhores habilitações tiver.

Art. 4.º Os ordenados dos Professores serão fixados em relação assim ás circumstancias especiaes de cada Provincia, como do local da Escóla.

Art. 5.º Os Professores que completarem vinte e cinco annos de bom serviço no magisterio, serão jubilados se o requererem, com o seu ordenado por inteiro.

Se se impossibilitarem do magisterio, tendo dez annos de bom serviço, serão aposentados com dous quintos do seu ordenado; e tendo mais de dez vencerão mais quatro por cento por cada anno que exceder aos dez.

Art. 6.º Só terão direito á jubilação ou aposentação, os Professores que tiverem provimento vitalicio, mas contar-se-lhes-ha para aquelle fim, qualquer tempo que tenham servido com provimento temporario.

Art. 7.º Além das Escólas de que tractam os Artigos antecedentes, no Estado da India, e em cada uma das Provincias de Moçambique, Angola, Cabo-Verde e S. Thomé e Príncipe, haverá uma Escola que se denominará = Escola Principal de Instrucção Primaria = na qual além dos objectos designados no Artigo 2.º, se ensinará Grammatica Portugueza — Desenho linear — Noções de Geometria prática — Escripção — Noticia dos productos naturaes da Provincia, ou que nella se fabriquem, e que sejam ou possam ser objectos de industria ou de commercio, ou dignos de serem conhecidos pela sua utilidade na economia domestica — Noções de Physica applicada á industria, e á economia domesticas.

§ unico. Estas Escólas serão collocadas nos logares em que poderem ser mais uteis.

Art. 8.º Cada uma destas Escólas terá dous Professores, entre os quaes será dividido o ensino, na fórma do Regulamento especial da Escola.

Art. 9.º As Cadeiras das Escólas principaes poderão ser providas sem dependencia de concurso em individuos, que pela sua intelligencia, saber e moralidade, sejam dignos do magisterio nestas Escólas.

Os individuos providos só terão direito aos competentes vencimentos desde o dia em que partirem para a respectiva Provincia.

Art. 10.º O Governo fica authorizado para dispender com a habilitação dos primeiros dez Professores, que fõrem para as cinco Escólas principaes até á quantia de tres contos de réis.

Art. 11.º Cada um dos Professores das Escólas principaes vencerá annualmente no Estado da India, trezentos mil réis; em Moçambique, Angola, e S. Thomé e Príncipe, quinhentos mil réis; e em Cabo-Verde quatrocentos mil réis, tudo em moeda do Reino.

Art. 12.º Na falta, ausencia, ou impedimento prolongado de algum dos Professores das Escólas principaes, poderá ser addido á respectiva Escola, como Professor temporario, algum individuo, que tenha sido ou esteja sendo alumno da Escola, com tanto, que tenha a idade, a sciencia, e mais qualidades necessarias para poder dignamente ser empregado na parte do ensino que lhe deva ser encarregado.

Art. 13.º Os Professores addidos só servirão em quanto durar a falta, ausencia, ou impedimento dos Professores proprietarios, e em quanto servirem vencerão um terço do ordenado, que competir aos Professores proprietarios.

Art. 14.º Os Professores das Escólas principaes, que tiverem completado vinte annos de serviço, e residencia effectiva no Estado da India, ou quinze nas Provincias da Africa, serão jubilados se o requererem, com o seu ordenado por inteiro.

§ 1.º Os mesmos Professores se se impossibilitarem de servir tendo completado oito annos de serviço e residencia effectiva no Estado da India, serão aposentados com a terça parte do seu ordenado; e tendo completado seis annos de serviço e residencia effectiva nas Provincias da Africa serão aposentados com metade d'elle.

§ 2.º Assim os que tiverem servido na Asia, como os que tiverem servido em Africa, sendo aposentados por motivo de molestia vencerão além da terça parte, ou metade do ordenado uma vigessima parte d'elle por cada anno, que além de dez tiverem servido na Asia, e além de oito na Africa.

Art. 15.º Em cada Provincia haverá um Conselho Inspector de Instrucção Primaria. Este Conselho não terá menos de tres Membros; e o Governador poderá nomear

para elle quaesquer individuos residentes nas respectivas Provincias, que pelos seus conhecimentos, e mais qualidades fõrem aptos para tal cargo. O Governador da Provincia será Membro e Presidente do Conselho.

Os Professores de Instrucção Superior, e Secundaria, onde os houver, de qualquer denominação que sejam, e igualmente quando convenha, os Professores das Escólas principaes, poderão ser Membros do Conselho.

§ 1.º Quando, além do Presidente, não poderem comparecer no Conselho dous Membros de Nomeação Regia, o Governador da Provincia poderá nomear, para servirem durante a falta ou impedimento dos Membros de Nomeação Regia, as pessoas que julgar mais aptas, para que não haja menos de tres Vogaes no Conselho.

§ 2.º Servirá de Secretario do Conselho um dos seus Membros, ao qual se poderá arbitrar uma gratificação, proporcionada ao trabalho que tiver.

Art. 16.º Compete aos Conselhos de Instrucção Primaria:

1.º Presidir aos exames dos Professores, e decidir da sua aptidão. Quando ao Conselho parecer conveniente, poderá delegar a presidencia dos exames em dous ou mais de seus Membros.

2.º Cumprir, e fazer cumprir todas as Leis e Regulamentos respectivos á Instrucção Primaria.

3.º Preparar todos os regulamentos necessarios para a Instrucção Primaria na Provincia, e solicitar as providencias, que dependerem de Resolução Regia.

Art. 17.º O Governo dará todas as providencias necessarias para a execução do presente Decreto; e tanto nestas providencias, como nos casos aqui não especificados, se terá em attenção, e seguirá quanto fõr possivel a Legislação geral sobre a Instrucção Publica, e especialmente o Decreto de vinte de Setembro de mil oitocentos quarenta e quatro, na parte relativa á Instrucção Primaria.

Art. 18.º O Governo dará successivamente conta ás Côrtes das providencias que fõr dando, e dos seus resultados.

Art. 19.º Fica revogada a Legislação em contrario.

O Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios da Marinha e Ultramar assim o tenha entendido, e faça executar. Paço de Cintra, em quatorze de Agosto de mil oitocentos quarenta e cinco. = RAINHA. = *Joaquim José Falcão.*

No Diario do Governo de 30 de Agosto N.º 204.



For presente a Sua Magestade a RAINHA a Consulta do Tribunal do Thesouro Publico de 23 de Julho ultimo, sobre o requerimento em que D. Barbara Felicidade Ferreira pediu se declarasse não ter logar o pagamento de Siza pela subrogação de um fõro vinculado de quatrocentos e vinte mil réis, que havia contractado com D. José Maria Carlos de Noronha Castilho por oito contos e quatrocentos mil réis, em Inscriptões da Junta do Credito Publico; allegando não ser applicavel a este contracto a Real Resolução de 12 de Setembro de 1843, tomada sobre Consulta do dito Tribunal de 26 de Agosto anterior, pela qual se declarou abusiva e illegal a prática de se reputarem as Inscriptões como bens immoveis para o caso de serem trocados por bens de raiz, com o fim de se pagar a Siza sómente da differença dos valores trocados, no qual caso, assim como no da venda das proprias Inscriptões, estas se devem considerar como valor ou preço do contracto; e Attendendo a Mesma Augusta Senhora a que a subrogação do fõro a que a supplicante se refere não importa uma venda de bens de raiz por Inscriptões, a que se chamava = troca = para se defraudar a Siza, attribuindo-se ás Inscriptões a qualificação de bens de raiz para um effeito que as Leis não authorizavam; e nem mesmo é uma venda de bens vinculados por Inscriptões, para com estas se comprarem outros bens de raiz, que subroguem os vinculados, hypothese em que, segundo os principios consignados na dita Resolução, seria necessario considerar

10 de outubro

Hei por bem decretar o seguinte:

Artigo 1.º Que aos officiaes da 1.ª e 2.ª secções do exercito do estado da India sejam augmentados os respectivos soldos com 30 por cento: exceptuando porém aquelles que estiverem, ou posteriormente forem, nomeados para exercer qualquer commissão que não seja puramente militar.

Art. 2.º Que as praças de pret das mencionadas secções do exercito do dito estado, que estiverem empregadas em serviço permanente militar conteimplado no capitulo 5.º do orçamento, sejam abonadas de mais 10 réis diarios para pão.

Art. 3.º Que aos officiaes pertencentes ao quadro militar da guarnição da provincia de Timor, nas circumstancias indicadas no artigo 1.º d'este decreto, seja extensivo o augmento de 30 por cento sobre os soldos, bem como o de 10 réis diarios para pão ás praças de pret.

Art. 4.º Este augmento de vencimentos será feito em moeda provincial, e começará a ser abonado desde a publicação do presente decreto no sobredito estado da India e na provincia de Timor.

Art. 5.º Fica revogada a legislação em contrario.

O ministro e secretario d'estado dos negocios da marinha e ultramar assim o tenha entendido e faça executar. Paço, em 10 de outubro de 1864. — REI. — *José da Silva Mendes Leal.*

D. de L. n.º 230, de 12 de out.

1.ª DIRECÇÃO

1.ª REPARTIÇÃO

Sendo as escolas primarias o alicerce e a base da instrucção publica, e um agente de civilisação que pelo seu influxo nos progressos humanos deve merecer a mais esmerada solícitude e aturados disvelos a todas as auctoridades: manda Sua Magestade El-Rei, pela

as modificações já effectuadas, poisque logares ha que se acham comparativamente favorecidos por terem sido os ordenados respectivos fixados já em epochas recentes.

«Com respeito á classe militar, melhorada já nas provincias africanas como era impreterivel necessidade, tendo tarifas estabelecidas, a relação hierarchica assente e os correspondentes serviços definidos, nada impede que em seu favor se adopte sem delonga uma providencia que recommendam com reiteradas instancias as representações e informações mais graves e competentes, como são as do governador geral e da junta da fazenda d'aquelle estado.

«Como principio indispensavel de organisação, como pratica imprescriptivel de governo, tenho invariavelmente exposto a necessidade de proporcionar as remunerações aos serviços, assim como a responsabilidade ás remunerações. Não pôde haver sem este fundamento administração efficaz, nem seria cooperação.

«A importancia do bom serviço militar, já elemento de ordem, já condição de segurança, já até inicio de civilisação, sendo como é reconhecida em toda a parte e para toda a parte, ainda mais o ha de ser para as provincias ultramarinas á vista de rasões que por muito evidentes desnecessario será recapitular.

«Correspondendo as tarifas do serviço militar na India á antiga barateza da vida n'aquelle paiz, e achando-se consequentemente hoje as mesmas tarifas tornadas anachronicas e a bem dizer absurdas em presença de muito diversas e muito maiores necessidades, claro é que importa quanto antes elevallas na mais justa e possivel proporção, porque não só padece uma classe benemerita e essencial, mas forçosamente ha de padeecer o serviço, seja qual for a boa vontade, vistoque ninguem supera o impossivel.

«Aos militares em serviço activo cumpre sobretudo acudir e acudir promptamente, porquanto é para esses indeclinavel, sempre renascente, sempre inexoravel, a necessidade de maior dispendio, sem possibilidade de utilizar por qualquer outro modo o tempo que o estado lhes prende. N'essa classe porém seria injusto não attender a todas as categorias, desde a mais elevada até á simples praça de pret.

«Este o pensamento que domina a proposta que hoje vos apresento.»

Subsistem hoje todas as circumstancias ponderadas então, aggravadas pela exacerbação das causas referidas.

O tempo da ultima sessão legislativa, laboriosamente empregado em assumptos não menos importantes e de não menor instancia, faltou, se não para o exame, ao menos para a cabal solução d'aquella proposta, principalmente sobrevindo a necessidade de modificações que a tornassem tão completa quanto possivel.

Com esta demora e inevitavel delonga cresceu o mal, com este a apertada necessidade do remedio O desequilibrio entre as subsistencias e os vencimentos tornou-se tal, que traz com a extrema penuria as mais graves difficuldades e os mais serios inconvenientes ao serviço e á disciplina.

Em presença de tamanha estreiteza e apuros foi a junta de fazenda do estado da India levada a conceder aos militares, por deliberação propria, um acrescimo de 25 por cento, cuja abonação unicamente podia ser garantida pelos dois mezes que provinham da divida antiga.

Similhante situação, evidentemente anormal, não poderia continuar sem pôr em perigo a regular observancia das leis, que é a salvaguarda das nações. Permanecer n'um estado que justificasse quaesquer exorbitancias de attribuições seria prolongar aquelle summo perigo, e facilitar com tal exemplo novos transviamentos.

secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, que o governador geral da provincia de Angola, tomando na maior consideração quanto respeita a este assumpto, frequentemente inspecione e faça inspecionar as escolas da provincia, para que n'ellas se cumpra o que determinam as leis; que dê as instrucções convenientes, formule os regulamentos respectivos, faça as recommendações opportunas e adopte todos os meios efficazes para que nas ditas escolas se estabeleça um regimen carinhoso e attractivo; que trate ao mesmo tempo de instituir pequenos premios para os alumnos que se distinguirem; finalmente que ácerca de tudo isto informe assiduamente, bem como no que se refere ao merito, capacidade e diligencia dos professores.

Paço, em 10 de outubro de 1864. — José da Silva Mendes Leal (1).

D. de L. n.º 229, de 11 de out.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

Dom Luiz, por graça de Deus, Rei de Portugal e dos Algarves, d'aquem e d'alem mar em Africa, Senhor de Guiné, e da conquista, navegação e commercio da Ethiopia, Arabia, Persia e da India, etc. Faço saber aos que a presente carta de confirmação e ratificação virem que, aos 10 dias do mez de setembro do presente anno, foi assignada na cidade de Paris, pelos plenipotenciarios de Portugal, Hespanha e França, uma declaração a fim de estabelecer uma tarifa telegraphica uniforme e reduzida entre os tres paizes, cujo teor é o seguinte:

Les gouvernements de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, de Sa Majesté la Reine des Espagnés, et de Sa Magesté l'Empereur des français, désirant assurer Os governos de Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves, de Sua Magestade a Rainha das Hespanhas e de Sua Magestade o Imperador dos francezes, desejando assegu-

Todos os preceitos de humanidade, todas as rasões de economia, todas as recommendações de publico interesse, todas as considerações de legalidade, se congregam pois, senhor, para determinar a urgencia de uma prompta resolução em tão ponderoso assumpto.

Apreciando devidamente as allegações da junta de fazenda do estado da India, o governo auctorisou o augmento concedido, mas só até ao equivalente dos citados mezes que se achavam em dívida, por ser o extremo limite a que podiam, sem mais detença nem consulta, chegar as faculdades ordinarias do executivo.

Aquella restrictissima auctorisação, indispensavel para prover quanto possivel ao immediato, não basta para debellar o mal. A acção util do que é apenas temporario e transitorio expediente acaba com o praso brevissimo que lhe corresponde, e esse praso mal podia chegar para abrir margem a uma solução definitiva, que junte a necessaria permanencia de effeitos ao não menos necessario respeito das instituições.

Esta solução é a que tenho a honra de apresentar. Como já no antecedente relatorio especial foi exposto, a situação dos cofres do estado da India permite, sem maior esforço, este augmento de dispendio, atenuado pela maior regularidade que se introduz, dispendio que, em verdade, nem vem a ser uma verba nova, poisque de facto essa verba está já sendo, em rasão de força maior, proximamente abonada.

Tudo o que fica exposto, relativamente aos militares da India, com igual e acaso maior rasão se applica aos militares da guarnição de Timor. N'esta ultima possessão a distancia, a resultante raridade de muitos generos essenciaes, tornam ali ainda muito maiores as difficuldades, como se vê da representação do respectivo governador em 3 de agosto de 1862, e consulta do conselho ultramarino de 22 de setembro de 1863, devendo por isso ser maior o augmento se na occasião presente não houvesse de considerar-se o estado da provincia, a actual escassez dos seus rendimentos, e a sua recentissima reorganisação, tão recente que ainda não é possivel colher d'ella todos os resultados provaveis. Na previsão d'este augmento, e dos determinados pela sua nova e mais regular constituição, lhe fôra acrescentado o correspondente subsidio; mas as extraordinarias occorrencias, ultimamente d'ali communicadas, aconselham a mais severa parcimonia para attenuar os inopinados sacrificios que sobrevieram; e não gravar a situação financeira do governo local. De 50 por cento devêra ser ali o referido augmento, se as rasões indicadas não persuadissem a reduzi-lo, como se faz, olhando á situação presente e na expectativa de melhor futuro.

Por ultimo, se do bom serviço da força publica não dependessem todas as condições de ordem e segurança, e consequentemente todos os elementos de prosperidade, se estas considerações não fossem tambem eminentemente economicas, e portanto essencialmente recommendaveis, bastaria allegar a visivel e inexoravel necessidade para justificar as provisões adoptadas.

Taes são resumidamente, senhor, as considerações e principaes condições das urgentes providencias que no exposto sentido tenho a honra de submeter á real approvação.

Secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, 10 de outubro de 1864. — José da Silva Mendes Leal.

(1) Identicas se expediram aos governadores das outras provincias ultramarinas.

Art. 5.º O governador geral fará vender em hasta publica, como pertencente aos bens nacionaes, o edificio da fabrica da polvora e bem assim todos os objectos que estiverem a cargo do arsenal e da mesma fabrica, que não possam ser aproveitados para o serviço do estado.

Art. 6.º O governador geral, ouvido o conselho do governo e a junta da fazenda, providenciará, como entender, sobre a mais conveniente arrecadação dos objectos depositados no arsenal e fabrica da polvora, que não forem vendidos.

Art. 7.º Fica revogada a legislação em contrario.

O ministro e secretario d'estado dos negocios da marinha e ultramar assim o tenha entendido e faça executar. Paço, em 25 de novembro de 1869. = REI. = *Luiz Augusto Rebello da Silva*.

D. J. G. n.º 272, de 29 de novembro.

MINISTERIO DAS OBRAS PUBLICAS, COMMERCIO E INDUSTRIA

DIRECCÃO GERAL DE OBRAS PUBLICAS E MINAS

REPARTIÇÃO DE OBRAS PUBLICAS

Constando a Sua Magestade El-Rei que os proprietarios de varios açudes e pesqueiras, abusivamente construidas no rio Tejo, nos concelhos de Castello Branco, Idanha a Nova e Villa Velha do Rodam, ainda os não demoliram, apesar das intimações administrativas que lhes foram feitas em virtude das ordens expedidas por esta repartição em 30 de julho de 1867 e 29 de maio de 1868: ordena o mesmo augusto senhor que o chefe da 8.ª divisão de obras publicas faça, sem demora, destruir, por conta dos respectivos proprietarios, quaesquer açudes, pesqueiras, barragens, ou outras semelhantes obras que existam no mencionado rio, a montante de Villa Velha, em territorio portuguez, sem licença d'este ministerio, e que por qualquer fórma embaracem ou prejudiquem a navegação ou o regimen d'aquelle rio: devendo requisitar do governador civil do districto de Castello Branco todo o auxilio de que carecer para prompta e immediata execução do que lhe é determinado pela presente portaria; na intelligencia de que para semelhante fim se expedem n'esta data as precisas ordens ao sobredito magistrado.

Paço, em 26 de novembro de 1869. = *Joaquim Thomás Lobo d'Avila*. = Para o chefe da 8.ª divisão de obras publicas.

D. do G. n.º 273, de 30 de novembro.

DIRECCÃO GERAL DO COMMERCIO E INDUSTRIA

REPARTIÇÃO DO COMMERCIO E INDUSTRIA — 2.ª SECÇÃO

Subsistindo ainda os motivos, por virtude dos quaes foi prorogado até 1 de janeiro de 1870 o praso para o uso obrigatorio das novas medidas de volume e capacidade: hei por bem decretar o seguinte:

Artigo 1.º O praso estabelecido pelo decreto de 21 de abril do corrente anno, para o uso obrigatorio das novas medidas de volume e capacidade em todos os concelhos do reino e ilhas adjacentes, exceptuando os bairros das cidades de Lisboa e Porto, é prorogado até 1 de janeiro de 1871.

Art. 2.º Os donos dos estabelecimentos obrigados a fazer uso das novas medidas de volume e capacidade, que depois do dia 1 de janeiro de 1871 empregarem as antigas medidas, serão punidos com a multa de 25000 a 205000 réis, e tres a quinze dias de prisão, segundo o artigo 3.º do decreto com força de lei de 20 de junho de 1859: e em iguaes penas incorrerão aquelles que não apresentarem a quaesquer empregados encarregados da fiscalisação as novas medidas de que são obrigados a fazer uso.

Art. 3.º O governo dará conta ás côrtes das disposições d'este decreto.

O presidente do conselho de ministros, e os ministros e secretarios d'estado de todas as repartições assim o tenham entendido e façam executar. Paço, 27 de novembro de 1869. = REI. = *Duque de Loulé* = *José Luciano de Castro* = *Anselmo José Braamcamp* = *Luiz Augusto Rebello da Silva* = *Luiz da Silva Maldonado d'Eça* = *José da Silva Mendes Leal* = *Joaquim Thomás Lobo d'Avila*.

D. do G. n.º 282, de 11 de dezembro.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DA MARINHA E ULTRAMAR

DIRECCÃO GERAL DO ULTRAMAR

1.ª REPARTIÇÃO

Tomando em consideração o relatorio, do ministro e secretario d'estado dos negocios da marinha e ultramar;

1 Senhor. — São varias e difíceis em parte de realisar as condições de que depende o desenvolvimento moral e economico das provincias ultramarinas, e todos os esforços devem tender a assegurar-nos desde já as que for possivel firmar, preparando o terreno para successivamente se irem introduzindo depois aquellas a que só mais tarde nos será dado aspirar. Se consolidarmos pelos beneficios da civilisação e não pelo amor dos subditos as bases do nosso dominio, confiemos que elle ha de crescer e avigorar-se, não só sem resistencia, mas bemquisto e abençoado.

A instrucção publica, e particularmente a primaria, que desce com a luz do espirito ao seio das classes humildes e numerosas, está longe de corresponder no ultramar ás necessidades mais urgentes, porque luta com os obstaculos oppostos pelo atrazo das populações, pelas repugnancias que inspira a modesta profissão do magisterio em regiões afastadas e algumas inhospitas, e pela falta de remuneração condigna e de pessoal habilitado. O decreto de 14 de agosto de 1845, lançando os alicerces da organi-

Usando da auctorisação concedida pelo § 1.º do artigo 15.º do acto adicional á carta constitucional da monarchia;

Depois de ouvir a junta consultiva do ultramar e o conselho de ministros;

Hei por bem decretar o seguinte:

CAPITULO I

Da administração do ensino publico do ultramar

Artigo 1.º Todo o ensino publico exercido por conta do estado, ou pelos particulares, é sujeito á superintendencia e fiscalisação das auctoridades respectivas.

sação geral do ensino nas provincias ultramarinas, prestou sem duvida um serviço importante, embora as difficuldades locais, as negligencias, ou uma execução imperfeita annullassem, ou paralisassem pelos menos seus bons effeitos.

A diversa indole das nossas possessões, e a diversidade das raças que povoam algumas d'ellas, a par do flagello da escravidão que em perto de quatro seculos tanto concorreu para condensar as trevas e perverter os instinctos, suscitarão aos melhoramentos intellectuaes embarços, que a acção illustrada e perseverante dos poderes publicos só com o tempo logrará vencer.

As differenças profundas, que separam as possessões no clima, nas distancias, no estado das communicações com a metropole e com o interior, e no grau de civilisação relativa não levantaram menores impedimentos á cultura intellectual, e mais ainda aos progressos moraes, que nunca se arreigam e ampliam senão auxiliados pela cooperação efficaç dos subditos, quando se convencem por fim, de que os governos não devem representar para elles o papel de Providencia, e que a verdadeira regeneração ha de nascer principalmente da força inicial e da educação de povos, que saibam o que querem, e que queiram o que podem.

Nas epochas mais gloriosas da conquista a palavra e o exemplo dos missionarios foram os que primeiro adelgacaram nos sertões a escravidão da barbarie, e os que nas povoações menos rudes e intrataveis deixaram cair as sementes de alguma cultura moral. A persuação christã, como sabemos, valeu então exercitos para attrahir e domar os animos, e a lição do Evangelho, realçada pelas boas obras dos varões apostolicos, fructificou, rendendo-nos vontades, que sem ella ficariam indifferentes, quando não fossem contrarias. Mudaram porém os tempos. A palavra de Deus continuará sempre a ser na conversão dos povos barbaros um dos meios mais poderosos; mas, se hoje convem dilatar, como antigamente, o ensino religioso e o imperio da fé onde não é possível levar outra noticia da civilisação, este dever não dispensa os poderes publicos da rigorosa obrigação de esclarecerem com o facho dos conhecimentos mais essenciaes a noite, que fecha quasi todos os caminhos em algumas daquellas apartadas regiões.

Se a exageração é perigosa, se o desejo do optimo mata com frequencia a facultade de se obter o que é exequivel, e o que é relativamente sufficiente, e se no desenho de um plano rasoavel de instrucção devemos sempre tomar por base o estado actual para tendermos a melhor futuro, o convencimento das responsabilidades indeclinaveis do governo deve valer mais do que as apprehensões, e Portugal, sem se deshonrar perante a Europa, não pôde deixar de travar da mão ás populações ultramarinas para as guiar pela estrada por onde já vão adiantados outros povos de origem e de condição identicas.

Não peccou seguramente por exagerado o decreto de 14 de dezembro de 1845, e em relação á epocha da sua promulgação, em nenhum ponto merece a nota de timido ou de incompleto. Traçou com largueza os lineamentos de uma boa reforma, substituiu a ordem ao cahos, e no fim de tantos annos de silencio e de confusão manifestou as mais louvaveis aspirações. Applicando ao ultramar os principios que presidiram á reorganisação do ensino publico no continente, creou em 20 de setembro de 1844, nas possessões o numero de cadeiras primarias correspondente á população escolar, assás limitada, fundou na sede de cada provincia uma escola principal, destinada ao aperfeioamento dos estudos concluidos nas aulas primarias, dictou as regras praticas indispensaveis para a habilitação dos mestres e para o provimento das cadeiras, e rematou o edificio com a instituição dos conselhos inspectores e com a declaração dos direitos e vantagens dos professores.

No estado da India, cujas circumstancias auctorisavam maior desenvolvimento, o ensino primario foi dividido em dois graus, como no continente. Posteriormente fundou-se em Nova Goa uma escola normal para habilitação dos professores primarios, e adoptou-se para ella o plano de estudo das escolas analogas do reino. Creou-se depois um lyceu em Goa, e foram declaradas em vigor todas as disposições geraes do decreto de 20 de setembro de 1844, applicaveis áquelle estado. Estes melhoramentos introduzidos pela portaria de 9 de novembro de 1854, confirmada pelo decreto de 4 de outubro de 1858, importaram desde logo vigoroso impulso. Por ultimo, na provincia de Moçambique, estabeleceram-se em 14 de novembro de 1857 oito cadeiras de instrucção primaria de 1.ª classe, e constituiu-se no mesmo anno o conselho inspector de instrucção primaria.

É este hoje o estado de ensino primario e secundaria nas provincias ultramarinas. O superior, assim como o secundario, acha-se concentrado na India portugueza, e é representado pela escola medico-cirurgica de Goa, e pela escola mathematica militar. Se compararmos o quadro, que nos offerece esta organisação com o atrazo anterior, revelado nos livros e documentos, torna-se evidente, que um grande melhoramento se verificou nos ultimos vinte e quatro annos. A experiencia alargou, contudo, durante elles as conquistas, e suas advertencias devem ser attendidas para irmos successivamente aperfeioando a edificação traçada em 1845.

A inspecção, alma e incentivo do ensino, principalmente nos dois primeiros graus, primario e secundario, pôde dizer-se que apenas foi esboçada nos artigos 15.º e 16.º do decreto de 14 de agosto, nos termos vagos em que traduz o pensamento d'esta útil instituição. Acresce que a solução de continuidade, que deixa subsistir entre as capitães e as outras localidades das provincias a mutila, roubando-lhe o complemento indispensavel de outros corpos destinados a ligarem os diversos membros da instrucção.

Estes corpos são as juntas de inspecção e os seus delegados, que proponho no presente projecto de decreto, as quaes, segundo espero, virão a ser um instrumento valioso nos logares onde se forem introduzindo.

As escolas principaes, posto que já inculquem tendencias para um ensino mais accommodado aos usos communs da vida, ainda não abraçam todas as disciplinas, que os governos das nações cultas se esforçam hoje por vulgarisar, a fim de incutirem no animo das novas geração com o amor do trabalho os sentimentos de independencia e de dignidade que só elle fortifica.

Mandando ensinar n'estas escolas a grammatica da lingua materna, noções de geometria pratica, desenho linear, principios de escripturação mercantil, noções de physica applicada á economia domestica, a par de uma noticia dos productos naturaes, fabricados na provincia, ou que possam ser n'ella objecto de industria, ou de commercio, é justo reconhecer que o legislador já tinha em mente em 1845 abrir uma larga estrada, olhando com motivo mais para os fins praticos da instrucção, do que para o respeito das tradições classicas, dignas de serem conservadas e acatadas, mas em diversa e mais alta esphera.

Nas escolas elementares primarias a divisão geral, e a multiplicidade de disciplinas prejudicaram o aproveitamento dos alumnos, suppondo nos professores habilitações, que só algum possuia por excepção, e em todo o caso tornando mais do que superficial o ensino. Se em uma ou outra localidade por circumstancias especiaes convier alargar até ao segundo grau a instrucção primaria, a auctorisação incluída n'este projecto parece-me mais do que sufficiente para attender essa necessidade, sem generalisarmos o principio com menos vantagem e com sacrificio quasi esteril do thesouro.

A falta de mestres aptos e dedicados, pouco para espantar nas possessões ultramarinas, quando no continente é tão custoso prover as cadeiras em individuos habilitados, tem sido, e é continuará a ser uma das principaes causas de atrazo. Em todas as provincias se notam os pessimos effeitos d'esta falta, mas em Angola é attestada pelas informações da auctoridade superior, que a attribue á mesquinhez da retribuição, que na realidade por escassa não pôde convidar. Em Cabo Verde, S. Thomé, e Moçambique arbitraram-se muito maiores ordenados, mas assim mesmo não creio que o nivel do pessoal do magisterio corresponda.

Querer com similhante inferioridade copiar desde logo no ultramar todos os adiantamentos da Europa em materia de ensino primario, quando o estado das aulas do interior é tão infeliz, que os mestres em geral apenas sabem ler e escrever mal, e as quatro operações arithmeticas, parece-me mais do que temeridade, e cuido que seria praticamente absurdo. O que os factos aconselham é que a instrucção elementar primaria se limite ao indispensavel, que não exceda por ora a capacidade dos mestres e as necessidades dos alumnos, e que deixemos ao tempo e á influencia de sisudos e perseverantes esforços a sua natural acção, sem

Art. 2.º As auctoridades, a que se refere o artigo antecedente, são os conselhos inspectores de instrução publica e os seus delegados.

§ unico. Os conselhos inspectores serão compostos de sete vogaes no estado da India, e na provincia de Angola, e de cinco nas provincias de Cabo Verde, S. Thomé e Príncipe, Moçambique, e Macau e Timor.

Art. 3.º São vogaes natos dos conselhos inspectores os governadores geraes, na qualidade de presidentes, e os prelados das dioceses, ou os ecclesiasticos que os substituirem. Alem d'estes os conselhos compõem-se no estado da India de dois professores de instrução superior, de um professor de instrução secundaria, e de dois cidadãos de reconhecida capacidade. Na provincia de Angola de dois professores da escola

entrarmos na empreza impraticavel de querer que a impaciencia invente os progressos, quando não ha base em que elles se arreiguem.

É a razão por que no projecto de decreto, que tenho a honra de submitter á consideração de Vossa Magestade, risquei o plano do ensino primario elemental com proporções, que talvez se afigurem não só excessivamente modestas, mas até deficientes aos que, pondo os olhos nos exemplos de fóra, imaginarem que elles se transplantam e aclimam longe da Europa com a mesma facilidade com que se traduzem e elogiam. O que insta é acudirmos á decadencia, aonde ella apparecer, corrigindo as causas geraes e locais que para ella concorrerem mais. A verdadeira economia consiste em supprimir o superfluo e gastar com proveito o essencial. Por isso não hesitei em propor, que os ordenados dos professores primarios na provincia de Angola sejam mais elevados e em fixar em cada possessão no mesmo grau de ensino retribuição analoga para todos, resalvando, como era de justiça, os direitos adquiridos, mas pondo termo á variedade que se observa dentro da mesma provincia, e de districto para districto. Tornando identico o ensino não ha motivo para não serem iguaes os vencimentos dos professores da mesma localidade e da mesma classe.

Quando algumas possessões do ultramar principiam a despertar, encetando a carreira que outros povos colonias estrangeiros ha muito estão trilhando, é opportuna a occasião para, sem levarnos as esperanças tão longe, que sonhemos resultados muito superiores ás forças, intentarmos ampliar a instrução, especialmente nas capitães de algumas provincias, e na sede de alguns governos subalternos, creando n'aquellas o ensino secundario especial, e n'estas o segundo grau de instrução primaria, quando as circumstancias locais justificarem a sua introdução.

Para realisar os aperfeiçoamentos sancionados pela experiencia não carecemos de recorrer a providencias extraordinarias, nem carecemos de demolir nenhum dos lanços da edificação de 1843. Basta completa-los na parte em que tudo mostra que será proveitoso faze-lo, empregando os subsidios que existem. O decreto de 14 de agosto auctorizou a criação das cadeiras de ensino primario necessarias para instrução dos habitantes das provincias ultramarinas, auctorizou a fundação de novas escolas e a transferencia das existentes (artigo 1.º, §§ 1.º e 2.º); e por ultimo auctorizou tambem a introdução no ensino primario de outras disciplinas, alem das que formam o quadro das materias das aulas do primeiro grau (artigo 2.º, § unico). Estas auctorisações, conservadas no presente decreto, habilitam o governo para ir acompanhando de reformas opportunas o desenvolvimento de cada provincia, e por isso constituem um elemento de progresso permanente. Por ultimo, a disposição do artigo 38.º d'este decreto, que manda applicar ao ultramar, até onde for compativel, a legislação do reino na parte relativa á instrução primaria, completa a reunião das facultades essenciaes, que o governo não pôde dispensar, querendo satisfazer á obrigação de prover aos melhoramentos e ás necessidades dignas de attenção.

Quanto á instrução secundaria, que até hoje só existia na capital do estado da India, suscitava-se naturalmente a duvida de saber se conviria dotar com um lyceu de segunda classe a sede de algumas provincias, optando por um plano de ensaio classico, ou se deveriamos conceder á idéa de que nasceu a criação das escolas principaes, o desenvolvimento, de que é susceptivel, constituindo com ellas o segundo grau, e tornando-as verdadeiras escolas de instrução secundaria. Entre a primeira hypothese, que só poderia verificar-se, concordando o ensino secular com o ensino religioso dos seminarios, e a ampliação da instrução secundaria especial moldada pelos principios praticos, que prevalecem actualmente nos systemas mais adiantados, optei pelas escolas secundarias, e confio que os factos hão de confirmar as esperanças em que me firmei para o fazer.

A idéa de fundar escolas de instrução secundaria, aonde se estudem quanto possível praticos os conhecimentos de que a cultura, as industrias e o commercio podem colher maior utilidade, é um pensamento que alcançou em poucos annos fóros de facto consummado, e que fóra mais do que incuria pôr de lado, quando se trata de facilitar ás regiões ultramarinas os subsidios intellectuaes, de que tanto precisam para se adiantarem.

As escolas principaes, creadas pelo decreto de 14 de agosto de 1843, encerram já o germen d'esta proveitosa instituição; convem não parar, porém, no ponto em que ellas ficaram, e não desconhecer a importancia dos ultimos progressos realizados. No plano de estudos, que tenho a honra de submitter a Vossa Magestade, para a sua reorganisação procurei attingir o fim de as tornar applicaveis ás profissões uteis, e de obter que as cadeiras possam constituir cada uma sobre si quasi que habilitação sufficiente para os usos mais communs das carreiras activas e laboriosas. Ligadas assim pela indole popular do seu ensino com a instrução do maior numero, e enlaçadas intimamente pelo outro com a instrução especial, estas escolas hão de representar as vantagens da instrução intermediaria com tanto proveito introduzida no systema geral de ensino das nações cultas.

Esforcei-me por conciliar, até onde era razoavel e compativel faze-lo, a economia com os melhoramentos. A somma da despeza orçada nas provincias ultramarinas para o anno economico de 1868-1869 eleva-se a 1.478.000\$000 réis, e a verba total applicada á instrução publica pouco excede de 42.000\$000 réis, comprehendendo os tres graus do ensino, e não avultando o ensino primario em mais de 15.596\$000 réis, e o secundario em mais de 8.233\$000 réis. Os ordenados dos professores das escolas principaes em exercicio nas provincias de Cabo Verde, S. Thomé, Angola, e Moçambique em execução do decreto de 14 de agosto de 1843 sóbe a 3.800\$000 réis.

Elevado o ensino nas escolas principaes de Cabo Verde e Angola ao segundo grau de instrução pelo novo plano de estudos, e augmentados o numero e os vencimentos dos professores, a differença para mais pouco excede 2.600\$000 réis, suppondo toda a despeza feita integralmente, e incluindo as gratificações provaveis de um professor provisório para os cursos da primeira cadeira e da aula de desenho em cada uma das duas escolas. Acresce ainda o augmento na retribuição dos actuaes professores de 2.ª classe de Angola, calculado approximadamente em 400\$000 réis annualmente, sacrificio, a meu ver indispensavel, que leva em mente attenuar os maus effeitos da inferioridade dos vencimentos escolares no interior da provincia.

Mas este acrescimo de despeza, comparativamente pequeno, fica mais do que compensado com a suppressão das verbas inscriptas no orçamento do ultramar sob a denominação de «instrução profissional», verbas que a experiencia convenceu de estereis, e que sobem nas provincias de Cabo Verde, S. Thomé, Angola, e Moçambique a 4.668\$000 réis. Se juntarmos a esta somma economizada desde já a differença entre os ordenados antigos dos professores e os que por este projecto de decreto lhes ficam sendo arbitrados em cada uma das possessões, teremos uma redução não immediata, mas successiva, por bastantes annos sufficiente para occorrer ao desenvolvimento provavel do ensino primario, infelizmente assás lento em virtude da difficuldade das circumstancias locais.

Não hão de concorrer menos de certo para o mesmo fim as disposições d'este projecto de decreto, que auctorisam a accumulção do servico do magisterio com o de qualquer outro emprego não incompativel mediante uma gratificação igual a dois terços dos ordenados das cadeiras. Estas disposições, significando tambem economia, têm, comtudo, por objecto principal occorrer, até aonde for possível nos primeiros tempos, á falta de individuos competentemente habilitados para a regencia das aulas e especialmente para a das cadeiras das escolas principaes.

Fundado nas considerações, que acabo de expor, e confiando que as providencias, que sujeito á consideração de Vossa Magestade, poderão corresponder ao sincero desejo de aperfeiçoar o pensamento do decreto de 14 de agosto de 1843 na parte que entendi que elle carecia de ser melhorado, ousou esperar que Vossa Magestade se dignará conceder a sua approvação a esta reforma, na qual procurei conciliar os progressos da epocha com as difficuldades da sua applicação no ultramar.

Secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, em 30 de novembro de 1869. = Luiz Augusto Rebello da Silva.

principal, e de tres cidadãos distinctos por sua illustração e amor ás letras e sciencias. Nas provincias de Cabo Verde, S. Thomé e Príncipe e Moçambique de dois professores da escola principal, e de um cidadão de provada capacidade. Na provincia de Macau e Timor o conselho será composto de dois professores, e de um cidadão distincto pelo seu amor ás letras e sciencias.

§ unico. No estado da India os dois professores de instrucção superior serão propostos pelas respectivas corporações, e confirmados pelo governador geral. Todos os outros vogaes n'esta e nas outras provincias são nomeados pelos governadores e confirmados pelo governo da metropole.

Art. 4.º A sede dos conselhos inspectores é na capital das provincias.

Art. 5.º Compete aos conselhos inspectores de instrucção publica no exercicio de suas attribuições consultivas e de inspecção :

1.º Interpor parecer sobre os assumptos relativos ao ensino, ácerca dos quaes forem mandados ouvir pelo governo da provincia ou pelo governo da metropole ;

2.º Representar ácerca dos objectos que reputarem de interesse e progresso para a instrucção na sua provincia ;

3.º Consultar sobre a formação dos regulamentos de ensino publico da sua localidade ;

4.º Informar sobre os conflictos de jurisdicção e de competencia entre os empregados de instrucção publica ;

5.º Consultar sobre as culpas e faltas dos professores, propor a suspensão ou a demissão dos que se tornarem dignos de castigo, e decidir as questões relativas a disciplinas e a pratica escolar ;

6.º Exercer as funcções de inspecção sobre todas as escolas elementares ;

7.º Formar a estatística annual das aulas e estabelecimentos da provincia, publicos ou particulares, indicando o seu numero, o dos professores, e o dos alumnos classificados segundo a idade, as raças, o sexo e o grau de ensino, apontando as materias leccionadas, e a frequencia em cada uma das aulas, e notando a capacidade absoluta e relativa dos professores, e o aproveitamento dos discipulos nas diversas disciplinas ou cursos ;

8.º Redigir o relatorio annual que deve acompanhar e desenvolver a estatística de todas as escolas da provincia, descrevendo o estado da instrucção, as causas do seu atrazo ou do seu progresso, e inculcando as providencias mais adequadas ao seu melhoramento.

Art. 6.º Os conselhos celebram, pelo menos, uma sessão em cada mez, presidida pelo governador.

Art. 7.º Na falta do governador fará as suas vezes na presidencia dos conselhos o prelado de ordem episcopal, e na sua falta o vogal por elles eleito para o cargo de vice-presidente.

Art. 8.º Alem das sessões mensaes o presidente pôde convocar as sessões extraordinarias que julgar necessarias.

Art. 9.º A estatística geral, e o relatorio ácerca do estado da instrucção publica da provincia serão apresentados até ao dia 30 de setembro de cada anno, e deverão subir, acompanhados da competente consulta, ao conhecimento do governo local até ao dia 30 de outubro imprerivelmente.

Art. 10.º Os governadores nomearão sobre proposta dos conselhos inspectores de instrucção publica as juntas locaes, compostas pelo menos de dois vogaes, incumbidas da inspecção do ensino nos logares fóra da capital da provincia, aonde se reconhecer que pôde ser util a sua organização, e compativel com as circumstancias da população e do ensino.

Art. 11.º As juntas de inspecção local podem nomear delegados para as escolas, que, pelas distancias ou difficuldades de transito, não seja praticavel serem inspecionadas por ellas directamente com a assuidade necessaria.

Art. 12.º Pertence ás juntas locaes :

1.º Fiscalisarem a observancia das leis e regulamentos, e a pontualidade do serviço escolar, cada uma na sua circumscripção ;

2.º Visitarem as escolas, ou ordenarem a visita d'ellas por delegados seus ;

3.º Manterem a uniformidade dos compendios adoptados no ensino, e a execução das regras disciplinares e policiaes das aulas ;

4.º Colligirem as informações relativas á população escolar, á capacidade e comportamento dos professores, e ao aproveitamento dos alumnos, enviando-as até aos dias 30 de novembro e 30 de junho de cada anno aos conselhos inspectores de instrucção publica da provincia.

Art. 13.º As funcções dos conselhos inspectores de instrucção primaria são gratuitas e duram tres annos, mas os seus vogaes podem ser reconduzidos. Os serviços prestados por elles, e a capacidade provada n'este ramo importantissimo do serviço, considerados como relevantes para todos os effeitos, serão premiados com testemunhos honorificos.

Na mesma consideração serão tidos os serviços dos vogaes das juntas locaes de inspecção e dos seus delegados.

Art. 14.º O serviço de secretario nos conselhos inspectores e nas juntas locaes de inspecção será feito pelo empregado ou empregados que o governador e as auctoridades da localidade designarem, e nunca poderá constituir emprego especial.

CAPITULO II

Da instrucção primaria elementar

Art. 15.º Em cada uma das provincias ultramarinas haverá o numero de cadeiras de ensino primario elementar, que a sua população e circumstancias exigirem.

Art. 16.º O ensino primario elementar para o sexo masculino divide-se em duas classes :

§ 1.º A 1.ª classe comprehende :

I. Leitura ;

II. Escripção;

III. As quatro operações arithmeticas em numeros inteiros e fraccionarios;

IV. Explicação e exercicios sobre o systema de pesos e medidas;

V. Explicação de cathecismo e doutrina christã um dia na semana para os alumnos da religião catholica.

§ 2.º A 2.ª classe abrange:

I. Rudimentos de grammatica portugueza;

II. Rudimentos de historia e de chorographia portugueza;

III. Arithmetica e elementos de geometria com applicação á industria;

IV. Primeiras noções de agricultura e de economia rural.

Art. 17.º Os governadores, sobre deliberação das juntas geraes de provincia, e ouvido o conselho inspector de instrucção publica, poderão crear as cadeiras de ensino primario de 1.ª classe que a população e as circumstancias das localidades pedirem, bem como as cadeiras de 2.ª classe, cuja instituição se tornar necessaria, uma vez que as juntas geraes de provincia votem os meios de occorrer ao pagamento do professor e da mobilia escolar.

Art. 18.º Os governadores poderão nomear provisoriamente os professores de instrucção primaria elemental. A confirmação d'elles depende comtudo de resolução do governo da metropole.

§ unico. Os titulos de nomeação provisoria passados pelos governadores são isentos de direitos de mercê, sello, e de emolumentos, assim como a confirmação do governo.

Art. 19.º O governo, quando o julgar conveniente, poderá ordenar o ensino de outras disciplinas alem das que constituem o quadro das materias leccionadas nas escolas primarias de 1.ª e 2.ª classe, ouvindo os governadores, os conselhos inspectores, e a junta consultiva do ultramar. Igualmente poderá o governo fixar o ordenado, ou a gratificação dos professores encarregados da regencia d'estas novas aulas.

Art. 20.º Todas as creanças de nove a doze annos deverão frequentar a escola primaria mais proxima da sua residencia, comtantoque a distancia não exceda tres kilometros, excepto nos casos de molestia, ou de outro impedimento justificado. Os governadores, ouvidos os conselhos inspectores, adoptarão as providencias opportunas para que os paes e tutores das creanças cumpram pontualmente este preceito.

Art. 21.º Nas aulas das escolas primarias de 2.ª classe haverá exercicios publicos oraes e escriptos todos os trimestres.

Art. 22.º Os delegados dos conselhos inspectores de instrucção publica e os das juntas visitarão as escolas de ensino primario elemental, tanto de 1.ª como de 2.ª classe, nas epochas determinadas pelos conselhos e pelas juntas, e examinarão os alumnos, passando os attestados competentes aos que forem approvados.

§ unico. Os delegados informarão os conselhos inspectores e as juntas locais do resultado das visitas e dos exames a que procederam.

Art. 23.º Em todas as capitães de provincia, e nas dos governos subalternos, ou districtos, aonde a sua criação for compativel, e as circumstancias a exigirem, haverá uma escola de instrucção primaria elemental para o sexo feminino.

Art. 24.º O ensino primario elemental para o sexo feminino comprehende:

1.º Leitura;

2.º Escripção;

3.º As quatro operações arithmeticas em numeros inteiros e fraccionarios;

4.º Explicação de cathecismo e doutrina christã para as alumnas da religião catholica;

5.º Todos os trabalhos proprios do sexo feminino e applicaveis ao uso das classes menos abastadas.

Art. 25.º Os ordenados dos professores e mestras de instrucção primaria de 1.ª classe serão de 60\$000 réis annuaes no estado da India, de 160\$000 réis em Macau e Timor, de 180\$000 réis na provincia de S. Thomé e Principe, de 96\$000 réis na de Moçambique, de 100\$000 réis nas provincias de Angola e Cabo Verde.

§ unico. Os ordenados dos professores de 2.ª classe não poderão ser superiores em qualquer das provincias ultramarinas a 350\$000 réis.

Art. 26.º Quando em alguma localidade por suas circumstancias especiaes não seja possivel abrir ou conservar a escola primaria elemental por falta de individuo habilitado para a reger, e esta falta proceder evidentemente da retribuição escolar ser insufficiente, os governadores, ouvidos os conselhos inspectores de instrucção publica, poderão provisoriamente elevar o ordenado d'essa cadeira, dando conta ao governo dos motivos.

Art. 27.º Os governadores, sobre deliberação das juntas geraes de provincia, aonde ellas funcionarem, e ouvido sempre o conselho inspector de instrucção publica, farão constar ao governo qual é o numero de cadeiras de ensino primario de 1.ª e de 2.ª classe, que as circumstancias da população e suas necessidades tornam indispensavel estabelecer, com a indicação das localidades mais apropriadas para a fundação das novas aulas, ou para a transferencia das antigas.

Art. 28.º Os professores e mestras de ensino primario, que completarem vinte e cinco annos de bom serviço no magisterio, serão jubilados, requerendo-o, com o ordenado por inteiro. Se acaso se impossibilitarem para o exercicio do magisterio, contando dez annos de bom serviço, serão aposentados com dois quintos do ordenado, e, contando mais de dez annos, vencerão mais 4 por cento por cada um dos annos que exceder a dez.

Art. 29.º Tem só direito á jubilação ou aposentação os professores proprietarios das cadeiras com provimento vitalicio, devendo ser-lhes contado, todavia, qualquer tempo que tenham servido com provimento temporario.

Art. 30.º O governo da metropole subsidiará annualmente a instrucção primaria e secundaria no ultramar com o numero de compendios correspondente á população escolar das aulas nas diversas provincias.

Art. 31.º Quatro annos depois de funcionarem as escolas principaes, novamente reorganisadas nas pro-

vincias ultramarinas, todas as cadeiras de instrução primaria elementar não providas até essa data, ou que forem vagando depois, serão preenchidas por concurso perante um jury composto de dois professores da escola, e de um delegado nomeado pelo conselho inspector.

§ unico. Os conselhos das escolas principaes proporão aos conselhos inspectores os programmas dos concursos com a antecipação necessaria.

Art. 32.º Serão admittidos a concorrer ás cadeiras de instrução primaria todos os individuos de ambos os sexos devidamente habilitados.

Art. 33.º As condições para o concurso são:

1.º Idade de vinte e um annos, ou, tendo qualquer titulo litterario, dezoito annos;

2.º Atestado de bom comportamento passado pelo administrador ou pela auctoridade do concelho onde residir o oppositor.

Art. 34.º O governo, ouvido o conselho inspector de instrução publica do estado da India, reorganisarà a escola normal de Goa pelo modo que reputar mais economico e mais adequado aos fins da instituição.

Art. 35.º As escolas pouco frequentadas poderão ser transferidas pelos governadores para outras localidades aonde seja visivel a vantagem da sua collocação.

Art. 36.º Enquanto não poder verificar-se o preceito do artigo 31.º do presente decreto, quanto ás escolas principaes reorganisadas, e nas provincias em que as antigas escolas principaes se conservarem sem modificação, as cadeiras de instrução primaria serão providas nos individuos mais aptos em que concorrerem as circumstancias moraes, intellectuaes e physicas indispensaveis para o exercicio do magisterio, e só se passará titulo de provimento vitalicio aos professores depois de tres annos de bom serviço na qualidade de provisórios:

§ unico. Não havendo concorrentes, ou não apparecendo oppositor digno da nomeação, poderão os governadores prover temporariamente as cadeiras por tres annos.

Art. 37.º Nos casos não especificados n'este decreto, ou em quaesquer outros que offereçam duvida, os governadores e os conselhos inspectores seguirão, quanto possível, a legislação geral do reino sobre instrução publica na parte relativa ao ensino primario.

CAPITULO III

Da instrução secundaria

Art. 38.º As escolas principaes, creadas pelo artigo 7.º do decreto de 14 de agosto de 1843, passam a constituir com o caracter de escolas de ensino especial o 2.º grau de instrução publica nas provincias ultramarinas.

Art. 39.º As escolas principaes serão compostas de tres professores, cada um d'elles com o ordenado annual de 500\$000 réis.

§ 1.º Quando o respectivo professor estiver impedido por doença ou por outra causa justificada, regerá a sua cadeira, como professor provisório, um individuo habilitado nomeado pelo governador, ouvidos os conselhos inspectores.

§ 2.º Quatro annos depois de fuccionarem as escolas principaes reorganisadas pelo presente decreto, serão preferidos para as commissões de professores provisórios os alumnos da escola dignos d'esta distincção pelo seu merito.

§ 3.º Os professores provisórios vencem metade do ordenado dos professores effectivos.

Art. 40.º O curso completo das escolas principaes comprehende na 1.ª cadeira:

1.º Grammatica da lingua portugueza acompanhada de exercicios grammaticaes, oraes e escriptos;

2.º Historia geral elementar e historia patria;

3.º Geographia geral e geographia commercial;

4.º Lingua franceza, ingleza ou arabe, segundo as necessidades de cada provincia.

Na 2.ª cadeira:

1.º Arithmetica e geometria elementares, e sua applicação á escripturação mercantil e á agrimensura;

2.º Principios elementares das sciencias physicas e naturaes, e sua applicação á industria, á agricultura e ao commercio.

Na 3.ª cadeira:

1.º Elementos de economia politica e industrial;

2.º Elementos de agricultura e de economia rural;

3.º Desenho linear.

§ unico. A distribuição das materias pelas differentes cadeiras pôde ser alterada pelos governadores, ouvidos os conselhos inspectores, quando circumstancias especiaes de interesse do ensino assim o exijam imperiosamente.

Art. 41.º Aonde não for compativel desde logo que o mesmo professor accumule o ensino de todas as disciplinas da 1.ª cadeira e o de desenho linear com o da 3.ª os governadores, ouvido o conselho inspector, poderão encarregar interinamente da regencia, tanto de parte das materias da 1.ª cadeira como da aula de desenho linear, individuos habilitados, arbitrando-lhes uma gratificação que não exceda em caso algum a réis 350\$000.

Art. 42.º Para a matricula nas escolas principaes é sufficiente o atestado de frequencia das disciplinas de instrução primaria elementar.

Art. 43.º Os alumnos podem frequentar o curso completo ou frequentar as disciplinas de cada cadeira em separado. Em cada cadeira haverá exames publicos oraes e escriptos todos os trimestres.

Art. 44.º Os exames serão feitos por disciplinas. Os alumnos reprovados podem repetir a frequencia e

os exames. As qualificações são «aprovado com distincção», «aprovado», «esperado». Nas votações os examinadores tomarão em conta a frequência, as informações do professor e a nota dos exames trimestres.

Art. 45.º Os conselhos das escolas principaes são compostos dos professores respectivos, servindo de presidente o mais antigo, e de secretario o mais moderno.

Art. 46.º Compete aos conselhos das escolas principaes:

1.º A proposta dos programmas de ensino de cada uma das cadeiras e dos regulamentos internos e disciplinares da escola

2.º A formação das tabellas e horarios para a divisão das disciplinas e a frequência das aulas;

3.º A decisão das duvidas suscitadas sobre a execução dos regulamentos internos;

4.º As attribuições de policia e disciplina escolar.

§ unico. Em todos os casos omissos ou duvidosos os conselhos seguirão, quanto possível, a legislação geral do reino sobre instrucção publica.

Art. 47.º Os conselhos inspectores determinam em cada provincia as epochas da abertura e do encerramento das aulas, e o tempo das ferias tanto para as escolas principaes como para as escolas primarias elementares.

Art. 48.º Depois da primeira nomeação, que será feita pelo governo, as cadeiras das escolas principaes serão providas por concurso feito na metropole nos individuos mais habilitados.

Art. 49.º O governo, ouvido o governador e a junta consultiva do ultramar, procederá á reorganisação dos estudos e á reforma do seminario de Macau.

Art. 50.º Continua em exercicio na cidade de Macau a escola de pilotagem, creada pela carta de lei de 5 de julho de 1852.

Art. 51.º O lyceu de Goa será reorganizado em harmonia com o plano dos lyceus de 1.ª classe do reino.

Art. 52.º Nas provincias de S. Thomé e Principe e Moçambique as escolas principaes continuam a pertencer á instrucção primaria, competindo somente aos professores respectivos os vencimentos determinados no artigo 11.º do decreto de 14 de agosto de 1845.

§ unico. O governo, sobre proposta dos conselhos inspectores das duas provincias e ouvido a junta consultiva do ultramar, poderá ampliar successivamente o numero das cadeiras e os programmas de ensino das escolas principaes em cada uma d'estas possessões.

Art. 53.º A frequência das cadeiras das escolas principaes e das cadeiras dos seminarios das provincias ultramarinas, analogas nas disciplinas ás dos lyceus de 2.ª classe do continente, habilitam os alumnos approvados n'ellas para a matricula das escolas do reino e do estado da India.

Art. 54.º Têm direito a uma gratificação equivalente a dois terços do ordenado da cadeira respectiva, os empregados do estado habilitados com títulos de instrucção superior ou secundaria, que se prestarem á regencia das cadeiras das escolas primarias de 2.ª classe e das escolas principaes, comtantoque o serviço escolar seja compativel e possa ser accumulado com o exercicio dos cargos que servirem.

CAPITULO IV

Das escolas de instrucção superior

Art. 55.º O ensino da instrucção superior nas provincias ultramarinas só poderá verificar-se na capital da India portugueza.

Art. 56.º A escola medico-cirurgica de Goa, organizada por decreto de 11 de janeiro de 1847 e ampliada pelo regulamento de 11 de outubro de 1865, continua a funcionar, regendo-se emquanto ao ensino, materias e cursos, pelas disposições do mesmo regulamento.

Art. 57.º A cadeira de principios de physica, de chimica e de historia natural, que por decreto de 23 de outubro de 1867 foi annexada á escola medico-cirurgica de Goa, passa para o lyceu d'aquella cidade.

Art. 58.º Os individuos nacionaes ou estrangeiros naturalizados, que tiverem a habilitação do curso completo da escola de medicina de Bombaim, são equiparados para todos os effeitos aos facultativos habilitados pela escola medico-cirurgica de Goa.

Art. 59.º Para a matricula da escola medico-cirurgica de Goa são necessarios os documentos seguintes:

1.º Certidão em que o requerente prove ter mais de dezeseis annos de idade;

2.º Certidão de approvação nas linguas franceza e ingleza;

3.º Certidão de approvação no primeiro anno da escola mathematica e militar de Goa;

4.º Certidão de approvação em physica, chimica e historia natural no lyceu de Goa.

Art. 60.º A escola mathematica e militar de Goa continua em exercicio regida pelas disposições do decreto de 23 de outubro de 1867, que melhorou e aperfeioou o seu systema de estudos.

Art. 61.º Para a matricula da escola mathematica e militar de Goa são indispensaveis certidões de approvação no lyceu da mesma cidade das seguintes disciplinas:

1.º Grammatica portugueza;

2.º Linguas franceza e ingleza;

3.º Chronologia, geographia e historia de Portugal e suas possessões;

4.º Principios de physica, chimica e historia natural;

5.º Desenho.

Art. 62.º Os professores de instrucção superior no estado da India poderão exercer simultaneamente o magisterio no lyceu de Goa, e receberão um terço do ordenado pertencente á cadeira que substituirem.

CAPITULO V
Disposições geraes

Art. 63.º Em todas as escolas de cada uma das provincias ultramarinas os programmas e os compendios serão uniformes.

Art. 64.º O governo designará os compendios que devem ser adoptados, tanto nas aulas de instrução primaria elementar como nas escolas principaes, e mandará redigir os livros mais apropriados ao ensino, os quaes, depois de approvados pela junta consultiva do ultramar, ficarão constituindo os compendios das aulas.

§ unico. Os compendios serão revistos de seis em seis annos para se additarem, melhorarem ou mudarem, ouvidos os conselhos de instrução publica do ultramar, em harmonia com os progressos das sciencias e as necessidades do ensino.

Art. 65.º Ficam extinctos nas provincias ultramarinas os subsidios arbitrados pelas despezas da instrução publica para transporte, sustentação e frequencia dos alumnos naturaes das possessões ultramarinas no collegio de aprendizes do arsenal do exercito e na escola normal de Lisboa.

Art. 66.º (transitorio). Os professores e mestras das escolas de ensino primario elementar em exercicio conservam os ordenados que recebem hoje, sem differença ou diminuição; mas os que lhes succederem no cargo perceberão sómente os ordenados estabelecidos no artigo 25.º do presente decreto.

Art. 67.º O governo adoptará as providencias indispensaveis para a execução do presente decreto.

Art. 68.º Fica revogada a legislação em contrario.

O ministro e secretario d'estado dos negocios da marinha e ultramar assim o tenha entendido e faça executar. Paço, em 30 de novembro de 1869. = REI. = *Luiz Augusto Rebello da Silva*.

D. do G. n.º 281, de 10 de dezembro.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DA MARINHA E ULTRAMAR

DIRECÇÃO GERAL DO ULTRAMAR

1.ª REPARTIÇÃO

Attendendo ao que me representou ¹ o ministro e secretario d'estado dos negocios da marinha e ultramar, sobre proposta do reverendo bispo eleito de Macau, superior do collegio das missões ultramarinas, e consulta da commissão ecclesiastica do ultramar nomeada por portaria de 4 de setembro de 1869; vista a autorisação concedida ao governo pela carta de lei de 12 de agosto de 1856, tendo ouvido a junta consultiva do ultramar: hei por bem approvar os estatutos do collegio das missões ultramarinas em cento e dois artigos, que baixam assignados pelo ministro e secretario d'estado dos negocios da marinha e ultramar.

O mesmo ministro e secretario d'estado assim o tenha entendido e faça executar. Paço, em 18 de agosto de 1871. = REI. = José de Mello Gouveia.

Estatutos do collegio das missões ultramarinas

Fins do collegio

Artigo 1.º O collegio das missões ultramarinas portuguezas tem por fins a educação intellectual e moral, e ordenação dos mancebos que se queiram dedicar ao sacerdocio, para satisfazerem as necessidades religiosas do real padroado na Africa, Asia e Oceania, e bem assim ser ponto central de todos os trabalhos religiosos em as nossas possessões.

¹ Senhor: — N'um paiz catholico com missões importantes a seu cargo, nos vastissimos territorios em que Vossa Magestade exerce o direito de padroado, é de urgente necessidade, é dever. indeclinavel do estado, prover ás necessidades d'essas missões. Uma d'ellas, e a mais instante, é a de bons missionarios, que semeiem a divina palavra, e levem com a educação e instrução religiosa a civilisação ás populações que vivem nas trevas da ignorancia.

Em todas as epochas e em todos os paizes se tem experimentado e comprehendido que não é com o clero secular que se pôde satisfazer a tão imperiosa necessidade. A missão entre populações as mais das vezes quasi barbaras e selvagens, e em climas inhospitos e mortiferos, exige uma vocação tão singular e uma abnegação tão rara, que nunca se encontrarão estas virtudes fóra dos institutos especialmente dedicados a crea-las na contemplação do céu, e a conserva-las pelos vinculos da obediencia e da disciplina, aonde não basta para as guardar o amor de Deus e da humanidade.

São as ordens e as congregações religiosas as que em toda a parte se consagram a esta obra, e a historia das missões mostra quanto pelos seus esforços tem ganho a causa da religião e da civilisação.

Abolidos entre nós estes institutos, era forçoso lançar mão de outro meio, e d'ahi veiu o pensamento de crear um collegio especial para as missões ultramarinas iniciado no Bombarral e definitivamente estabelecido em Sernache do Bom Jardim, collegio regularmente dotado pelo estado e com fundos da missão da China, e dirigido, ha annos, por um superior muito digno, a quem principalmente se deveu, os satisfactorios resultados que este instituto tem produzido, dando alguns missionarios para as nossas missões de Africa.

Urge porém dar mais desenvolvimento ao collegio, e escrever-lhe estatutos aonde leia a norma do seu governo, que até agora lhe não foi dada.

Não pôde o estabelecimento satisfazer cabalmente aos seus fins, tanto na educação do sufficiente numero de alumnos, como na hospitalidade que deve aos missionarios que voltam das missões, sem ser transferido para outro edificio mais vasto, como o convento de Mafra, o da ordem de Christo em Thomar, ou outro de que o estado ainda possa dispor; e o governo não descure este importante assumpto, que todavia não pôde ter solução immediata, por carecer de mais detido exame e de outro genero de recursos. Não deve porém ser demorada por mais tempo a promulgação dos estatutos, que ao collegio das missões ultramarinas prometteu a lei de 12 de agosto de 1856, e que o respectivo superior tem mais de uma vez reclamado como providencia indispensavel ao governo e administração do instituto a seu cargo.

As propostas do superior do collegio das missões, as consultas da commissão nomeada por portaria de 4 de setembro de 1869, para estudar cousas ecclesiasticas das provincias ultramarinas, e o parecer da junta consultiva do ultramar, são os elementos com que o governo compoz o projecto de estatutos que submete á real approvação de Vossa Magestade, os quaes se não afastam das idéas e principios que foram assentados na lei da criação do collegio das missões ultramarinas.

O regimen do collegio é dominado pelo pensamento de educar e instruir adequadamente os alumnos que se destinam ás missões, de attrahir as vocações, e garantir aos missionarios, que concluem o seu tempo de serviço ou n'elle se impossibilitam, um futuro que não seja de miseria, de dar ás missões uma acção uniforme, e finalmente de evitar que os esforços empregados para conseguir estes fins sejam illudidos por aquelles que, aproveitando o ensino, se queiram depois negar ao cumprimento das obrigações contrahidas.

O systema de educação é todo dirigido no sentido de formar os alumnos no desejo e amor sincero da propagação da fé catholica, de civilisação, da humanidade, sem recuarem diante dos sacrificios que lhes pôde custar a obra santa em que devem cooperar.

A instrução é a mais completa que se pôde desejar, já porque o deve ser a de todo aquelle que se destina á prégação da palavra de Deus, já porque o nosso missionario d'alem mar, afóra a sua missão como ecclesiastico, tem muitas vezes pela força das circumstancias de exercer, com respeito aos povos confiados aos seus cuidados, funcções que são estranhas na Europa ás occupações dos que exercem o seu venerando ministerio.

As vocações attrahidas pelo estabelecimento de um collegio aonde podem livremente manifestar-se e desenvolver-se, são fortificadas pelas vantagens concedidas aos missionarios durante e depois da missão.

A unidade de direcção e de acção nas missões é um ponto importante, que não esqueceu na redacção dos estatutos, mas depende em parte de uma medida que só pôde realizar-se precedendo concessão da santa sé apostolica, qual é a de constituir o collegio um isento pessoal, tendo o superior um titulo episcopal *in partibus*, e a jurisdicção episcopal sobre todo o pessoal do collegio e missionarios.

Resultarão d'esta medida, que o governo solicita do supremo pastor da igreja, outras vantagens, quaes a facilidade das ordenações e a de evitar que qualquer alumno, depois de ordenado, trahindo o juramento solemne que deve prestar na ordenação, se recuse a ir servir nas missões, e queira ficar no reino exercendo as ordens, o que não poderá fazer sem demissoria do superior.

Com a promulgação dos estatutos que tenho a honra de propor á approvação de Vossa Magestade, e cujas disposições facilmente se comprehendem e justificam, pela simples leitura, attendendo-se ao pensamento que as domina, entende o governo ter cumprido um dever e dado mais uma prova do vehemente desejo que o anima de concorrer quanto em si cabe para o desenvolvimento das missões do seu real padroado.

Secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, em 18 de agosto de 1871. = José de Mello Gouveia.

Administração do collegio

Art. 2.º A administração e superintendencia do collegio pertence no temporal ao governo, pelo ministério da marinha e ultramar, e no espirital ao prelado diocesano ou ao superior do mesmo collegio, logo que da santa sé apostolica se obtenha isenção pessoal para este estabelecimento.

Art. 3.º A direcção immediata do collegio é confiada aos seguintes empregados:

- 1 Superior;
- 1 Vice-reitor;
- 1 Director espirital;
- 1 Secretario;
- 3 Professores de sciencias ecclesiasticas;
- 4 Professores de preparatorios;
- 2 Prefeitos.

§ unico. As funcções dos cargos designados n'este artigo podem, segundo as necessidades economicas do collegio e as conveniencias do serviço, ser accumuladas, tendo-se em vista que o cargo de director espirital nunca poderá ser exercido pelo superior, vice-reitor ou prefeitos.

Art. 4.º Alem d'estes empregados haverá mais os seguintes:

- 1 Bibliothecario;
- 1 Organista;
- 1 Mestre de musica e canto ecclesiastico.

§ unico. Estas funcções e as de secretario poderão ser exercidas por alumnos do collegio, que para isso estejam habilitados.

Art. 5.º Os empregados maiores, designados no artigo 3.º, são de nomeação regia. Os outros são nomeados pelo superior, ouvido o conselho.

Art. 6.º Ninguem poderá ser nomeado empregado do collegio sem ser ecclesiastico e cidadão portuguez.

§ unico. É dispensada a qualidade de ecclesiastico na hypothese do § unico do artigo 4.º, e aos professores do curso de preparatorios, quando for absolutamente necessario.

Art. 7.º Os empregados do collegio têm:

1.º As gratificações constantes da tabella annexa a estes estatutos, e direito a mais 50\$000 réis por todas as accumulacões auctorizadas no § unico do artigo 3.º;

2.º Casa, cama, mesa, creados, roupa lavada, tratamento nas molestias, facultativo e pharmacia.

§ unico. Os alumnos empregados em qualquer serviço do collegio não receberão por isso gratificação alguma.

Do superior

Art. 8.º O superior é chefe do collegio e seu representante, e como tal compete-lhe:

- 1.º Representa-lo em juizo e fóra d'elle;
- 2.º Corresponder-se com o governo e mais auctoridades, sobre os negocios do mesmo;
- 3.º Informar annualmente o governo, até ao fim de janeiro, do estado do estabelecimento, seus progressos e necessidades, e do das missões a cargo dos missionarios do collegio;
- 4.º Apresentar annualmente ao governo, até ao fim do dito mez, o orçamento da receita e despeza do futuro anno economico, a fim de ser approved por elle;
- 5.º Dar conta annualmente ao governo, até ao fim de outubro, da receita e despeza do anno economico findo, devendo a conta ser competentemente documentada;
- 6.º Fazer inventario de todos os bens mobiliarios e immobiliarios do collegio, e mandar copia d'elle ao governo, bem como noticiar qualquer alteração que no mesmo de futuro se der;
- 7.º Velar pelo integral cumprimento dos estatutos, e empregar todos os meios para a consecução do fim do estabelecimento;
- 8.º Convocar e presidir o conselho director, e fazer executar as suas deliberações;
- 9.º Presidir aos exames dos alumnos e a todos os actos escolares solemnes;
- 10.º Inspeccionar frequentes vezes as aulas e as differentes officinas do collegio;
- 11.º Corrigir os alumnos que mereçam castigo, reprehendendo-os ou impondo-lhes penas;
- 12.º Velar por que o secretario cumpra os seus deveres, e fornecer-lhe para isso os elementos, no que respeita ao archivo dos documentos relativos ao collegio, seus haveres, relações com o governo e auctoridades, e com os prelados, sob cuja jurisdicção estiverem missionarios da casa, e tudo o mais que for concernente, tanto a empregados, como a alumnos do collegio;
- 13.º Suspender, sendo necessario, e propor a demissão dos empregados designados no artigo 3.º, ao governo, e demittir, quando o bem do collegio o exigir, os constantes do artigo 4.º;
- 14.º Prover a todas as necessidades do collegio, e resolver todas as duvidas ou questões, consultando o conselho director ou o governo, segundo a gravidade do caso.

§ unico. Compete-lhe igualmente, ouvido o conselho director, informar sobre a admissão dos alumnos do collegio, nos termos do artigo 21.º, até ao numero fixado pelo governo.

Do vice-reitor

Art. 9.º O vice-reitor é o segundo empregado do collegio, e compete-lhe:

- 1.º A administração economica;
- 2.º Velar pelo asseio e saude dos alumnos;
- 3.º Dar conhecimento ao superior dos negocios mais graves.

Art. 10.º Como encarregado da administração económica, compete-lhe:

- 1.º Fazer todas as compras, buscando que a casa esteja sempre abastecida de bons alimentos, obtidos nas condições mais favoráveis, e em geral de tudo o que for necessário para o consumo ordinário;
- 2.º Velar pela boa conservação do edificio, conveniente cultura da cerca e segurança do que pertença ao collegio;
- 3.º Fazer segurar em qualquer companhia acreditada os bens mobiliarios e immobiliarios;
- 4.º Evitar desperdícios, inspecionar a natureza da alimentação dos alumnos, e o modo por que é preparada, e as enfermarias;
- 5.º Admittir ou despedir, de accordo com o superior, o porteiro, despenseiro, guarda roupa e creados, os quaes devem ser individuos da sua confiança.

§ unico. Não poderá fazer despesa extraordinaria sem licença do superior, ou do governo, se exceder a 50,500 réis.

Art. 11.º Terá o vice-reitor, indispensavelmente, os seguintes livros, rubricados pelo superior:

- 1.º Diario em que, por ordem chronologica, diariamente e sem interrupção lançará, verba por verba, toda a receita e despesa do collegio;
- 2.º O de contas correntes com todos os devedores e credores da casa;
- 3.º O de contas geraes, em que se lançará a conta annual da receita e despesa do collegio;

§ unico. No fim de cada mez apresentará ao superior o diario com os documentos respectivos, devidamente authenticados, a fim de serem vistas e approvadas as contas.

Do director espirital.

Art. 12.º Compete ao director espirital:

- 1.º Presidir aos actos do culto e exercicios religiosos;
- 2.º Fazer praticas aos alumnos sobre pontos de dogma, moral, ou disciplina que julgue conveniente;
- 3.º Fazer sentir, aos que estiverem em exercicios espirituales, as obrigações e encargos a que se sujeitam segundo a vida de missionarios;
- 4.º Designar os alumnos que devem exercer as differentes funções religiosas, os que devem fazer a lição espirital e homilia nos domingos e mais dias em que deve ter lugar, etc.;
- 5.º Designar, com approvação do superior, os livros de que devem munir-se os alumnos para a leitura espirital e orações;
- 6.º Manter os alumnos, por occasião dos actos do culto divino, na seriedade, recolhimento e devoção necessaria;
- 7.º Velar por que as ceremonias e canto religioso sejam executados com a devida perfeição;
- 8.º Prover á boa arrecadação das alfaias e paramentos, á sua conservação, asseio e segurança.

§ unico. O organista e sacristas estão-lhe especialmente sujeitos.

Do secretario

Art. 13.º O secretario tem a seu cargo escripturar, sob a direcção do superior e vice-reitor, tudo o que respeita ao governo do collegio, e por isso compete-lhe:

- 1.º Declarar no livro mestre o nome dos empregados, naturalidade, cargo para que foram nomeados, em que epocha, por quem, quando entraram e começaram a exercer o seu emprego, condições com que entraram, e mais circumstancias;
- 2.º Registrar no livro proprio o nome, naturalidade, idade e mais esclarecimentos respectivos a cada um dos alumnos, e archivar os documentos;
- 3.º Fazer os termos de matriculas, de exames, de conferencia de premios, ou applicação de penas;
- 4.º Lavrar as actas do conselho director;
- 5.º Archivar os documentos e registrar todos os factos que interessam á historia do collegio;
- 6.º Inventariar os haveres, fazer mappas, lançar nos livros de contabilidade toda a receita e despesa, e o mais que lhe for ordenado;
- 7.º Passar dos livros e documentos as certidões que forem precisas ou pedidas, precedendo despacho do superior.

§ unico. Em caso de urgencia e em serviço que não deya ser reservado aos alumnos, poderá o secretario, no exercicio das suas funções, ser coadjuvado por algum ou alguns d'elles, designados pelo superior.

Dos professores

Art. 14.º Os professores têm a seu cargo promover a educação intellectual dos alumnos, não perdendo nunca de fito que ella é meio para a moral.

Compete-lhes:

- 1.º Reger as cadeiras que em conselho lhes forem designadas;
- 2.º Ser pontuaes na hora; e para bem do regimen e disciplina, principiar e terminar as aulas segundo o horario estabelecido em conselho;
- 3.º Explicar com clareza e precisão o objecto das lições, sendo minuciosos nos pontos dificeis, prestando-se a tirar as duvidas e remover difficuldades, ou em particular ou na aula, segundo o lugar em que sejam rogados ou o modo por que o achem conveniente;
- 4.º Estimular os alumnos por todos modos, a que estimem o estudo, já despertando-lhes os brios, já creando entre elles rivalidades nobres;

- 5.º Dar parte ao respectivo superior de todas as faltas de disciplina dos alumnos, e bem assim, da falta de estudo, incapacidade de saber ou outra qualquer cousa notavel;
- 6.º Ir ao conselho todas as vezes que para isso forem avisados;
- 7.º Dar todos os esclarecimentos que, acerca dos alumnos, lhes forem pedidos, e especialmente informar acerca do seu procedimento moral e aproveitamento intellectual;
- 8.º Examinar os seus discipulos e os de outras cadeiras, quando tal commissão lhes seja incumbida;
- 9.º Finalmente, assistir ás festas religiosas e mais actos solemnes do collegio.

Dos prefeitos

Art. 15.º Os prefeitos têm a seu cargo vigiar os alumnos na fórma dos estatutos e indicações dos superiores, e por isso compete-lhes:

- 1.º Fazer-lhes cumprir os seus deveres, especialmente aquelles a que estão ligados pelos presentes estatutos;
- 2.º Vigia-los na recreação, passeio e quartos, nada permitindo que lhes possa deteriorar a saúde impedir o seu desenvolvimento intellectual ou educação moral;
- 3.º Admoesta-los e dar parte aos respectivos superiores de quaesquer negocios que mereçam ponderação.
- 4.º Finalmente, pelo seu procedimento, ser modelo aos alumnos, e por sua moderação e prudencia ser-lhes guia, amigo e conselheiro, buscando conciliar o mando com a doçura de maneiras e austeridade em sua vida.

§ unico. Os prefeitos nunca poderão ser substituidos por alumnos.

Do conselho director

Art. 16.º O conselho director será composto de todos os empregados mencionados no artigo 3.º, á excepção das sessões em que se trate de assumptos puramente escolares; n'esse caso será composto só dos professores e sempre presidido pelo superior ou por quem suas vezes fizer.

§ unico. Os alumnos do collegio, ainda mesmo que exerçam qualquer cargo e sejam presbyteros, tendo apenas saído dos bancos escolares, e os prefeitos que não sejam presbyteros, nunca poderão assistir ao conselho.

Art. 17.º O conselho terá sessões ordinarias:

- 1.º No principio de cada anno, para determinar o horario de aulas, distribuir cadeiras e outros assumptos concernentes á boa direcção dos estudos;
- 2.º Na proximidade dos exames, para se fazer o apuramento dos examinandos e se formarem as mesas dos examinadores;
- 3.º No fim de cada anno lectivo, para propor para premios e dar as respectivas informações dos estudantes.

Art. 18.º O conselho terá sessões extraordinarias todas as vezes que o superior o mandar reunir, o que deverá effectuar-se quando houver de se deliberar:

- 1.º Acerca de proposta dos empregados mencionados no artigo 5.º;
- 2.º Sobre o modo de se supprir a falta ou impedimento de qualquer dos ditos empregados;
- 3.º Sobre escolha de compendios que devem servir para as aulas, a qual fica sujeita á approvação do governo;
- 4.º Sobre a admissão dos alumnos;
- 5.º Sobre a expulsão de qualquer alumno ou imposição de penas graves;
- 6.º Sobre alteração d'estes estatutos, ou supprimento das suas omissões, do que o respectivo superior dará parte ao governo;
- 7.º E acerca de regulamentos disciplinares.

Art. 19.º No caso de empate de votos no conselho, o presidente tem voto de qualidade.

Art. 20.º De decorrido em todas as sessões o secretario lavrará a respectiva acta, que será assignada por todos os membros assistentes á reunião do conselho.

Dos alumnos

Da sua admissão

Art. 21.º Só poderão ser admittidos como alumnos do real collegio das missões os que tiverem:

1.º Quatorze annos de idade, pelo menos, salvo havendo já reconhecido desenvolvimento physico e intellectual, e não mais de vinte e tres, a não se provar, alem de habilitações litterarias consideraveis, decidida vocação para a vida de missionario;

2.º Competente auctorisação de seus paes ou curadores e tutores, para se poder obrigar legalmente a indemnizar o collegio, nos casos marcados pelos presentes estatutos;

3.º Certidão de exame de instrucção primaria, que póde ser feito no collegio;

4.º Certidão de bom procedimento, pelo parochio respectivo;

5.º Certidão de medico, de que, alem de não padecer molestia contagiosa, nem a sua constituição, nem temperamento poderão obstar mais tarde á vida de missionario em climas inhospitos;

6.º Folha corrida ou certidão do registo criminal.

Art. 22.º Havendo algum lugar vago, por-se-ha a concurso por um prazo não inferior a trinta dias, o que será publicado em edital affixado na porta do collegio e pelo jornal official do governo.

§ unico. Fechado o concurso, o superior, ouvido o conselho, informará o governo sobre os diferentes pretendentes, e fará a proposta, tendo em vista as garantias intellectuales, moraes e materiaes que os abonam.

Art. 23.º Admittido qualquer alumno, ser-lhe-hão dados os presentes estatutos, e antes que elle faça parte da communidade do collegio, obrigar-se-ha por si ou por elle seus paes, tutores ou curadores, por escriptura publica (se tanto for necessario para a legalidade do acto), a indemnisar o collegio de todas as despezas feitas com o mesmo alumno, na rasão de 150\$000 réis por anno, caso não queira seguir a vida de missionario, ou para ella não tenha vocação.

§ unico. O alumno que por falta de saude ou robustez necessaria (para o que deve ser inspecionado no hospital da marinha), ou incapacidade intellectual, não der esperanza de chegar a ser missionario, deve ser despedido do collegio, não sendo obrigado a indemnisação alguma.

Garantias

Art. 24.º Os alumnos, admittidos que sejam, têm casa, cama e mesa, vestuario, tratamento nas enfermidades, livros, educação intellectual e moral e não farão despeza alguma com a sua ordenação.

Art. 25.º Durante as missões e depois d'ellas, têm as garantias expostas nos artigos 95.º e 101.º

§ unico. D'estas mesmas garantias gosarão os ordinandos ou sacerdotes que forem admittidos dos seminarios diocesanos no collegio ou á vida de missionarios, sob a inspecção do respectivo director.

Das promessas solemnes dos alumnos

Art. 26.º Os alumnos do collegio não poderão continuar a fazer parte da communidade, sem que algum tempo antes de receberem a primeira ordem sagrada façam promessa solemne de virem a ser missionarios, cumprindo em tudo as disposições dos presentes estatutos e as ordens dos seus superiores.

§ unico. Para que possam fazer essa promessa é necessario:

1.º Que tenham completado vinte e um annos de idade ou estejam emancipados;

2.º Que seja a expressão da sua livre vontade;

3.º Que sejam admittidos pelo conselho.

Art. 27.º Havendo alumno ou alumnos que pretendam fazer sua promessa solemne e sendo a isso admittidos pelo conselho director, este marcará o dia para ter logar o acto.

§ unico. Deve preparar-se o alumno com nove dias de exercicios espirituaes sob a direcção do director espiritual, a fim de que este lhe pondere a gravidade do assumpto, e aquelle, em recolhimento comsigo e com Deus, possa bem consultar a sua vocação.

Art. 28.º Chegado o dia marcado, proceder-se-ha ao acto na igreja do collegio, com a maior solemnidade possivel, segundo o programma feito pelo conselho director, e os alumnos serão interrogados publicamente em voz alta, sobre a sua vocação e plena liberdade em que devem achar-se, para fazerem as promessas.

§ 1.º Se declararem que estão em plena liberdade e que querem obrigar-se com juramento solemne a seguir a vida de missionario, porão a sua mão sobre o missal que lhes apresentará o superior, estando revestido de pluvial junto do altar mór e obrigar-se-hão sob juramento ao seguinte:

1.º A irem exercer as funcções de professor, parochou missionario nas provincias portuguezas ultramarinas, e mais terras do real padroado, e pelo modo prescripto n'estes estatutos;

2.º A obedecer promptamente ás ordens do governo emquanto á designação da terra ou localidade em que serão collocados depois da sua ordenação, e ao prelado respectivo, como a seu legitimo superior, em tudo o que tiver relação com o seu sagrado ministerio.

§ 2.º D'esta solemne promessa lavrará o alumno um termo, por seu proprio punho em livro competente, que assignará com o superior e duas testemunhas.

Penas a que ficam sujeitos, não cumprindo suas promessas

Art. 29.º Não é permittido aos alumnos que fizeram suas promessas solemnes o deixarem de as cumprir, a menos que uma doença os impossibilite para sempre de satisfazerem as respectivas obrigações.

§ unico. Para que esta causa se autentique é necessario que o superior, ouvido o conselho, a legitime, depois do alumno ser inspecionado no hospital da marinha, sendo preciso que o superior o desligue das obrigações da promessa, sendo esse acto confirmado pelo governo.

Art. 30.º O alumno que abandonar o collegio ou que se recuse a ir para o destino determinado, incorre nas seguintes penas:

1.º Será responsavel por si, seus paes, curadores ou tutores, nos termos do artigo 23.º, pela despeza que fez no collegio desde o dia em que para lá entrou, na rasão de 150\$000 réis por anno;

2.º Havendo sido isento do recrutamento por ser alumno do collegio, não tendo ainda ordens sacras, ficará sujeito ao serviço militar, e tendo-as ficará obrigado a entrar no cofre respectivo com a quantia equivalente ao preço da remissão no anno em que tiver sido isento do recrutamento;

Da educação dos alumnos

3.º Fica sujeito ás mesmas penas o alumno que for despedido do collegio por mau comportamento.

Art. 31.º Um dos meios mais efficazes para se formarem bons missionarios é a esmerada educação, tanto moral e religiosa como civil e social, inspirando-se aos alumnos, não só o fervor religioso, mas ainda patriotismo acrisolado. Para esse fim empregam-se pessoas e meios.

Das pessoas empregadas na educação dos alumnos

Art. 32.º Os empregados do collegio especialmente encarregados da educação dos alumnos são:

Superior;
Vice-reitor;
Director espirital;
Professores;
Prefeitos.

Art. 33.º Os empregados promoverão a boa educação dos alumnos:

1.º Cumprindo e fazendo cumprir os presentes estatutos e mais regulamentos disciplinares;
2.º Advertindo-os frequentes vezes ácerca das suas obrigações e verdadeiros interesses;
3.º Dando-lhes sempre exemplos de edificação, e procurando dirigi-los antes pelos meios da persuasão e brandura, do que pelos da violencia e aspereza.

Art. 34.º Os mesmos alumnos concorrerão para a sua boa educação e de seus collegas:

1.º Buscando em si a formação dos bons habitos;
2.º Admoestando fraternalmente qualquer dos seus collegas, dos inconvenientes de qualquer acto reprehensível que lhes vejam praticar.

Art. 35.º Os meios de educação que deverão empregar-se, são, uns preventivos, a saber:

1.º Proibir toda a convivencia dos alumnos com pessoas estranhas ao seminario, sem licença e assistencia de seus superiores ou de pessoa por elles designada;
2.º Velar sobre a correspondencia, que deverá ser recebida ou entregüe por meio do prefeito respectivo, devendo toda ella passar pela mão do superior;
3.º Proibir o contacto dos alumnos com os creados, trabalhadores da cerca, operarios do edificio, etc.;
4.º Não permitir que disponham de dinheiro ou valores, sem auctorisação superior;
5.º Desenvolver a melhor harmonia e espirito de caridade entre elles.

Art. 36.º Outros meios de educação a empregar são directos, a saber:

1.º Instrucção pedagogica;
2.º O inteiro e fiel cumprimento dos regulamentos e mais estatutos;
3.º A oração, frequencia de sacramentos e actos de piedade;
4.º O bom exemplo, não só dos superiores, mas ainda dos alumnos.

Art. 37.º A terceira especie de meios são os indirectos:

1.º Premios;
2.º Penas.

Premios e penas

I

Premios de bom procedimento

Art. 38.º Sempre que ao superior, vice-reitor ou prefeitos conste que algum alumno praticou um acto bom, fóra do vulgar, deverá dar-lhe uma publica demonstração de estima, que o louve a elle e estimule os outros, e mandar consigna-lo no livro respectivo das notas.

Art. 39.º No fim do anno lectivo e depois do ultimo inquerito, antes de se concederem os premios litterarios o conselho votará sobre o procedimento religioso, moral e social de cada um dos alumnos, durante o anno lectivo findo, e dará a cada um algumas das seguintes classificações: *exemplar, muito bom, bom, soffri-vel, mau.*

Art. 40.º O alumno que for applicado, mas que por defeito de intelligencia ou de memoria não tenha conseguido distinguir-se litterariamente, mas o haja feito moralmente, pelo seu procedimento, não póde ser excluido da classificação designada no artigo antecedente.

II

Premios litterarios

Art. 41.º Haverá em cada uma das disciplinas preparatorias e em cada um dos annos theologicos dois premios e tres *accessits*.

§ 1.º Estes premios consistirão em um diploma impresso, de que conste officialmente a distincção do alumno.

§ 2.º O 1.º e 2.º premios terão tambem adjunto o brinde de algum livro proprio á vida do missionario.

Art. 42.º Estes premios serão concedidos pelo conselho director, no fim de cada anno lectivo, aos alumnos que os mereçam por sua intelligencia, applicação e procedimento moral.

§ unico. Ninguém poderá ter premio litterario sem haver em costumes obtido a classificação de *bom*, nem o primeiro premio, sem ter na moralidade obtido *muito bom*.

Art. 43.º De todos os premios e *accessits* concedidos lavrar-se-ha termo no respectivo livro, assignado por todos os membros presentes do conselho, e se remetterá uma relação dos alumnos premiados, com a designação dos premios que obtiveram ao ministerio da marinha e ultramar, para ser publicada na folha official.

Art. 44.º Os premios serão conferidos solemnemente no dia de S. Francisco Xavier, entregando-se a cada alumno premiado um titulo authenticico do premio que haja obtido.

Penas

Art. 45.º As penas denominadas «penitencias disciplinares» são as seguintes:

- 1.º Reprehensão particular;
- 2.º Privação de uma vez de recreação ou passeio;
- 3.º Até tres recreações em silencio e logar separado;
- 4.º Uma hora de lição espiritual;
- 5.º Reclusão no quarto, até um dia.

Art. 46.º As penas leves são as seguintes:

- 1.º Reprehensão em acto de communidade;
- 2.º Exercícios espirituaes até cinco dias;
- 3.º Reclusão no quarto até tres dias.

Art. 47.º As penas graves são:

- 1.º Exercícios espirituaes até oito dias;
- 2.º Reclusão até cinco dias;
- 3.º Expulsão do collegio.

§ 1.º Incurrerão n'esta ultima pena os incorrigiveis que por seu procedimento mostrem incapacidade do fim para que ali são recebidos.

§ 2.º As penas graves nunca poderão ser applicadas sem audiencia e voto do conselho director, e a de expulsão sem a confirmação do governo.

Art. 48.º Não podem ser impostas outras penas que não sejam as mencionadas em qualquer das tres classes, e estas mesmas não o serão quando possam prejudicar a saude do alumno.

Art. 49.º Nenhuma pena poderá ser applicada sem que o arguido seja ouvido, e a culpabilidade evidentemente demonstrada.

Das disciplinas que se ensinam no collegio

Art. 50.º Haverá no real collegio das missões dois cursos, um de preparatorios e outro de sciencias ecclesiasticas.

Art. 51.º O curso preparatorio comprehende:

- 1.º Latim e latinidade;
- 2.º Lingua franceza;
- 3.º Lingua ingleza;
- 4.º Arithmetica e geometria;
- 5.º Rhetorica, oratoria sagrada, litteratura classica e principalmente a portugueza;
- 6.º Philosophia racional e moral e principios de direito natural;
- 7.º Historia, principalmente a portugueza, e geographia com especialidade a das nossas colonias;
- 8.º Principios de physica e chimica com applicação ás artes e introdução á historia natural;
- 9.º Principios geraes de hygiene publica e economia domestica.

§ 1.º Nos dias feriados que o superior designar, haverá exercicios sobre materias religiosas, ceremonias e canto ecclesiastico.

§ 2.º É preparatorio obrigado o inglez para as missões da India e China; para os outros logares facultativo, e este estudo, como do n.º 9.º, poder-se-ha fazer durante o curso superior.

Art. 52.º O curso superior ou de sciencias ecclesiasticas comprehende o seguinte:

- 1.º Historia sagrada e ecclesiastica;
- 2.º Theologia fundamental.

1.º Anno

- 1.º Dogmatica especial;
- 2.º Theologia moral.

2.º Anno

- 1.º Theologia sacramental e pastoral;
- 2.º Direito canonico e ecclesiastico portuguez.

3.º Anno

§ unico. Tanto o curso superior como o de preparatorios poderá ser alterado por proposta do superior em conselho, approvada pelo governo.

Do tempo lectivo, feriados e ferias

Art. 53.º O anno lectivo de ambos os cursos começará na segunda feira que occorrer entre os dias 8 a 14 de outubro, tendo logar na vespera a solemne abertura de aulas com missa do Espírito Santo e oração de sapiencia feita pelo superior ou professor a quem elle isso incumba.

§ unico. O superior em conselho regulará o numero de aulas preparatorias que os alumnos podem frequentar em cada anno.

Art. 54.º São feriados, alem dos domingos e dias de festas solemnes declarados n'estes estatutos:

- 1.º O dia de S. Francisco Xavier e 2 de novembro;
- 2.º O dia natalicio do augusto chefe do estado;
- 3.º As quintas feiras de todas as semanas em que não recaia dia santo ou de gala.

Art. 55.º As ferias são as seguintes:

- 1.º Desde o dia 24 de dezembro até 2 de janeiro;
- 2.º Desde o domingo da quinquagesima até quarta feira de cinza;
- 3.º Desde o domingo de ramos até á segunda oitava da paschoa;
- 4.º Os mezes de agosto e setembro.

§ 1.º O superior, ouvido o conselho director, porá ponto a tempo de estarem promptos todos os trabalhos litterarios até 31 de julho.

§ 2.º Durante as ferias os alumnos terão cada dia algumas horas de estudo, sobre as materias que seus mestres lhes designarem e de que darão conta.

Das aulas

Art. 56.º As aulas do collegio serão publicas e os logares dispostos de fórma que todos possam bem ouvir a explicação do professor.

Art. 57.º Os professores e alumnos para ensino e estudo tomarão por guia os compendios adoptados pelo conselho director e approvados pelo governo.

Art. 58.º Os professores deverão explicar, ou na occasião em que ouvem a lição ou anteriormente, ou n'uma e outra vez as lições, buscando facilitar aos estudantes, quanto ser possa, os assumptos, sem perder occasião de ouvir o maior numero de alumnos para investigar o aproveitamento e estudo d'elles.

Art. 59.º Todos os sabbados deverá haver repetições ou argumentação sobre os assumptos tratados na semana, devendo o professor tomar muito a peito o desenvolvimento dos estudantes na fórma da argumentação.

Art. 60.º Haverá, quando o professor julgar conveniente, themas e exercicios praticos sobre as materias que ensinem e que deverão examinar e corrigir.

Art. 61.º O horario das aulas será resolvido em conselho.

Art. 62.º Á hora competente, depois do aviso da sineta, dirigir-se-hão os estudantes da aula geral ou de estudo para a especial, a cuja porta serão esperados pelo respectivo professor.

Art. 63.º Algum tempo depois o bedel, ou quem as suas faça, irá marcar as faltas, no que o professor terá igual cuidado, e ambos deverão diariamente dar parte ao superior dos estudantes que faltem, para elle fazer o que ache conveniente.

Art. 64.º Só por motivo de doença poderá o alumno deixar de ir á aula; a não ser esta causa estará sujeito ao castigo imposto pelo superior.

Art. 65.º Se qualquer alumno não poder vencer nos preparatorios todas as aulas em que se matriculou, e a frequencia de umas o inibir do estudo das materias de outras, deverá participa-lo ao superior para decorosamente ser riscado da pauta que se julgue conveniente.

Art. 66.º Aos professores incumbe o velar, além do aproveitamento intellectual, pela satisfação da disciplina e procedimento moral dos alumnos dentro das aulas, devendo, quando se commettam faltas, remetter (julgando conveniente) o auctor d'ellas pelo bedel ao superior do collegio.

Art. 67.º Quando qualquer alumno, ou não quierá estudar ou tenha impossibilidade de aprender, o respectivo professor dará d'isso parte á auctoridade superior, para ella fazer o que julgue melhor, usando, entre outras medidas, de um aviso a seus paes, tutores ou curadores.

Art. 68.º Geralmente não poderão ser admittidos dentro das aulas alumnos que a ellas não pertencam.

Do estudo

Art. 69.º São consideradas horas de estudo todas em que o seminarista não esteja no dormitorio, aula, oração commum, recreio, refeitório ou outro qualquer acto de communidade.

Art. 70.º Haverá duas salas de estudo; uma para preparatorios, outra para estudos superiores, onde se reunirão os alumnos sob a vigilancia dos prefeitos.

§ unico. Só poderá estudar no seu quarto o alumno a quem o superior o conceda por não carecer de vigilancia e por outras razões pelas quaes lhe pareça justa tal concessão.

Art. 71.º Durante esse tempo só lhe é concedido sair á bibliotheca ou á satisfação de qualquer necessidade, para o que se deverão tomar providencias em ordem a que nunca se possam reunir fóra da aula geral.

Art. 72.º É expressamente determinado o mais absoluto silencio, sujeitando-se a punição todo o que o interor pa.

Art. 73.º Cada estudante terá logar determinado á mesa de estudo, gaveta propria com chave sua onde tenha utensilios e livros, e não poderá levantar-se d'ella, aindaque para consultar qualquer collega, sem licença do respectivo prefeito.

Art. 74.º O superior empregará todos os esforços para que n'essas aulas possa haver ou apparecer pessoa competente que tire as duvidas aos estudantes.

Art. 75.º Na bibliotheca serão fornecidos aos alumnos os livros que tenham relação com as materias de suas aulas, devendo a requisição ser feita por escripto por elles.

§ unico. Ao estudante premiado será fornecido da bibliotheca qualquer obra approvada que elle solicite.

Art. 76.º A disciplina dentro da bibliotheca está a cargo do empregado respectivo, e especialmente para os fins de que, nem se estraguem os livros, nem se desperdice o tempo.

Dos exames

Art. 77.º Encerradas as aulas, far-se-ha uma lista dos alumnos habilitados para os exames das diversas disciplinas.

§ unico. Esta lista será affixada no logar publico do collegio, com a designação de dia e hora determinada em que devam começar os exames.

Art. 78.º O jury para os exames será composto de dois professores, designados pelo conselho, e do professor da respectiva cadeira, servindo o mais antigo de presidente.

Art. 79.º Os alumnos serão chamados a exame pela ordem da pauta geral, affixada em logar competente.

Art. 80.º O professor da respectiva cadeira informará ácerca do aproveitamento de cada alumno que for examinado.

Art. 81.º O alumno que faltar ao exame por motivo justificado só poderá ser readmittido por nova de-liberação.

§ unico. O que não justificar a falta considera-se ter perdido o anno.

Art. 82.º Os pontos feitos com antecipação pelo respectivo professor serão lançados n'uma urna, para servirem de thema ás provas oraes e escriptas.

§ unico. Estes pontos versarão sobre todas as materias contidas e estudadas durante o anno lectivo.

Art. 83.º Os exames serão feitos por turmas, maiores ou menores, segundo as exigencias do serviço.

§ 1.º O primeiro examinando de cada turma tirará á sorte um ponto, que será o objecto principal do exame d'aquella turma, podendo os examinadores interrogar sobre principios geraes, embora estranhos ao ponto, a fim de melhor conhecerem do aproveitamento dos examinandos.

§ 2.º A prova oral não excederá a tres quartos de hora para cada alumno, um quarto de hora para cada examinador.

§ 3.º A prova escripta será feita em papel rubricado pelo presidente do jury, não sendo permittida a saída dos alumnos enquanto não entregarem esta prova, que não deve durar mais de meia hora, no fim da qual os alumnos entregarão ao presidente do jury o seu trabalho assignado.

Art. 84.º O jury, findos os exames de cada dia, tendo em attenção as provas oraes e escriptas, e as informações do respectivo professor, votará, por escrutinio secreto, sobre cada um dos examinandos.

§ 1.º A maioria de votos dá a approvação ao examinando; o contrario importa o adiamento.

§ 2.º O resultado dos exames será lançado no respectivo livro, com a assignatura do presidente e examinadores.

Art. 85.º Os exames do curso ecclesiastico serão feitos como os de preparatorios, com a seguinte differença:

1.º As turmas não terão mais de dois alumnos;

2.º Não haverá provas por escripto;

3.º Os pontos sobre que ha de versar o exame devem ser tirados vinte e quatro horas antes d'elle.

Art. 86.º O superior designará o tempo e a fórma em que devem ter logar os exames de cantochão e ce-remonias ecclesiasticas.

Da ordenação dos alumnos

Art. 87.º O governo fará solicitar dos differentes prelados, a cuja jurisdicção pertencerem os alumnos em circumstancias de se ordenarem, que auctorisem o superior como seu vigario geral *ad hoc*, ao seguinte:

1.º A fazer examinar de sciencia os mesmos alumnos;

2.º A julgar das suas habilitações para receberem ordens.

§ 1.º O mesmo governo solicitará dos ditos prelados, que auctorisem o superior a dispensar os alumnos:

1.º Das habilitações *de moribus*, que serão suppridas por attestados dos parochos da naturalidade dos alumnos;

2.º Do tempo de intersticios marcado pelas leis da igreja.

§ 2.º Tendo o superior jurisdicção episcopal sobre o collegio, o governo solicitará sómente dos ditos prelados as competentes demissorias.

Art. 88.º Os alumnos, tendo completado o primeiro anno do curso de sciencias ecclesiasticas, e ficando approvados no respectivo exame annual, poderão ser admittidos á sagrada ordem de sub-diacono.

§ 1.º Para poderem receber a sagrada ordem de presbytero, é necessario terem completado todo o curso e sido approvados nos respectivos exames.

§ 2.º Os exames annuaes do curso não dispensam os das respectivas ordens.

Art. 89.º Os alumnos, depois de ordenados de presbyteros, conservar-se-hão ainda no collegio por algum tempo, que não deverá exceder a quatro mezes, a fim de se habilitarem para confessores.

§ unico. A sua estada no collegio dá-lhes o direito a serem considerados em tudo como alumnos, com as seguintes distincções:

1.º Occuparão os primeiros logares entre os alumnos;

2.º Não serão obrigados a ouvir missa nos dias em que a celebrarem;

3.º E todas as mais de que forem dignos pelo seu comportamento, e que são devidas á dignidade de sacerdotes.

Art. 90.º Tanto que o governo haja designado o dia em que deverão embarcar os novos socerdotes, o superior do collegio dará, com a devida antecipação, as providencias necessarias para que no domingo ou dia santo que lhe parecer mais conveniente, se faça a saída solemne poucos dias antes do embarque (se o collegio não estiver situado em Lisboa ou suas proximidades).

§ unico. Este acto será feito com a maxima solemnidade e pompa possivel, segundo o programma do superior, e aprovado em conselho.

Art. 91.º Os alumnos ordenados de presbytero saídos do collegio para o ultramar serão todos denominados *missionarios*, aindaque se empreguem em ensinar ou parochiar.

Art. 92.º Serão acompanhados por um padre do collegio, que o superior designar, até embarcarem, ao qual obedecerão enquanto d'elle se não despedirem.

Das missões e garantias dos missionarios

Art. 93.º Os missionarios saídos do collegio são obrigados a ir promptamente exercer, em qualquer parte do ultramar, designada pelo governo de combinação com o respectivo prelado, e ouvido o superior do collegio, qualquer dos seguintes encargos:

- 1.º Ensinar, quando seja preciso, nos seminarios ou outras escolas ultramarinas;
- 2.º Parochiar nas igrejas que lhes forem designadas pelos respectivos prelados diocesanos;
- 3.º Exercer o ministerio de missionario nas terras designadas pelos mesmos prelados.

Art. 94.º Estes encargos extinguem a responsabilidade imposta aos missionarios pelo artigo 99.º d'estes estatutos, se durarem, pelo menos, os seguintes prazos de tempo:

1.º O de professor:

- Por dez annos na India e China;
- Por oito annos em Angola e archipelago de Cabo Verde;
- Por seis annos na Africa Oriental, em S. Thomé e Príncipe, e em Timor.

2.º O de parochio ou missionario:

- Por oito annos na India e China;
- Por seis annos em Angola e suas dependencias e archipelago de Cabo Verde.
- Por cinco annos na Africa Oriental, na Guiné portugueza, S. Thomé e Príncipe e suas dependencias, e Timor.

Art. 95.º Os missionarios que sairem do collegio para o ultramar, emquanto por lei lhes não são conferidas outras vantagens, gosam das estabelecidas na legislação em vigor, que são:

- 1.º Transporte de ida e volta á custa do estado e uma ajuda de custo para as despesas de viagem;
- 2.º Os proventos legitimos dos beneficios e empregos em que forem collocados, que são varios, segundo as provincias e os cargos;
- 3.º Os que forem parochiar nas provincias de S. Thomé e Príncipe, Angola, Moçambique e Timor terão congruas de 320\$000 réis e mais 100\$000 réis de gratificação pelo serviço do ensino publico, alem dos emolumentos parochiaes que lhes pertencerem, em conformidade do decreto com força de lei de 17 de dezembro de 1868:

4.º Augmento de congrua por continuação de serviço e subsidio alimenticio quando a missão for terminada nas condições de tempo prescriptas pelo citado decreto de 17 de dezembro de 1868.

Art. 96.º O missionario fica sempre sujeito á jurisdicção do respectivo prelado diocesano, ao qual portanto deve respeito e obediencia em tudo o que lhe ordenar com relação ao seu sagrado ministerio.

Art. 97.º Alem d'isto continuará a ficar ligado ao real collegio de missões, com o superior, do qual se corresponderá, como chefe de todos os missionarios portuguezes, sendo obrigado todos os annos a dirigir-lhe um relatorio, em que o informe sobre os seguintes pontos:

- 1.º Denominação, situação e extensão do territorio que administra, ou seja como parochia, ou como missão;
- 2.º Numero de almas que esse territorio comprehende, distinguindo as que são catholicas das que o não são;
- 3.º Qual é o estado moral e religioso da população;
- 4.º Qual o da instrucção publica e civilisação dos povos;
- 5.º Que meios tem empregado para o progresso moral e religioso d'elles;
- 6.º Que vantagens tem tirado dos meios empregados;
- 7.º Quaes são os principaes obstaculos ao progresso religioso, moral e industrioso do paiz;
- 8.º Quaes os meios que julga mais proprios para se removerem esses obstaculos;
- 9.º Que serviços relevantes tem feito para a prosperidade da missão ou parochia que administra, depois do ultimo relatorio;
- 10.º Uma noticia sobre os costumes, producções, estado de industria e clima do paiz;

11.º E, finalmente, todas as mais noticias que convenha saberem-se, para que o governo possa dar as providencias necessarias.

§ unico. Os missionarios empregados no ensino, excepto nos seminarios, informarão sobre o seguinte:

- 1.º Que disciplinas ensinaram durante o anno findo;
- 2.º Quantos discipulos tiveram;
- 3.º Qual foi a classificação que o tiveram nos exames;
- 4.º Que providencias haja a dar para se conseguir o maior progresso nos estudos;
- 5.º Quaes os nomes dos estudantes que mais se distinguiram, para serem publicad's;
- 6.º E tudo o mais que convenha saber-se para bem das escolas ultramarinas.

Art. 98.º Estas informações serão enviadas em duplicado ao prelado diocesano, o qual remetterá um exemplar para o governo, e uma copia authentica para o superior do collegio das missões.

Art. 99.º Todo o missionario que recusar ir occupar o logar que lhe for designado, que o abandonar, ou faltar á obediencia ao respectivo prelado ordinario, durante o tempo das missões, ficará privado de todas as vantagens concedidas aos missionarios, e incorrerá nas penas impostas por estes estatutos aos alumnos que não cumpram suas promessas (artigo 30.º).

§ 1.º Se voltar ao reino antes de findo o prazo marcado, sem licença do governo, ouvido o prelado respectivo e o superior do collegio, perderá todas as vantagens mencionadas, ficando inhabil para exercer no reino qualquer beneficio ecclesiastico.

§ 2.º O missionario que não cumprir as suas obrigações para com o superior do real collegio das missões, será considerado como fazendo mau serviço no ultramar.

Art. 100.º O missionario, tanto que haja concluido o tempo por que se obrigou a servir, querendo dar

por finda a sua commissão, avisará, com anticipação de um anno, o respectivo prelado diocesano, para que o serviço religioso não fique em abandono.

Art. 101.º Os missionarios que concluirem no ultramar os respectivos prazos de tempo de seus encargos gozarão das seguintes vantagens:

1.ª Serão transportados ao reino por conta do estado;

2.ª Serão preferidos, em igualdade de circumstancias, para directores e professores do collegio das missões;

3.ª Terão igualmente preferencia para os concursos aos canonicatos das sés cathedraes do reinõ e ilhas adjacentes, nos termos do decreto de 2 de janeiro de 1862;

4.ª Receberão do governo o subsidio a que tiverem direito pelo serviço da missão, ou serão recolhidos no collegio e ahi tratados como os seus empregados, segundo lhes convier, isto emquanto não forem devidamente empregados.

Art. 102.º A ordem do serviço interno do collegio das missões ultramarinas é determinada em regulamentos disciplinares, propostos pelo superior, ouvido o conselho director, e approvedos pelo ministro da marinha e ultramar, sobre parecer da junta consultiva do ultramar.

Paço, em 18 de agosto de 1871. = *José de Mello Gouveia.*

Tabella das gratificações dos empregados maiores do collegio das missões ultramarinas, a que se refere o artigo 7.º dos estatutos do mesmo collegio

Vico-reitor	240,000
Director espiritual—accumula a outro vencimento	50,000
Secretario—idem	50,000
3 Professores de sciencias ecclesiasticas, a	200,000
4 Professores de preparatorios, a	200,000
2 Prefeitos, a	150,000

Paço, em 18 de agosto de 1871. = *José de Mello Gouveia.*

D. do G. n.º 206, de 13 de setembro.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DO REINO
DIRECCÃO GERAL DE INSTRUCCÃO PUBLICA
2.ª REPARTIÇÃO

Sendo presente a Sua Magestade El-Rei o officio do reitor do lyceu nacional de Aveiro, expondo as duvidas que se lhe offereciam para admittir os alumnos dos outros lyceus á matricula da segunda parte dos cursos de portuguez e de desenho, e ao de latinidade, por isso que, sendo necessaria, segundo o artigo 10.º do decreto de 18 de novembro ultimo, a frequencia das primeiras partes dos referidos cursos de portuguez e desenho, e do de latim, para a matricula na aula de latinidade, não se podiam extrahir certidões dos exames de frequencia, nem ser o seu resultado publico, nos termos do § 7.º do artigo 30.º do regulamento de 9 de setembro de 1863; podendo alem d'isso acontecer que alguns alumnos, apesar de approvedos n'esses exames de frequencia, tenham perdido o anno: ha por bem Sua Magestade El-Rei, conformando-se com o parecer da junta consultiva de instrucção publica, ordenar que os reitores dos lyceus nacionaes, nas informações que são obrigados a prestar, na conformidade do § 1.º do artigo 13.º do decreto de 9 de setembro de 1863, declarem explicitamente se os alumnos requerentes estão nas circumstancias legaes para serem admittidos á matricula nos mencionados cursos.

O que assim se participa aos reitores dos lyceus nacionaes, para sua intelligencia e execução.

Paço da Ajuda, em 19 de agosto de 1871. = *Marquez d'Avila e de Bolama.*

D. do G. n.º 187, de 22 de agosto.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DA FAZENDA
DIRECCÃO GERAL DAS ALFANDEGAS E CONTRIBUIÇÕES INDIRECTAS
1.ª REPARTIÇÃO

Attendendo ao que me representou José Pereira Cardoso, fabricante de chumbo de munición da cidade do Porto, pedindo a applicação das disposições da carta de lei de 10 de junho de 1867 aos productos da sua industria, restituindo-se-lhe, quando forem exportados, os direitos que tiver pago na alfandega pela importação do chumbo em barra; e tomando em consideração as consultas do conselho geral do commercio e industria e do conselho geral das alfandegas, e o parecer do conselheiro director geral das alfandegas e contribuições indirectas: hei por bem, usando da auctorisação concedida ao governo pela referida carta de lei de 10 de junho de 1867, decretar o seguinte:

Artigo 1.º De cada um kilogramma de chumbo de munición que for exportado para paiz estrangeiro, ou para as possessões nacionaes ultramarinas, serão restituídos 2 réis ao exportador no acto do despacho, não podendo a mesma restituição corresponder a peso superior ao do chumbo em barra estrangeiro de que tiver pago direitos de importação.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DA MARINHA E ULTRAMAR.

SECÇÃO DO ULTRAMAR.

Sendo presente a Sua Magestade EL-REI o Officio n.º 21 do Governador Geral da provincia de Angola, datado de 23 de Junho ultimo, dando conta de não ter concedido ao Vigario capitular a demissão que lhe pediu do cargo de professor da cadeira de latim da cidade de Loanda, Manda o mesmo Augusto Senhor, pela Secretaria d'Estado dos Negocios da Marinha e Ultramar, communicar ao dito Governador Geral, que ha por bem approvar a sua resolução, ordenando igualmente que o Vigario capitular seja louvado em nome do Governo de Sua Magestade pela nobreza das rasões que o levaram a pedir a sua demissão, fazendo escrupulo em receber o estipendio estabelecido para o ensino d'aquella lingua, visto haver elle reconhecido por experiencia que, por não estudarem, nenhum aproveitamento tinham tirado os poucos discipulos de que cuidára.

Não tendo aproveitado o systema seguido no estudo da lingua latina, deverá o Governador Geral examinar se convem ter dois até quatro alumnos internos, a quem o mesmo Vigario capitular preste o competente ensino, podendo os alumnos irem para casa d'elle, ou para onde o Governador ordenar, abonando-se porém os necessarios alimentos, e reputando-se esta medida como provisoria, até que em Loanda se possa organizar um pequeno seminario para a educação de um clero indigena, cuja existencia póde vir a ser de grande conveniencia.

O Governo de Sua Magestade conforma-se inteiramente com a opinião do Governador Geral, de que a instrucção primaria deve ser derramada a mãos largas, mas com bons professores. Não é porém facil encontra-los n'este reino que queiram ir para o Ultramar, e é por isso que o Governo, não obstante os esforços que tem feito, poucos tem podido mandar em comparação das necessidades da provincia de Angola. Como porém ás vezes apparecem na dita provincia individuos com habilitações sufficientes para ensinar, fica o Governador Geral auctorizado pela presente Portaria a empregar n'este serviço aquelles que mostrarem ser para ellé aptos, fixando-lhes em Conselho as gratificações que julgar sufficientes.

Finalmente Sua Magestade recommenda ao mesmo Governador Geral que, tendo presente a grande importância da organização da instrucção publica, formule um plano para o estabelecimento de cadeiras de ensino primario que possa ser realisavel na provincia, e o qual remetterá a este Ministerio.

Paço, em 23 de Novembro de 1858. = *Visconde de Sá da Bandeira.*

No Diar. do Gov. de 29 Nov., n.º 281.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DO REINO.

SECRETARIA GERAL-4.ª REPARTIÇÃO.

Tendo representado verbalmente n'este Ministerio a Commissão encarregada do estabelecimento da — sopa economica — que não podia continuar a gerir o mesmo estabelecimento por falta de meios com que atenuasse o *deficit* que mensalmente se apresentava, pedindo por isso que o Governo resolvesse se devia continuar o arrendamento da casa sita na calçada do Marquez de Abrantes, ou fechar o mencionado estabelecimento, e propondo que no primeiro caso fosse auxiliada com a somma indispensavel para occorrer ao pagamento do indicado *deficit*: Manda Sua Magestade EL-REI, pela Secretaria d'Estado dos Negocios do Reino, declarar á Commissão alludida, que sendo agora a occasião menos propria de fechar o estabelecimento a seu cargo, porque a parte mais pobre da população ha de soffrer com os rigores da estação invernosa; e parecendo que estas circumstancias darão logar a que a Commissão possa desenvolver o seu pensamento, fazendo extensivos os beneficios da instituição

no Supplemento ao Boletim Official N.º 442; e convindo prestar todos os auxilios possíveis a estabelecimentos d'esta natureza, em attenção aos piedosos e louvaveis fins a que se dirigem: Hei por bem, em Nome d'EL-REI, Tomando em consideração a Consulta do Conselho Ultramarino de 26 de Junho ultimo, Usando da faculdade concedida pelo § 1.º do artigo 15.º do Acto Adicional á Carta Constitucional da Monarchia, e depois de Ouvir o Conselho de Ministros, Decretar o seguinte:

Artigo 1.º É authorisado, durante o prazo de dois annos, a contar do dia em que começou a ser abonado, o subsidio mensal de 100,000 réis, estabelecido por Portaria do Governador Geral da Provincia de Angola N.º 134, de 22 de Março de 1854, para o Recolhimento pio de == Pedro Quinto == erecto na Cidade de Loanda.

Art. 2.º É igualmente authorisada, pelo mesmo prazo, a despeza com o fornecimento de agua e lenha ordenado pela citada Portaria de 22 de Março de 1854, para o referido Recolhimento.

Art. 3.º Fica revogada toda a Legislação em contrario.

O Visconde d'Athoquia, Par do Reino, Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios Estrangeiros, e dos da Marinha e Ultramar, o tenha assim entendido, e faça executar. Paço, em 11 de Setembro de 1855. — REI, Regente. — *Visconde d'Athoquia.*

No Diario do Governo de 21 de Setembro, N. 223.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS DO REINO.

Attendendo ao que Me foi representado pelas Juntas de Parochia das Freguezias ruraes do Concelho da Covilhã, pedindo que seja revogado, com relação ás suas Parochias, o Decreto de 9 de Julho de 1853, publicado no Diario do Governo N.º 166 do mesmo anno, pelo qual se declararam extensivas a todo aquelle municipio as disposições do Decreto, com força de Lei, de 3 de Novembro de 1852, sobre o processo e julgamento, nos Juizos de policia correccional, das causas relativas a coimas, policia municipal, ou transgressões de Posturas;

Attendendo a que para esse fim expõem as Juntas requerentes que o novo systema de julgamento d'estes processos, estabelcido pelo citado Decreto de 3 de Novembro de 1852, sendo de incontestavel utilidade nas grandes povoações, Cabeças de Concelho, produz ao contrario a completa impunidade dos coimados nas Parochias ruraes, distantes e dispersas, por isso que a modicidade da multa, comminada ás infracções municipaes, e proporcional aos poucos meios d'estas povoações, não retribue sufficientemente o trabalho dos Officiaes ou Zeladores, que têm de sair da Freguezia em que foi commettida a infracção, para irem accusa-la a logar distante, residencia do Juiz Correccional, perdendo assim, tanto elles, como as respectivas testemunhas, muitos dias de trabalho, e não se intentando por essa causa os respectivos processos para punição dos infractores;

Vistas as informações, que se houveram das competentes Authoridades Administrativas, pelas quaes se mostra a procedencia das allegações referidas, com respeito ao municipio da Covilhã:

Hei por bem, Usando da faculdade concedida ao Governo pela Carta de Lei de 23 de Julho ultimo, Decretar, em Nome d'EL-REI, o seguinte:

Artigo 1.º As disposições do Decreto, com força de Lei, de 3 de Novembro de 1852, sobre o processo e julgamento, nos Juizos de policia correccional, das causas relativas a coimas, policia municipal, ou transgressões de Posturas, continuam a ser extensivas ás quatro Parochias de que actualmente se compõe a Villa da Covilhã, denominadas — Santa Maria — Senhora da Conceição — S. Pedro — e S. Martinho.

Art. 2.º É restabelecida a competencia e jurisdicção dos Juizes Eleitos, nos termos da Novissima Reforma Judicial, para o processo e julgamento das mencionadas causas de coimas, policia municipal ou transgressões de posturas, de todas as Parochias ruraes do referido Concelho da Covilhã, a saber: — Aldeia do Carvalho — Teixoso — Orjães — Peraboa — Ferro — Bondobra — Tortozendo e Cortes — Unhaes da Serra — Erada — Cazegas Sobral e Cebola — Ourondo — Paul — Barco — Peso — e Dominguiro.

APPENDICE II

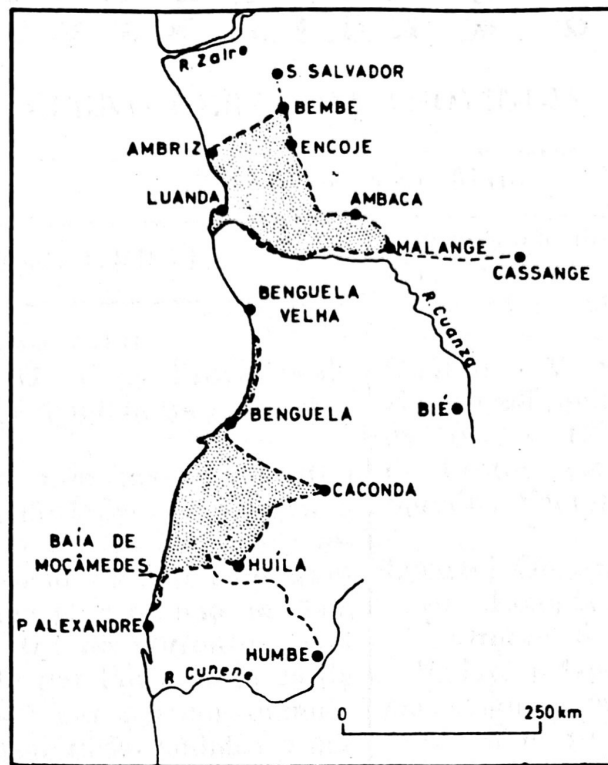


Fig. 26 — Angola portuguesa em 1861
(segundo D. Wheeler, simplificado)

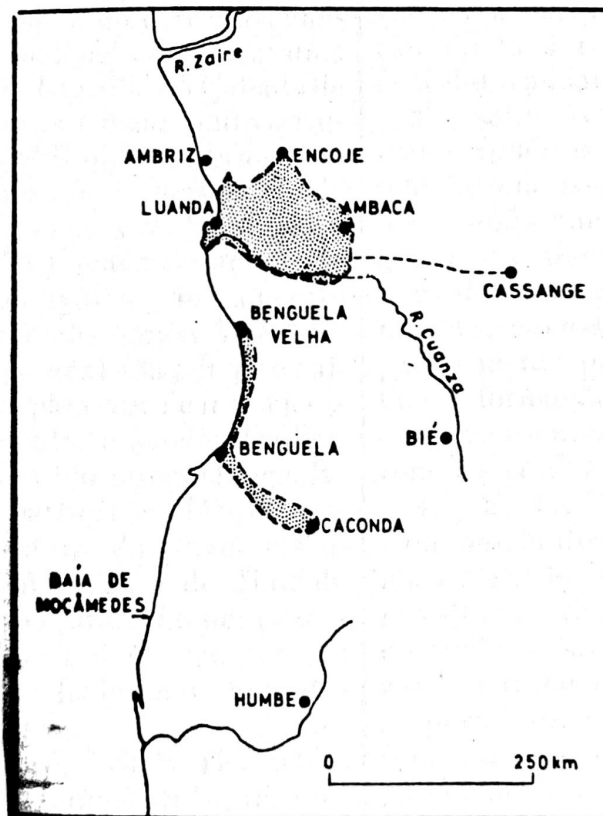


Fig. 25 — Angola portuguesa em 1830
(segundo D. Wheeler, simplificado)

BOLETIM

DO GOVERNO GERAL DA PROVINCIA DE ANGOLA.

N.º 35

SABBAO 9 DE MAIO.

1846.

GOVERNO GERAL.

SECÇÃO CIVIL.

O Governador Geral da Provincia de Angola e suas Dependências, determina o seguinte:

Attendendo ao que me representou Aurelio Joaquim de Oliveira, allegando motivos attendiveis, e pedindo ser exonerado de Secretario da Junta do Lançamento da decima para o anno de 1845, e primeiro semestre do corrente, para que fôra nomeado por Portaria de 26 de Novembro ultimo; hei por conveniente conceder-lhe a exoneração pedida, e nomear para o substituir no mesmo cargo a José Martins Pereira Crespo. As Authoridades a quem competir, assim o tenham entendido e executem. = Palacio do Governo em Loanda, 6 de Maio de 1846. = Pedro Alexandrino da Cunha, Governador Geral.

Ill.º Sr. = Foi presente a S. Ex.º o Governador Geral da Provincia; o officio de V. S.º n.º 192, de 2 do corrente, dando parte de haver mandado reedificar uma ponte sobre o riacho Lucalla, no Cabado de Tendariachico, que por estar muito arruinada offerecia grandes obstaculos ao tranzito dos viandantes; e o mesmo. Ex.º Sr. ordena que eu diga a V. S.º que approva a deliberacão tomada de acudir de prompto, como convinha, ao concerto da dita ponte; devendo porem V. S.º logo que ella esteja acabada, ir pessoalmente inspeccionala para verificar o seu estado, bom acabamento, e solidez da obra, e participar depois tudo circunstanciadamente por esta Repartição. = Deus Guarde a V. S.º, Secretaria do Governo Geral da Provincia d'Angola, 4 de Maio de 1846. = Ill.º Sr. Joaquim Manuel Escorcio, Chefe do Zenza e Quilengues do Golungo. = João de Roboredo, Secretario Geral da Provincia.

CIRCULAR: = Ill.º Sr. S. Ex.º o Governador Geral ordena que V. S.º apresente nesta Secretaria Geral, em o 1.º de cada mez, um mappa circunstanciado e referido ao mez findo, dos alumnos que frequenta-

ram a aula de sua regencia, seu aproveitamento, e proceder, tudo conforme o modello que junto lhe envio e que imitará sem a menor variante. = Deus Guarde a V. S.º Secretaria do Governo Geral da Provincia de Angola, 8 de Maio de 1846. = Ill.º Sr. Professor da Aula de Latim nesta Cidade. = João de Roboredo, Secretario Geral da Provincia.

Quartel General no Palacio do Governo em Loanda, 9 de Maio de 1845.

Ordem á Força Armada n.º 30

S. Ex.º o Governador Geral da Provincia, ordena e manda declarar o seguinte:

1.º Que se declare sempre nos mappaes mensaes de Obitos se, o fallecido era degradado, e por quanto tempo, e tudo o mais que parecer necessario para bem se conhecer o estado e circumstancias do individuo.

2.º Que sempre que os Commandantes e Chefes remeterem pertencções semestres, as devem acompanhar de relações nominaes, com os dizeres e observações necessarias para a melhor instrucção de taes requerimentos, e conforme está determinado nas ordens em vigor.

3.º Que os Commandantes sejam o mais explicitos possivel, nas informações que derem sobre pertencções de praças, não sendo nunca admissivel o dizerem que não conhecem tal praça, ou não sabem de sua molestia, ou outras circumstancias, necessarias para se dar um despacho justo: pois que antes de exararem taes informações, devem obter os precisos esclarecimentos, pelos meios que sempre tem a seu alcance.

4.º S. Ex.º manda recomendar aos Commandantes e Chefes, que tenham mais atencção para os modellos dos mappaes que se lhe remetem para immitar, cingindo-se strictamente ao formato, dizeres e traço dos mesmos, e que nunca se permitam o varia-los ad libitum, como o tem feito em muitos cazos, e principalmente nos agriculas mensaes.

5.º Por determinação de S. Ex.º de 27 d'Abril ultimo, está preso á Ordem de S. M. A RAINHA, o Major do Exercito

ALFANDEGA DE LOANDA.

MAPA DA EXPORTAÇÃO DOS PRINCIPAES GENEROS PROVINCIAES, EFFECTUADA NO 1.º SEMESTRE DO 13.º ANNO ECONOMICO DE 1845, A 1846.

Em Varios Nacionaes.	Julho.	Agosto.	Setembro.	Outubro.	Novembro.	Dezembro.	Tl. de quantid.	Valores.	Direitos.	
Azeite de Ginginha	3 1/2	1 1/2	—	—	—	—	4 1/2 - 1/2	268 2000	5 2360	
Azeite de Palma	1/2	4 1/2	—	—	2	3	1 - 1/2 - 1/2	56 2400	1 228	
Café	40	40	—	2 1/2	—	—	27 1/2	58 2100	1 2762	
Cera amarella	3:536	4:927	61:399	70:433	4:974	4:480	465:949	33:189 2200	574 2240	
Pitta branca	441	—	47:655	25:446	708	4:304	45:354	41:239 2000	224 2770	
Coutros	—	732	2:500	3:600	463	6:401	14:301	725 2050	44 2501	
Dentes de cavl. mar.	—	90	—	25 1/2	—	—	415 1/2	95 2000	1 2900	
Goma copal	55 17lb.	5:475 7lb.	4:429 10lb.	2:037 7lb.	6:021 4lb.	3:433 5lb.	15:461 27lb.	48:581 2022	360 2222	
Marfim de lei	219	1:021	5:310 1/2	26:813	853	3:243	37:462 1/2	41:188 2300	4:758 2925	
Dito meão e minúo	567 1/2	818 1/2	9:926	19:932	658	2:656 1/2	34:388 1/2	24:071 2950	670 2353 1/2	
Urzella	—	847 8lb.	524 20lb.	3:561 22lb.	303	2:851 8lb.	8:368 4lb.	40:734 2687 1/2	—	
								Somma	146:266 2709 1/2	3.613 2781 1/2

O Escrivão da Meza Grande, *Christorão Gonçalves de Oliveira.*

CONTA DEMONSTRATIVA DO RENDIMENTO D'ALFANDEGA DE LOANDA, NO MEZ DE DEZEMBRO DE 1846.

Direitos	11:322 2056
Abatendo 5 por % de percentagem para os Empregados	566 2102
Subsidios	139 2908
Emolumentos	606 2772 1/2
R. 11:502 2692 1/2	
Despezas do mez	444 2336
R. 11:588 2356 1/2	

O Escrivão da Meza Grande, *Christorão Gonçalves de Oliveira.*

ESTATISTICA DA INSTRUÇÃO PUBLICA DE ANGOLA. Loanda: — Maio de 1846.

Aula de Grammatica Latina. Nativ. Europ. T.º

Existiam	20	..	20
Entraram . . . . .	..	..	..
Saíram . . . . .	..	..	..
Existentes	20	..	20

O Professor de Grammatica Latina, *Antonio da Conceição Carralho e Rego.*

Aula de Instrucção primaria. Nativ. Europ. T.º

Existiam	15	..	15
Entraram	2	..	2
Saíram . . . . .	..	..	..
Existentes	17	..	17

O Professor, *Antonio Barbino Boza.*

Aula de Meninas. Nativ. Europ. T.º

Existiam	44	4	48
Entraram . . . . .	..	..	..
Saíram . . . . .	..	..	..
Existentes	44	4	48

A Mestra Regia, *D. Anna Candida Bisquer.*

CONTA DEMONSTRATIVA DO GADO VAGUE CONSUMIDO EM LOANDA, NO MEZ DE DEZEMBRO DE 1846.

Rezes por conta da Fazenda	27
Rezes de venda ao Publico	131
Total	158

O Juiz Elleito, *E. A. de Almeida.*

NOTICIAS MARITIMAS.

ENTRADAS: — *Janeyro 2. Esc. Minerva*, de Novo Redondo, e Cabo Ledo, com urzella e cera, a *Miguel Lino Ferreira.*

Idem 6. — Brig. port. *General Rego*, do Rio a Beng. 30 dias, estada 12, a Loanda 3; com agoardente, farinha de mandioca e fazendas, a *F. A. Flores*; malas 2, do Rio e Beng.; pasg. do Rio 4 Clerigos novos com destino a S. Thomé, 1 preto livre idem; e 2 marinheiros da Estação.

Idem 7. — Brig. port. *Aovo Africano*, a *Luiz Jacinto Soares*, com cera, marfim, e urzella, de Benguella 3 dias, pasg. 1.

Idem 8. — Vap. crus. britannico *Styx*, Cap. *H. Chads*, 145 praças de guarnição, 7 bocas de fogo; do norte; demanda a primeira vez este porto, vem a tomar carvão.

SAIDAS: — *Janeyro 6.* Barca port. *Dezcengano*, consg. *J. de Carralho Bastos*, para Benguella e costa de barlavento, a tomar carga; Officios do Governo, e mala do correio 1, 3 pasg.

PREÇOS CORRENTES NO TERREIRO PUBLICO N'ESTA DATA.

de	de	de
a 1 2000	a 550	a 450

LOANDA: — IMPRENSA DO GOVERNO.

SALIDAS — Março 6. — Brigue portuguez Assombro, 250 tonel., cap. B. B. Pamplona Junior, trip. 13, peça 1; para o Rio de Janeiro; com azelte, cera e esteiras, mala 1 e 5 officios. Pasg. h, J. Rodrigues, 1. F dos Santos, caixeiros, Dona F. E. da Silva, com uma filha menor, portuguezes.

Idem 7. — Vapor portuguez Africa, 100 cav. força vapor, cap. J. F. Cuíado Junior, trip. 42, peças 2; para Lisboa, por diversos portos, com generos do paiz e lastro, malas 8 e diferentes officios. Pasg. 2h, A. R. Neves, com 1 menor; J. E. da Cruz, com sua mulher e 3 menores, B. A. Nunes, negociantes, J. A. de M. e Silva, 1. ten. da armada, G. Lambert, com 2 menores, tenente-de-caçadores 3, J. A. G. Roberto, com uma escrava com cria, sem emprego, Dona J. Xavier, com 3 menores e 2 criadas, portuguezes; J. G. Willis, agente commercial dos Estados-Unidos, A. Garrido, negociante, americanos; J. Bray, engenheiro inglez.

Idem 9 — Vapor de guerra inglez Pluto, 100 cav. força vapor, comm. H. Simpson, guarda 60, peças 3; para o cruzeiro.

Capitania do porto de Loanda, 11 de março de 1859. — Joaquim Viegas do O, 1. tenente, capitão do porto.

(Ao Publico.)

José Maria da Lembrança Miranda Henriques, professor da escola principal de instrucção primaria da provincia de Angola, encarega-se do ensino particular das disciplinas que constituem a dita instrucção, aceitando em sua casa alumnos internos e semi-internos, os quaes terão convenientemente alojados e alimentados; mediante a retribuição mensal de 15,000 réis para os primeiros, e de 10,000 réis para os segundos, sendo estas retribuições livres de quaesquer outras despesas extraordinarias.

Ha oito annos encarregado deste ramo de instrucção pública, o abaixo assignado dá como garantida a sua idoneidade, julgando-se no caso de corresponder devidamente ao fim a que se propõe. — José Maria da Lembrança Miranda Henriques.

ANNUNCIOS.

Júrio de Direito da 2.ª vara. — 1773 NA CONFORMIDADE do artigo 611 da nov. ref. jul., são chamadas as pessoas que tenham mais direito á quantia de 1:212,873 réis, moeda desta provincia, penhorada ao casal de Antonio José Lopes Sotiro, por execução que lhe move Francisco Antonio Flores, pena de lançamento. Loanda, 10 de março de 1859. — O escrivão, Lazary.

Idem. — 1774 NA CONFORMIDADE do artigo 611 da nov. ref. jul., são chamadas as pessoas que tenham mais direito á quantia de 948,970 réis, moeda desta provincia, penhorada ao casal de Antonio José Lopes

Sotiro, por execução que lhe move Antonio Lopes da Silva, pena de lançamento. Loanda; 10 de março de 1859. O escrivão Lazary.

Ao publico. — 1775

O ABAIXO ASSIGNADO faz saber; que, tendo-se dissolvido a sociedade que tinha com José da Silva Marques; e Francisco Antonio Pereira de Lemos; e Silva & Comp., formou nova sociedade em todas as suas estabelecimentos; com o mesmo Francisco Antonio Pereira de Lemos, e José Joaquim de Castro Leite, e que esta tem a firma de Lemos, Leite & Comp. Loanda, 11 de março de 1859. — Antonio Luiz Pereira de Lenios.

Ao publico. — 1776

NÃO TENDO chegado a esta cidade o sr. Francisco Antonio Flores; como se esperava, pelo vapor D. Pedro V., pelas razões geralmente conhecidas, e sendo necessário harmonisar os interesses da sua casa com os dos seus credores, são por este convidadas todas as pessoas residentes nesta cidade; que tenham algumas transacções com a mesma casa, por si ou por procuração; de que lhes resulte serem credores; para no dia quinta feira 17 do corrente ás 11 horas se reunirem na casa do mesmo sr. Flores; e poderem deliberar sobre o que lhes for apresentado. Loanda; 11 de março de 1859. — P. p. de F. A. Flores — A. Garrido.

Ao publico. — 1777

GUEDES GARRIDO tem para vender, por conta de quem pertencer; 148 saccos de linhagem para urzella, 2 peças de linhagem, uma porção de fio, 1 medida de cobre, 2 barras, 100 ganchos de ferro para arcos de pipas, 4 feixes de arcos de ferro, uma meia pipa, 4 machetas, sendo 2 quasi novas, e uma meza de pinho para escriptorio. — Loanda, 11 de março de 1859.

Ao publico. — 1778

A COMISSÃO administrativa da santa casa da misericordia desta cidade faz saber aos fiéis devotos do Senhor Jezus dos Passos, que no dia 17 do corrente pelas 4 horas da tarde sahirá a Veneranda Imagem do Senhor, da igreja da Misericordia para a de N. S. dos Remedios, donde regressará no dia 18, pelas mesmas horas, em procissão solenne; e por isso espera a concurrencia dos mesmos fiéis devotos. — Loanda, 11 de março de 1859. O presidente da comissão, Feliciano Carlos Fernandes do Couto.

Veneravel Ordem 3.ª de S. Francisco da Penitencia. — 1779

N O DIA 26 do corrente mez, pelas 5 horas da tarde, andará a lanços; no consistorio da igreja do Carmo, perante a meza desta ordem, e se hade arrendar a quem mais der, pelo tempo que se estipular, o arimo denominado Sotiro, sito no concelho de Calumbó. — Loanda; 11 de março de 1859. D. Nicolau, d'Agua-Rozada, irmão-secretario.

Ao publico. — 1780

E U ABAIXO assignado, declaro que vendi ao sr. Jeronimo Rodrigues da Costa, o meu escravo de nome Joaquim Domingos, pelo preço de oitenta mil réis, e para constar aonde preciso fór, mandei passar

Empréstimos sobre penhor.....	89:683,722
Despezas d'installação, moveis e utensilios.....	4:200,500
Despezas geraes.....	6:951,595,9
Agencia de S. Thomé.....	6:021,513,5
Lettras cambiaes.....	462,505,0
R.....	630:624,587,4

PASSIVO.

Capital realisado.....	400:000,000
Notas, 1. ^a emissão.....	146:365,000
Banco nacional ultramarino.....	70:867,83,9
Agencia de Cabo-verde.....	1:335,500,0
Diversos depositantes.....	3:316,532,1
Ganhos e perdas.....	8:741,520,4
R.....	630:624,587,4

Loanda, 1 de março de 1869. — Os gerentes, A. L. Santos junior. — O. F. Brandt.
 Está conforme. — Secretaria do governo geral em Loanda, 6 de março de 1869.
Eduardo A. de Sá Nogueira P. de Balsemão, secretario geral.

Pela secretaria do governo geral se faz publico que existem na fortaleza de S. Miguel o preto João, capturado no concelho de Calumbo, o qual diz pertencer ao casal d'un Guimarães, que era socio de Pedreira; e no concelho do Golungo-alto a preta Samba, que diz pertencer a Philippe Agnello, d'Ambaca.

Quem se julgar com direito de propriedade nos ditos pretos, trate de o fazer valer no prazo de 30 dias, contados d'esta data, sob pena de serem julgados livres, na conformidade das disposições da portaria d'este governo geral n.º 93 de 28 de julho de 1858, inserta no *Boletim* n.º 670.

Segunda repartição da secção civil da secretaria do governo geral em Loanda, 6 de março de 1869.

O chefe da 2.^a repartição, *João Nepomuceno da Piedade*.

Estatistica da instrucção pública na provincia d'Angola, referida ao dia 31 de dezembro do anno proximo passado. 1868

DISTRICITO ADMINISTRATIVO DE LOANDA

Loanda

Escola principal: alumnos nativos..... 79
 Professores, Fernando da Silva Delgado • Carlos Augusto de Gouvêa.
 Aula de meninas: alumnas nativas..... 6
 Mestra interina, D. Josepha Rogeiro.

Libongo

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 16
 Professor, Nicoláo da Cruz Veiga.

Altó-Dande

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 18

Professor, o pároco Luiz Maria do Carvalho.
Calumbo
 Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 48
 Professor, Manuel de Jesus Machado.
Novo-Redondo
 Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 20
 Professor, Joaquim Antonio do Carmo Ferreira.

DISTRICITO DE BENGUELLA

Benguela

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 72
 Professor, o pároco João Bento Gal.
 Aula de meninas: alumnas nativas..... 39
 Mestra, D. Maria Paula da Gama Sousa.

DISTRICITO DE MOSSAMEDES

Mossamedes

Escola d'instrucção primaria:
 Alumnos europeus..... 7
 " nativos..... 22
 Professor, o pároco Augusto Severino Freire de Figueiredo.
 Aula de meninas:
 Alumnas europeas..... 3
 " nativas..... 14
 Mestra, D. Maria Arminda da Piedade Matta.

DISTRICITO DO GOLUNGO-ALTO

Pungo-ambongo

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 17
 Professor, o pároco Domingos Pereira da Silva Sardinha.

Ambaca

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 57
 Professor, Francisco Pereira Inglez.

Duque de Bragança

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 20
 Professor, Lopo Gonçalves Fortunato e Castro.

Cazengo

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 23
 Professor, o pároco José Cerveira Pinto.

Massangano

Escola d'instrucção primaria:
 Alumno europeu..... 1
 " nativos..... 56
 Professor, o pároco Antonio José do Nascimento.

Cambambe

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos 66
 Professor, o pároco Manuel Ignacio dos Santos Torres.

N. B. Alem d'estas escolas, ha uma outra particular estabelecida no pago episcopal, com cento e vinte e tres alumnos, regida pelo pároco da freguezia de N. S. da Conceição, Antonio Maria Ramos de Carvalho; e bem assim uma outra de latim frequentada por oito alumnos nativos, de que é professor Fernando da Silva Delgado.

Tercera repartição da secção civil da secretaria do governo geral em Loanda, 25 de fevereiro de 1869.

O chefe da 3.^a repartição, *J. F. d'Andrade e Oliveira*.

transporte portuguez, comm., o 1.º tenente T. J. de S. S. d'Andréa, guarn. 75 praças, bocas de fogo 2; de Macão em 145 dias, de Mossamedes em 11, e de Benguella em 3, com 2 malas. Passageiros 79, F. de P. e Silva, major; J. J. da S. Xavier, com 7 pessoas da familia, capitão; al. T. d'Andrade, alferes; M. A. C. da Motta, com sua esposa e 2 criadas; F. Al. d'Almeida, com sua esposa; J. d'Almeida, A. G. G. sem emprego; 38 praças de pré, 4 mulheres, 9 degradados, e mais 10 de préa.

Item 26. — MARIA, brigue portuguez, 182 tonel., cap. J. A. F. Aguas, trip. 11 pessoas; de Benguella-volha em 2 dias, com gado.

Item. — GOA, corveta portugueza, comm., o capitão de fragata T. de V. N. Ferrari, guarn. 140 praças, bocas de fogo 12; de Timor em 200 dias, de Batavia em 153, de Moçambique em 63 dias, e do porto Elizabeth em 24; com 1 mala. Passageiros 86, A. J. de Carvalho, com sua esposa e uma criada; J. A. C. Homen, J. E. M. Coelho, J. Vieira, J. A. de Magalhães, com um filho menor, L. Antonio, M. Alves, H. Monteiro, V. A. Marreara, sem emprego; D. M. da C. F. Cardoso, com 1 filho e 1 criada; M. Joaquina, P. F. Augusta, 27 praças de pré, com 2 mulheres e 1 menor, 16 ditos com baixa do serviço, com 4 mulheres e 19 degradados para Loanda.

EMBARCAÇÕES SAIDAS

Setembro 21. — MONDEGO, lugre inglez, 130 tonel., cap. R. J. Rasmussen, trip. 7 pessoas e 4 criadas; para os portos do norte, com bouças.

Item 22. — BERBERANÇA, canoia portugueza, 25 tonel., mestre M. J. de S. Paulo, trip. 6 pessoas; para S. Thomé, com tabaco. Passageiros 11, A. A. Sardinha e 10 de préa.

Item 24. — UNICORN, pulhote inglez, 69 tonel., mestre D. L. Meccins, trip. 11 pessoas; para o Gabão com gado e aguardente. Passageiros 2 de préa.

Item 25. — INFANTE D. JOÃO, corveta portugueza a vapor, 150 cav. força vapor, comm., o capitão-tenente J. V. do O', guarn. 191 praças, bocas de fogo 11; para o cruzado.

Item. — NAPIER, escuna de guerra portugueza, comm., o 2.º tenente M. M. D. N. de Carvalho, guarn. 54 praças, bocas de fogo 5; para o cruzado.

Item 27. — CAUTELLA, patacho portuguez, 197 tonel., cap. A. d'O. Vaz, trip. 10 pessoas; para Lisboa com escala pelo Anbriz, com gente e colonias e 1 mala. Passageiros 3, J. N. Ferreira, com 1 criado; A. B. Pedreira, negociante.

Capitania do porto de Loanda, 27 de setembro de 1866. — *Raymundo d'Assumpção dos Santos*, 1.º tenente, capitão do porto.

ANNUNCIOS.

HENRIQUE CORRÊA D'ARAÚJO, agradece a todos

as pessoas que se prestaram a acompanhar as últimas horas fúnebres, feitas a seu fallecido pai ao Sr. João Custodio Sarmiento, e pede desculpa de qualquer falta que involuntariamente se apresentasse em tal occasião.

(101)

ASSOCIAÇÃO COMMERCIAL DE LOANDA.

NO DIA 3 D'OUTUBRO PROXIMO pelas 4 horas da tarde ha reunião d'assembleia geral para se tratar negocio urgente: são por isso e por este motivo avisados todos os socios a comparecer naquella dia e hora na sala desinada as suas sessões — Loanda, 27 de setembro de 1866. — *J. M. da L. Miranda Henriques*, 1.º secretario.

(102)

COLLEGIO DE SÃO PAULO DA ASSUMPTÃO DE LOANDA.

O DIRECTOR DO COLLEGIO, livre do serviço publico pelo facto de sua jubilação, vem annunciar que no dia 3 de novembro proximo futuro estabelece aula de ensino particular dos dous graus d'insrucção primaria das 10 horas á 1 hora da tarde.

E feriado ao sabado.

Este ensino terá lugar no prédio onde leccionava a secção d'ensino publico a seu cargo; e por o mesmo director sempre alfagalo.

É o preço para o ensino do 1.º grão 25000 réis fortes; do 2.º 35000 réis.

Receberá na sua aula 7 alumnos de prova e conhecida polidosa, que serão ensinados gratuitamente.

Dará por 1 hora de aula 6000 réis fortes mensaes, 3 lições por semana.

Antes do fim do anno publicará o programma detalhado e quadro de disciplinas que hão de formar o ensino geral em seu collegio. — *J. M. da L. Miranda Henriques*, director e proprietario.

(103)

PARA CONHECIMENTO DO PÚBLICO.

O ABAIXO ASSIGNADO, ad'administrador do açougue dos senhores Cocho Lemos e Carvalho, declara ás pessoas que desejam saber sobre este negocio, queirão se dirigir ao tribunal do commercio que lá veráo o registro da escriptura dos acima mencionados, e com isto tem dado uma satisfação como deve. — Loanda, 26 de setembro de 1866. — *Manuel da Cunha Guimarães*.

(104)

PARA LISBOA.

SAIÁ até ao dia 10 d'outubro o brigue portuguez Pacheco, capitão João Germano Soares Consignatarios, Marques & Ferraz.

(105)

LEITOS DE FERRO.

DE DIVERSOS tamanhos, para uma e para duas pessoas: a venda por intervenção do corrector da obra.

(106)

EM CASA DE CARVALHO BASTOS vendem-se muitos apertiores queijões da Serra da Estrella, brancos e amarelos e brancos, lavas de acia pedra, colheres de diferentes qualidades, fitas para prensa, e escueta de patinables, panno de lã, e de seda, azulejo e de lã, fechadura para porta e para caixa, e botões para homem, e outros muito objectos, tudo por preço e com o devido.

(107)

D. MARIANNA JOAQUINA DE FARIA E CAMARA

nomes dos moradores do concelho de Novo-Redondo que concorreram com donativos para se levar a effeito a construcção d'um forte no ponto do mesmo concelho denominado *Quizalla*, os quaes foram mandados louvar, pelo chefe do mesmo concelho, em nome do sr. ex.^o o governador geral.

	Moeda fraca.
Cesar Augusto dos Prazeres.....	20\$000
Joaquim Antonio Botelho.....	50\$000
José de Jesus Rodrigues.....	10\$000
José Marques de Faria, trabalho de 2 pedreiros por 20 dias e pedra do custo de um maço de coral.....	
Libanio José de Albuquerque.....	5\$000
Morães & Motta.....	70\$000
Mituel Coelho Guimarães.....	2\$000
Francisco Antonio da Costa.....	5\$000
Francisco dos Martires, uma semana de conclusão de pedras, 4 pretos.....	
Augusto Moreira Patricio Alvares.....	2\$000
João Francisco Rodrigues.....	5\$000
Sebastião Prudencio.....	5\$000
José do Nascimento Solano Monteiro.....	7\$300
Antonio Lima do Valle.....	2\$000
João Baptista da Horta, 2 pedreiros 15 dias cada um.....	
João da Cunha e Oliveira.....	2\$000
Serafin da Fonseca.....	5\$000
Francisco Pereira Bustos.....	2\$000
José Tavares Veiga.....	2\$500
Leiz Ribeiro Sabtil, 2 pedreiros 15 dias de trabalho.....	
Francisco M. Corrêa Negrão.....	2\$500
Ricardo José Pereira da Silva.....	2\$000
Antonio Pedro Gomes.....	1\$000
João Francisco Cruz.....	2\$500
Joaquim da Costa.....	8\$125
Manuel Martins.....	1\$000
Augusto Cesar Martins da Graça.....	2\$000
Alexandre Gonzaga Pereira, serviço de um pedreiro 10 dias.....	
Miguel Luiz da Silva.....	1\$000
Vicente Antonio, meio-maço de coral.....	
Francisco José Pereira Machado, um maço de coral.....	
Secretaria do govêrno geral em Loanda, 29 de fevereiro de 1868.—No impedimento do sr. secretario geral do govêrno, <i>M. A. de Castro Franzeina</i> , official-maibr.	

Estatística da instrucção pública na provincia de Angola, referida ao anno proximo passado de 1867.

DISTRICTO ADMINISTRATIVO DE LOANDA.

Loanda.	
Escola principal:	
Alunos europeos.....	1
Alunos nativos.....	77
Professores, Fernando da Silva Delgado e Carlos Augusto de Gouveia.....	
Aula de meninas: alumnas nativas.....	11

Mestra, D. Maria José Pinheiro Falcão de Miranda.

Bayra de Bengo

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	11
Professor, Manuel Gomes d'Araujo Netto.	

Libongo.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	24
Professor, Nicoláu da Cruz Veiga.	

Icolo e Bengo.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	35
Professor, Salvador Gregorio dos Santos.	

Alto Dande.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	31
Professor, Luiz José d'Oliveira Feio.	

Mucina

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	20
Professor, o pároco Balthazar Antonio Teixeira Pinto.	

Calumbo.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	57
Professor, Manuel de Jesus Machado.	

Novo-Redondo

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	20
Professor, Francisco dos Martyres.	

DISTRICTO DE BENGUELLA

Benguela

Escola d'instrucção primaria; alumnos nativos.....	77
Professor, Henrique dos Santos Silva.	

Aula de meninas: alumnas nativas.....	33
Mestra, D. Maria Paula da Gama Souza.	

Catumbella

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	22
Professor, Francisco Luiz Moreira Andrade.	

DISTRICTO DE MOSSAMEDES

Mossamedes

Escola d'instrucção primaria:	
Alumnos europeus.....	5
Alumnos nativos.....	21

Professor, o padre João Bento Gil,	
Aula de meninas:	

Alumnas europeas.....	1
Alumnas nativas.....	12
Mestra, D. Maria José Ferreira.	

Huilla.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	9
Professor, José Antonio Serra.	

DISTRICTO DO GOLUNGO-ALTO,

Golungo-alto.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	10
Professor, Domingos Pereira Bravo Cassiano.	

Pungo-andongo.

Escola d'instrucção primaria: alumnos nativos.....	18
--	----

Professor, o pároco Domingos Pereira da Silva Sardinha.

Duque de Bragança.

Escola d'instrução primaria: alumnos nativos..... 33
Professor, Lopo Gonçalves Fortunato e Castro.

Cuzengo.

Escola d'instrução primaria: alumnos nativos..... 17
Professor, Feliciano da Costa Farin.

Massangano.

Escola d'instrução primaria:
Alumnos europeus..... 1
nativos..... 87

Professor, o conego Antonio José do Nascimento.

Cambambe.

Escola d'instrução primaria: alumnos nativos..... 65
Professor, o padre Manuel Ignacio dos Santos Torres junior.

Dembos.

Escola d'instrução primaria: alumnos nativos..... 21
Professor, João Mauricio dos Santos.

N. B. Alem d'estas escolas, ha uma outra estabelecida no paço episcopal, com oitenta e quatro alumnos nativos e um europeu, regida pelo professor de sciencias ecclesiasticas, Timotheo Pinheiro Falção.

Terceira repartição da secção civil do secretaria geral do governo em Loanda, 25 de fevereiro de 1868.—O chefe da 3.^a repartição, *J. F. d'Andrade e Oliveira.*

JUNTA DA FAZENDA PUBLICA.

Relação dos negociantes e proprietarios da villa de Mossamedes escolhidos pela delegação da junta da fazenda do mesmo districto, para assignarem lettras por direitos d'alfandega na conformidade do edital da junta da fazenda pública de 28 d'outubro de 1862, os quaes forão approvados pela mesma junta em sua sessão de 21 de fevereiro de 1868.

Antonio d'Andrade e Mello,
João Antonio de Magalhães,
João Duarte d'Almeida,
José Joaquim de Pinho,
João Maria de Moura,
Manuel d'Almeida Soares,
Macedo & Ribeiro,
Manuel Rodrigues Pinto da Rocha,
Nogueira Brochado & comp.^{as},
Narciso Francisco de Souza,
Torres & Bastos.

Contadoria geral da junta da fazenda pública em Loanda, 27 de fevereiro de 1868.—*Damião Antonio Pereira Pinto*, escrivão-deputado.

AVISO.

No dia 2 de março proximo futuro, será abert-

to o pagamento nos districtos da provincia dos vencimentos do corrente mez de fevereiro, a todos os funcionarios, civis e militares.

Contadoria geral da junta da fazenda pública, em Loanda, 28 de fevereiro de 1868.—*Damião Antonio Pereira Pinto*, escrivão-deputado.

CAMARA MUNICIPAL DE LOANDA.

O cidadão *Joaquim Maria d'Azevedo Franco*, presidente da camara municipal d'esta cidade etc.

Faço saber que a camara municipal em sessão de hoje deliberou fazer lembrar aos moradores d'esta cidade o edital de 15 de maio de 1863 inserido no *Boletim Official* do governo n.º 20, e que os lugares para despejos do lixo são provisoriamente na praia do peixe, alem da casa de João Vicente das Neves, na Caponta, junto á antiga casa d'agua de Jacintho Corrêa Bittencourt, na rua do Miranda, e junto á casa que foi da hospedaria dos pretos, cujos lugares estão designados por postes.

Os despejos de materias feccas não são permitidos senão no mar, das 9 horas da noite ao nascer do sol.

E para constar mandei lavrar o presente e inseri-lo no *Boletim Official* do governo.

Camara, 27 de fevereiro de 1868.—Eu Bernardo Augusto Joaquim da Abreu, escrivão da camara o subscrevi.—*Joaquim Maria d'Azevedo Franco*, presidente.

REPARTIÇÃO FISCAL.

ALFANDEGA DE BENGUELLA.

Resumo da carga que para este porto conduziu o vapor portuguez D. Antonia, entrado neste porto em 10 de janeiro do corrente anno.

Caixas com assucar 49—saccas com arroz 29—caixas com azeite doce 3—barricas com assucar 3—caixas com bacalhau 18, com bolaxa 3—barricas com a dita 4—caixas com buzios 2, com cebolas 9, com conservas 1, com calçado 2, com carne 2—barris com a dita 4—caixas com fazendas 17—volumes com cabos e fios de vella 12—caldeiros de cobre 2—fardos com fazendas 225—caixas com fructas seccas 5—barricas com ditas 1—canastras com ditas 1—barricas com ficas 5—caixas com ferragens 8—barricas com farinha 17—caixas com contaria 1, com genebra 7, com louça 2, com miudesas 22, com massas 6, com medicamentos 2—barrica com ditos 1—barris com manteiga 6—caixas com papel 3—barris com peixe 5—caixa com dito 1—barrica com pozolana 1—caixas com queijos 1, com sabão 14.—dinheiro, 244 libras sterlinas—barris com toucinho 9—caixa com tabacco 1, com vellas 27—pipas com vinho 4—barris com dito 30, com vinagre 8—caixa com vidros 1.

De fazenda.	Quintandeiros.	De Carnes.	20
Carrinhos.	180	Carros e Cavaladuras.	16
Cavallos.	16	Muares.	20
	80	Jumentos.	

Secretaria do Governo Geral da Provincia do Angola 1 de Janeiro de 1851. — *Francisco Joaquim da Costa e Silva*, Secretario Geral do Governo.

N. B. Neste mappa não vão incluídos os militares de 1.ª linha da guarnição. Secretaria do Governo Geral da Provincia de Angola 1 de Janeiro de 1851. — *Francisco Joaquim da Costa e Silva*, Secretario Geral do Governo.

Total.	Qualidades.			Designações.	
	Pretos.	Mulatos.	Branços.		
600	200	330	70	Até 7 annos.	Idades.
780	520	180	80	De 7 a 14.	
1495	1100	275	120	De 14 a 25.	
2550	1550	450	550	Maiores.	
5425	3370	1235	820	Todos.	
5060	3300	1100	660	Solteiros.	Estados.
250	50	100	100	Casados.	
115	20	35	60	Viuvos.	
5425	3370	1235	820	Todos.	
4755	3370	1235	150	Africanos.	Naturalidades.
40			40	Americanos.	
660			660	Asiaticos.	
5425	3370	1235	820	Europeos.	
3225	1220	1185	820	Livres.	Condições.
2200	2150	50		Escravos.	
5425	3370	1235	820	Todos.	
740	400	250	90	Até 7 annos.	Idades.
1150	450	150	50	De 7 a 14.	
2850	2500	220	130	De 14 a 25.	
2400	2050	200	150	Maiores.	
7140	5900	820	420	Todos.	
6744	5774	690	280	Solteiras.	Estados.
306	96	110	100	Casadas.	
90	30	20	40	Viuvos.	
7140	5900	820	420	Todas.	
6974	5894	820	260	Africanas.	Naturalidades.
				Americanas.	
166	6		160	Asiaticas.	
7140	5900	820	420	Europeas.	
3320	2150	750	420	Livres.	Condições.
3820	3750	70		Escravas.	
7140	5900	820	420	Todas.	
12565	9270	2055	1240	Total de ambos os Sexos.	

Pessoas de ambos os sexos.

Mappa estatístico da população da Cidade de Loanda, e seus suburbios, relativo ao anno de 1850.

LOANDA 19 DE JUNHO DE 1851.

Haviam decorrido pouco mais de quatro mezes depois da morte do Sr. Conselheiro *Pedro Alexan-*

drino da Cunha, que foi Governador Geral desta Provincia, quando em Loanda se soube deste fatal successo que teve lugar em Macáu, aos 6 de Junho de 1850.

Um profundo pesar se apoderou do animo dos

BOLETIM



OFFICIAL

DO

GOVERNO GERAL DA PROVINCIA D'ANGOLA.

SABBAO 21 DE MAIO

SUSCREVEM-SE

CUSTA

Per anno, 52 numeros 25000 réis.
 Por seis mezes, 26 numeros 13000 »
 Por tres mezes, 13 numeros 6700 »

Número avulso, por folha 30 réis.
 Annuaes, por linha 60 »
 Vende-se na imprensa, e na loja de Joaquim Maria d'Arveado Franco.

Não se receberá correspondencia, não vindo franca de porte.

PARTE OFFICIAL

GOVERNO GERAL.

PORTARIA N.º 86. — O governador geral da provincia d'Angola e suas dependencias determina o seguinte:

Attendendo ao que me requereu Luiz José d'Oliveira, pedindo ser exonerado do lugar d'escrição do concelho do Alto Dande, para que havia sido nomeado por portaria n.º 46 de 17 de março do anno proximo passado, e em vista das informações havidas a seu respeito: hei por conveniente exonerar-lo do mencionado lugar.

As autoridades e mais pessoas, a quem o conhecimento d'esta competir, assim o terão entendido e cumprão.

Palacio do governo em Loanda, 18 de maio de 1864. — José Baptista d'Andrade, governador geral.

ITEM N.º 87. — O governador geral da provincia d'Angola e suas dependencias determina o seguinte:

Sendo necessario concluirem-se os trabalhos já começados das obras do hospital militar de Benguella, autorizadas por portaria d'este governo geral n.º 204 de 14 de dezembro do anno proximo findo, na importancia de 1:273\$513 réis; e conhecendo-se não ser sufficiente tal quantia para o completo das mencionadas obras, propondo por isso o respectivo governador um orçamento supplementar na importancia de 1:095\$410 réis: hei por conveniente approvar o orçamento proposto, e autorisar extraordinariamente o mesmo governador a despendar mais para conclusão das referidas obras a quantia de 1:095\$410 réis, tirada do producto do imposto dos tres por cento *ad-valorem*.

As autoridades e mais pessoas, a quem o co-

nhecimento d'esta competir, assim o terão entendido e cumprão.

Palacio do governo em Loanda, 20 de maio de 1864. — José Baptista d'Andrade, governador geral.

Pela secretaria do governo geral se faz publico, que existem capturados nas localidades abaixo designadas, os seguintes pretos:

Em S. Miguel. — Capturados no concelho de Calumbo, Caetano Candele, escravo, diz pertencer a Manuel José, d'esta cidade; e Candugu, escravo, diz pertencer a um Carvalho, empregado na camara. Capturado no concelho da Barra do Bengo, Antonio Adão, que so diz escravo, cujo dono se ignora.

Quem se julgar com direito de propriedade nos ditos pretos, trate de o fazer valer no prazo de 30 dias, contados d'esta data, sob pena de serem julgados livres, na conformidade das disposições da portaria d'este governo geral n.º 93 de 28 de julho de 1858, inserta no *Boletim* n.º 670.

Segunda repartição da secção civil da secretaria do governo geral em Loanda, 21 de maio de 1864. — O chefe da 2.ª repartição, M. A. de Castro Brancina.

Estatistica da instrucção publica na provincia d'Angola, referida ao 2.º semestre do anno proximo passado.

DISTRICTO ADMINISTRATIVO DE LOANDA.

Loanda.

Escola principal: alumnos (europeos 2
 (nativos 129

Professores, José Maria da Lembrança de Miranda Henriques e Fernando da Silva Delgado.

Aula de meninas: alumnas nativas 13

Mestra, D. Maria José Pinheiro Falcão de Miranda.

<i>Barra do Bargo.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	16
Professor, Manuel Gomes d'Araujo Netto.	
<i>Barra do Dande.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	14
Professor, Francisco Guilherme Baptista.	
<i>Lilongo.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	29
Professor, Antonio Ferreira da Silva Moreira Rangel.	
<i>Icolo e Bengo.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	17
Professor, Antonio Ferreira do Nascimento.	
N. B. Este professor falleceu no dia 20 de dezembro ultimo.	
<i>Alto Dande.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	21
Professor, José do Patrocinio.	
<i>Zenza do Golungo.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	28
Professor, Antonio Varella Marques Pimentel.	
<i>Muxima.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	64
Professor, Baltazar da Silva e Sousa.	
<i>Calumbo.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	63
Professor, Manuel de Jesus Machado.	
<i>Novo-Redondo.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	9
Professor, o pároco Antonio de Meirelles.	
DISTRICTO DE BENGUELLA.	
<i>Benguella.</i>	
Escola d'Instrução primaria:	
alumnos { europeos.....	1
{ nativos.....	94
Professor, Henrique dos Santos e Silva.	
Aula de meninas: alumnas nativas.....	10
Mestre, D. Amelia da Gloria Correa da Concelho.	
<i>Dombe-grande.</i>	
Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	10
Professor, José Christino Pinheiro Polvo.	
DISTRICTO DE MOSSAMELES.	
<i>Mossamedes.</i>	
Escola d'Instrução primaria:	
alumnos { europeos.....	9
{ nativos.....	22
Professor, o padre Antonio Castanheira Nunes.	
<i>Fluilla.</i>	
Escola d'Instrução primaria:	

alumnos { europeos.....	15
{ nativos.....	2
Professor, o pároco Antonio Manuel Alves.	
N. B. Os mappas de que se extrairam os dados estatisticos d'este districto, não referidos ao 3.º trimestre do anno passado, ultimos até agora recebidos.	

Da aula de meninas estabelecida na capital do districto, não se receberam os mappas competentes.

DISTRICTO DO AMBRIZ.

Ambriz.

Escola d'Instrução primaria:	
alumnos { europeos.....	2
{ nativos { masculinos.....	2
{ femininos.....	1
Professor, o pároco José Agostinho Ferreira.	

Incôge.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	29
Professor, Manuel Nunes Dias.	
N. B. No concelho de D. Pedro V, não tem dado aula o respectivo pároco.	

DISTRICTO DO GOLUNGO-ALTO.

Golungo-alto.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	29
Professor, Luiz Maria de Sande.	

Pungo-andongo.

Escola d'Instrução primaria:	
alumnos { europeos.....	1
{ nativos.....	23
Professor, o pároco Domingos Pereira da Silva Sardinha.	

Ambaca.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	27
Professor, Joaquim Filipe Fragoso Cardoso.	

Malange.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	12
Professor, Manuel Paschoal Alves Rodrigues.	

Duque de Bragança.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	30
Professor, José Joaquim Pereira dos Santos.	

Cazengo.

Escola d'Instrução primaria:	
alumnos { europeos.....	1
{ nativos.....	5
Professor, o pároco José Cerveira Pinto.	

Massangano.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	36
Professor, o pároco Manuel Ignacio dos Santos Torres junior.	

Dombos.

Escola d'Instrução primaria: alumnos nativos.....	5
Professor, Antonio Caetano de Salles Moura.	

Vê-se, pois, que, em 1862, o número dos alumnos em toda a provincia foi de 19 europeos e 677 nativos, e de 25 alumnas: sendo o total d'ambos os sexos 721.

Em 1863 o total dos alumnos d'ambos os sexos que frequentaram as aulas foi de 779; sendo 29' europêos e 726 indigenas, do sexo masculino, e 24 do sexo feminino; tendo, por tanto, havido a mais no anno passado 58 alumnos. Do mesmo modo se deve considerar superior o das alumnas, se se notar que na villa de Mossamedes ha uma aula de meninas que é frequentada, mas que, pela razão dada no lugar competente, não figura na presente estatística.

Terceira repartição da secção civil da secretaria do governo geral em Loanda, 3 de maio de 1864. — *Eduardo Augusto de Sá Nogueira Pinto de Balsemão*, 1.º official.

Para conhecimento dos interessados e mais effeitos., se faz publico que, falleceram nos dias abaixo mencionados, os individuos seguintes:

Francisco Antonio Magalhães; idade 18 annos, solteiro, natural do Minho. filho de Francisco Antonio Magalhães; falleceu nesta cidade no dia 17 do corrente.

José Corrêa, ignora-se a idade e filiação, natural de Lisboa, soldado do batalhão d'infanteria n.º 1; falleceu nesta cidade no dia 17 do corrente.

João Taborã, ignora-se a idade, casado, natural de Val-dos-Prazeres, filho de Pedro Taborã; falleceu nesta cidade no dia 17 do corrente.

Luiz Antonio, ignora-se a idade, naturalidade e filiação, addido á companhia d'artífices; falleceu nesta cidade no dia 17 do corrente.

Manuel Vicencio Lourianto, ignora-se a idade, natural da ilha do Pico, filho de José da Cunha; falleceu nesta cidade no dia 17 do corrente.

Terceira repartição da secção civil da secretaria do governo geral em Loanda, 20 de maio de 1864. — *Eduardo Augusto de Sá Nogueira Pinto de Balsemão*, 1.º official.

Ordem á força armada n.º 6.

Devendo ter lugar no dia 26 do corrente mez, a festividade de *Corpus Christi*, manda s. ex.ª o governador geral, que nesse dia se execute o seguinte:

1.º As fortalezas serão embandeiradas ao nascer do sol.

2.º As 8 horas da manhã, terá lugar o embandeiramento dos navios de guerra nacionaes surtos no porto, e o estandarte real será içado no lugar do costume.

3.º Uma guarda de capitão com bandeira, do batalhão d'infanteria n.º 1, de grande uniforme, estará collocada no adro da igreja de S. João ás 8 horas da manhã, afim de fazer as honras do templo; durante o *Te-Deum* que ali deve ter lugar á referida hora.

4.º O supramencionado batalhão d'infanteria n.º 1, tambem em grande uniforme, e na sua maxima força, achur-se-ha pelas 5 horas da tarde á porta da predita igreja, formando alas

para a saída da procissão, acompanhando-a depois em columna de divisões.

5.º A fortaleza de S. Miguel salvará á saída da procissão com 21 tiros:

6.º Depois de haver recolhido a procissão, um dos pelotões do referido corpo, dará as descargas do estilo, collocando-se para esse fim no lugar competente.

7.º Todo o serviço da guarnição será feito do grande uniforme, e as guardas serão fornecidas pelo batalhão de voluntarios caçadores da rainha.

8.º Sua ex.ª espera a concorrência áquelle acto religioso de todos os officiaes, tanto de 1.ª como de 2.ª linha, que não estiverem de serviço, e bem assim dos avulsos e reformados. Igualmente convida os funcionarios civis para assistirem á mesma festividade.

Secção militar da secretaria do governo geral em Loanda, 20 de maio de 1864. — *Antonio Maria de Sampaio*, capitão, chefe.

JUNTA DA FAZENDA PÚBLICA.

Achão-se a pagamento os ordenados e soldos do mez de fevereiro último, a todas as classes que percebem pelo cofre da thesouraria geral, depois de devidamente notados seus recibos por esta repartição.

Contadoria geral da junta da fazenda pública em Loanda, 18 de maio de 1864. — *Antonio Ignacio da Silva*, escriptão-deputado interino.

DIOCESE D'ANGOLA E CONGO.

Ill.º sr. — Tendo sido sagrado bispo d'esta diocese o ex.º e rev.º sr. D. José Lino d'Oliveira, fui pelo mesmo encarregado de reger a diocese; e que participo a v. s.ª para os fins convenientes.

Deos guarde a v. s.ª Loanda, 16 de maio de 1864. — Ill.º sr. Secretario geral do governo da provincia d'Angola. — *Francisco Maria Constantino Ferreira Pinto*, magistral e governador do bispado d'Angola e Congo.

CAMARA MUNICIPAL DE LOANDA.

Sendo o dia 26 do corrente, o da festividade de *Corpus Christi*, a camara municipal convidá as irmandades do Santissimo Sacramento, e Ordem 3.ª, e bem assim a todos os habitantes da cidade a comparecerem naquelle dia ás 8 horas da manhã na igreja de S. João; afim de assistirem aos actos religiosos que ali hão de ter lugar; e ás 5 da tarde á procissão que ha de sair da mesma igreja.

E, para constar, se mandou fazer o presente e inserir no *Boletim Official* do governo.

Paços do concelho em Loanda, 20 de maio de 1864. — Eu, Antonio Caetano da Costa Diniz, escriptão da camara o escrevi. — *Francisco Silvestre do Rego*, presidente.

do anno proximo findo, para os effeitos n'ella designados.

Paço, em 31 de janeiro de 1868. — José Rodrigues Coelho do Amaral.

N. B. Tem a pagar d'emolumento 13\$600 r.

IDEM n.º 39. — Manda Sua Magestade EL-REI, pela secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, participar ao governador geral da provincia d'Angola que, por decreto de 20 do corrente, publicado no *Diario de Lisboa* n.º 19 de 25 do dito mez, houve o mesmo augusto senhor por bem confirmar no emprego de aspirante da alfandega de Loanda a Antonio Henrique de Mattos Rudzky: o que o referido governador geral fará constar ao agraciado, em conformidade á portaria circular de 15 de junho do anno proximo findo, para os effeitos nella designados.

Paço, em 31 de janeiro de 1868. — José Rodrigues Coelho do Amaral.

N. B. Tem a pagar d'emolumento 7\$757 r.

X IDEM n.º 45. — Tendo sido adoptados os pesos e medidas do systema metrico decimal na moderna pauta das alfandegas da provincia d'Angola, e convido regularisar o ensino do mesmo systema nas escolas de Loanda e Benguella, manda Sua Magestade EL-REI, pela secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, remetter ao governador geral da dita provincia duas colleções de compendios, quadros e tabelas para o ensino do systema metrico, iguaes aos que forão enviados para Mossamedes em portaria de 14 de novembro de 1866; e determina o mesmo augusto senhor, que uma das colleções seja entregue ao professor da escola principal de Loanda, Carlos Augusto de Gouvêa, o qual será encarregado de leccionar um curso especial do predito systema, da forma mais conducente a que se possa d'elle aproveitar o maior número de pessoas; e que a outra colleção seja remetida ao governador de Benguella, recommendando-se-lhe muito particularmente a organização do referido ensino naquella cidade.

Paço, em 4 de fevereiro de 1868. — José Rodrigues Coelho do Amaral.

IDEM n.º 48. — Attendendo Sua Magestade EL-REI, ao que lhe representou o Bacharel João Cândido Furtado d'Antas, juiz de direito da comarca de Loanda, expondo a urgente necessidade de vir ao reino tratar-se dos seus padecimentos adquiridos em Angola durante uma effectiva residencia de quasi sete annos: ha por bem autorisar o governador geral da referida provincia a conceder ao supplicante a pedida licença de seis mezes para vir ao reino tratar-se, se assim o exegir de prompto o estado da sua saude, verificado por inspecção da respectiva junta, ou, então, quando menos inconveniente se torne para o serviço judicial a ausencia do referido juiz.

Paço, em 4 de fevereiro de 1868. — José Rodrigues Coelho do Amaral.

IDEM n.º 49. — Tendo sido determinado por portaria de 4 d'abril do anno proximo passado que, em beneficio da fazenda publica e do commercio fosse adoptada nas alfandegas da provincia d'Angola a providencia observada na alfandega grande de Lisboa, de ser sellado e registado um unico documento das mercadorias destinadas a deposito nas mesmas alfandegas: manda Sua Magestade EL-REI, pela secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, que o governador geral da referida provincia, não obstante as considerações que fez a este respeito, em seu officio de 27 de maio de 1867, dê execução á indicada providencia, commettendo o encargo de que se trata ao escrivão da meza grande d'alfandega de Loanda, ou, aonde não houver tal empregado, aos escrivães das respectivas alfandegas, tanto para isso um livro especial no qual serão registados os conhecimentos apresentados, pondo-se nas outras vias d'elles, que devem estar juntas ao manifesto da carga, as competentes notas d'esso registo datadas e assignadas pelo escrivão; não devendo mais ser feito o despacho das mercadorias senão pelos conhecimentos registados: Sua Magestade EL-REI autorisa o referido governador geral a estabelecer um pequeno emolumento pelo registo dos conhecimentos, se julgar isso justo e necessario, e recommendando-lhe o immediato cumprimento das disposições d'esta portaria, ordena que elle dê conta por este ministerio de as haver executado.

Paço, em 5 de fevereiro de 1868. — José Rodrigues Coelho do Amaral.

GOVERNO GERAL DA PROVINCIA.

PORTARIA n.º 31. — O governador geral da provincia d'Angola e suas dependencias, determina o seguinte:

Tendo na devida consideração a proposta que me dirigiu o chefe do concelho de Pungo-andongr, para serem despachados capitães, os commerciantes Duarte Marciano da Fonseca Vasques e João Feliciano Pedroneira, e alferes, o proprietario Antonio José de Brito.

Attendendo a que os dous primeiros se offercem, não só para conjuntamente com o presidente da camara e juiz ordinario procederem a um justo recenseamento dos individuos nas precisas condições de terem praça nas companhias moveis, como tanto tenho recommendado, mas ainda se prestão a fornecer as praças das suas companhias um uniforme apropriado: hei por conveniente despachar para os postos que lhes vão designados, os seguintes cidadãos.

1.ª companhia movei.

Capitão, Duarte Marciano da Fonseca Vasques.

2.ª companhia movei.

Capitão, João Feliciano Pedroneira.

Alferes, Antonio José de Brito.

todos os chefes de familia d'esta cidade, para pres-
tarem nos cabos de policia das regedorias da sé,
N. S. da Conceição e ilhas adjacentes, os escla-
recimentos que lhes forem exigidos pelos mesmos,
afim de se levar a effeito aquelle importante serviço.

Loanda, 29 de junho de 1866. — O adminis-
trador do concelho, *José Lourenço Marques*.

COMISSÃO ADMINISTRATIVA DO IMPOSTO DOS 3 POR 0/0 AD-VALOREM.

Sendo necessario comprar para gasto das diffe-
rentes obras administradas por este imposto, os
materiaes que abaixo vão designados por quanti-
dade e qualidade, as pessoas que os possuirem e
pretendão vender, podem dirigir as suas propos-
tas em carta fechada até ao dia 4 do proximo
mez de julho, ao sr. presidente da commissão.

NOTA DOS MATERIAES A FORNECER.

Designação	Forneci- mento mensal	Importan- cia a contratar
Cal — moios	40	320
Pedra — metros cubicos . . .		30
Tijollos — milheiro	5	20
Telha — ditos	2	5
Pipas d'agua	48	800
Vigas de 10 metros de com- primento	40	120
Taboas de S. Thomé	2	6
Preges de caibro reforçados	2:000	2:000
Ditos de caibro	4:000	4:000
Ditos de bordão	5:000	20:000
Ditos de batel grande	5:000	10:000

Loanda, 27 de junho de 1866. — O secreta-
rio, *João Florencio Ferreira Annapaz*.

DISTRICTO DO GOLUNGO-ALTO.

CONCELHO DO DUQUE DE BRAGANÇA.

Edital.

A junta do lançamento do dizimo do presente
anno, em virtude do art.º 13 das instrucções re-
gulamentares do dito imposto, exaradas no *Bole-
tim Official* do govêrno n.º 637 de 12 de desem-
bro de 1857, faz público, que são por meio d'este
chamados os habitantes que se acharem lesados
nas collectas que lhe serão orçadas, para virom
fazer suas reclamações á residencia do chefe do
concelho, onde se deve achar patente o lança-
mento original do dizimo, durante o prazo de 15
dias, depois da publicação do presente edital, e
findo este prazo abrir-se-ha tambem outro de 15
dias, para se receberem reclamações por escripto
que serão attendidas na conformidade do art.º 5.º
do mencionado regulamento.

E, para que chegue ao conhecimento dos inte-
ressados, serão affixados 6 d'este teor, nos luga-

res mais públicos do concelho, e um inserido no
Boletim Official do govêrno.

Secretaria do commando do concelho do Duque
de Bragança, 1 de junho de 1866. — *João José
das Dires Saraiva*, presidente. — *Manuel Maria
Leite da Conceição*, vogal. — *Manuel Antonio dos
Santos Silveiro*, vogal. — *Manuel Soares do Re-
zario*, vogal. — *Joaquim José Gautel*, secretaria.

ESCOLA PRINCIPAL D'INSTRUCÇÃO PRIMARIA.

Ill.º e ex.º sr. — Sendo pratica geral o publi-
car-se no jornal official os nomes dos alumnos das
escolas públicas, que nos exames respectivos ob-
têm approvação plena, e ainda o d'aquelles que
prencados são: e não só seguindo a pratica,
mas tambem os resultados d'estimulo que com es-
te facto obtem o ensino, julguei conveniente pe-
dir a publicação dos nomes dos alumnos da ses-
são d'ensino a meu cargo, na escola principal
d'instrucção primaria, que naquellas circumstan-
cias se achão pelos exames feitos em 13 do cor-
rente, e provas d'aproveitamento em 14; e por
isso remetto a inclusa lista para o fim indicado;
uma vez que esta seja a opinião de s. ex.º o go-
vernador geral, presidente do conselho.

Nada se me offerece dizer em relação aos actos
realizados, por isso que em relação aos alumnos,
no lugar competente dei a minha opinião, já como
professor, já como membro do conselho.

Como mestre não sou julgador e sim julgado;
por tanto s. ex.º o governador geral o terá feito,
e eu aceito o juizo formado por o mesmo ex.º
sr., por isso que o considero e respeito como com-
petentissimo.

E tendo tudo de ser levado ao conhecimento
de s. ex.º eu espero que v. s.º assim lh'o faça
constar.

Deos guarde a v. ex.º Escola, 22 de junho de
1866. — Ill.º e ex.º sr. Secretario geral do go-
vêrno Eduardo Augusto de Sá Nogueira Pinto
de Balsemão. — *J. M. da L. Miranda Henri-
ques*, professor da escola principal.

RESULTADO DOS EXAMES QUE TIVERÃO LUGAR PE- RANTE O CONSELHO INSPECTOR, NO DIA 13 DE JUNIO CORRENTE.

Forão approvados plenamente os alumnos:

Alfredo Augusto Navarro da Silva Ribeiro. —
Antonio Romão Navarro da Silva Ribeiro. — D.
Alvaro d'Agua Rozada. — Antonio Peixoto d'Al-
meida Monteiro. — João Malheiros dos Santos. —
Manuel Antonio Pires. — Alfredo de Sousa Arau-
jo. — Cactanno Vieira Dias. — D. Miguel d'Agua
Rozada. — Arcenio P. P. de Carpo. — Euzebio Vo-
lasco Galiano.

Em segunda votação foi dada distincção aos
cinco primeiros, e que ao primeiro e segundo fos-
sem dados os primeiros premios em ordem.

Distribuição dos premios.

1.º premio — Os annaes de Cornelio Tacito em
dous volumes, offerecidos por o ill.º sr. João Os-
mundo Toulson.

O novo amigo dos meninos por Sanit. Germano Leduc. em dous vol.

Distribuido a Alfredo A. N. da Silva Ribeiro.

2.º premio — Historia natural para meninos e meninas, por Pedro Luiz Napoleão Chernoviz, oferecido por o ill.º sr. Toulson, Alguns frutos da leitura e da experiencia, por o conselheiro d'estado José Silvestre Ribeiro, dous vol.

3.º premio — A Antonio R. N. da Silva Ribeiro, Alguns frutos etc.

Christão por sentimento, tres vol.

Mimo á infancia por Emilio A. Montoverde, um vol.

4.º premio — A D. Alvaro d'Agua Rozada, Alguns frutos etc.

Arithmetica, por T. Tate.

5.º premio — A Antonio P. d'Almeida Monteiro.

O mesmo a João Malheiros dos Santos.

DISTRIBUIÇÃO DE LIVROS.

Manuaes Encyclopedicos.

Aos alumnos:

João da Rocha. — João Caetano da Costa. — Christovão Francisco d'Assis. — Gregorio Carlos dos Santos Nogueira. — Paulo Clemente de Sousa Peres. — Candido de Sousa Freire. — Augusto Lemos da Silveira. — Bernardo Vieira Dias. — Nascimento Vieira Dias. — Carlos Joaquim Távares. — Vicente Agostinho de Sant'Anna. — Pedro Alexandrino da Cunha.

Methodos Facilimos.

Aos alumnos:

Francisco Paredes. — Pedro Manuel Vieira da Silva. — Manuel Antonio da Silva. — Alberto Luiz Gomes. — Henrique Leony. — Victorianno de Faria. — Diogo Pedro Florencio. — Augusto Antonio. — Frederico Pimentel d'Andrade. — Abel de Fontes Pereira. — Pedro Antonio. — Joaquim José de Sant'Anna. — Pedro Luiz Gomes. — Lino Ribeiro Porto. — Domingos Antonio Martins. — Leopoldo da Silva Guimarães. — Antonio da Silva Lobo. — Lourenço Francisco d'Assis. — Olavo Gambôa. — João Vieira Dias.

Arithmeticas e compendios de doutrina christã.

Aos alumnos:

Manuel Antonio Pires. — Alfredo de Sousa Araujo. — Caetano Vieira Dias. — D. Miguel d'Agua Rozada. — Acacio Vieira Braga. — Arcenio P. P. de Carpo. — João da Rocha. — João Caetano da Costa.

Ficaram dez compendios de doutrina, para o professor da escola distribuir aos alumnos que julgar conveniente.

Escola, 18 de junho de 1866. — J. M. da L. Miranda Henriques, professor da escola.

PORTE NÃO OFFICIAL.

Em cumprimento do contrato celebrado entre o govêrno de Sua Magestade e o negociante americano d'esta praça Augusto Archer Silva, aos 10

de junho do anno passado, para a navegação a vapor entre Loanda, Calumbo e Cambambe, acaba de chegar a este porto um dos vapores destinados áquella navegação, algum pessoal, e muito material para o mesmo fim destinado.

Registâmos com intima satisfação este facto, importantissimo, sem dúvida, porque da realisação d'elle vai comêçar a contar-se uma nova época que se apresenta cheia da mais viçosa esperança para o desenvolvimento do commercio da provincia, e da sua civilisação.

A benefica influencia que a rapidez e facilidade das communições entre a capital e o interior d'Angola ha de trazer consigo, escusado é demonstra-la.

Relacionar os povos, é civilisa-los. Pôde dizer-se que falha a civilisação, onde só ha isolamento. Na historia antiga e na moderna historia isso vemos attestado em cada pagina.

Se, pois, por estê lado a navegação do Quanza vem dar um decidido impulso ao progresso moral da provincia, não menor é de certo o que ella transmite á sua prosperidade material.

Como consequencia d'esta linha de communições para Cambambe, facil é de prevêr que as margens do Quanza, já invejaveis hoje, vão subir consideravelmente d'importancia, e que do mesmo modo muito hão de crescer as povoações, que ao longo d'ellas se vêem, principalmente as d'aquelles pontos onde tocarem os vapores.

Claro é que de tudo isto grandes e rapidas vantagens hão de provir para a provincia.

A escassez do tempo de que podemos dispôr, mal nos permite traçar ao correr da penna estas breves linhas.

Dizem pouco. Exprimem, porém, o prazer com que registamos um acontecimento notavel para a provincia em que nos achamos.

Louvores, pois, ao govêrno que tão desveladamente olha para os povos d'Angola, facilitando-lhes e proporcionando-lhes commodidades e beneficios que não frua: e louvores ao negociante honrado e emprehendedor que não duvidou arriscar capitaes certos, por lucros incertos, com quanto muito provaveis.

Dentro em poucos dias lá irão as aguas d'esse grande e bello rio Quanza, pela vez primeira, ser resgadas pela cortadora prôa d'um vapor: esse agente poderoso e forte dos modernos tempos do desenvolvimento moral e material das nações cultas.

Desejamos longa e prospera vida á empresa que tomou sobre seus hombros a esperançosa navegação a vapor do Quanza ha tantos annos apreguada, mas só agora em vespêras de realisar-se.

Deos a proteja.

Loanda, 29-6-66.

E.

EXPOSIÇÃO INTERNACIONAL DO PORTO.
Relatorio do sr. ministro das obras publicas,
commercio e industria.

(Continuado do número 21.)

• O Porto, a cidade mais activa e industrial do

CAPÍTULOS	DESIGNAÇÃO DA DESPEZA		SOMMAS	
			POR ARTIGOS	POR CAPÍTULOS
1.º	Transporte	4:150,000		13:295,200
	Aos ditos para 4 serventes que cada um tem empregados no seu serviço, a 120 réis diários.	702,5720	4:853,5280	
	ARTIGO 4.º			5:573,5280
	INSTRUÇÃO PÚBLICA			
	secção 1.ª			
	<i>Escola principal.</i>			
2	Professores, a 500,000 réis.	1:000,000		
1	Professor de latim.	200,000	1:200,000	
3	secção 2.ª			
	<i>Ensino primario.</i>			
1	Professor (Benguella).	300,000		
1	Professor (Mossamedes).	200,000		
2	Professores, a 120,000 réis.	240,000		
3	Professores, a 72,000 réis.	648,000		
4	Professores, a 60,000 réis.	600,000		
2	Professores, a 48,000 réis.	96,000		
1	Mestra de meninas.	200,000		
1	Mestra de meninas.	150,000		
1	Mestra de meninas.	120,000	2:554,000	
28	secção 3.ª			
	Despesa com o ensino dos filhos dos régulos.	672,000		
	secção 4.ª			
	<i>Instrução professional.</i>			
	Manutença de 4 alumnos na escola normal de Lisboa, a réis 111,000 réis.	576,000		
	Manutença de 6 aprendizes no collegio do arsenal do exercito, a 200 réis diários cada um.	439,200		
	Manutença dos alumnos para Lisboa.	360,000	1:375,200	
	ARTIGO 5.º			5:801,5200
	<i>Imprensa nacional</i>			
1	Compositor e director.	525,600		
2	Compositores, a 175,800 réis.	350,5400		
2	Aprendizes, 1 a 72,500 réis, outro a 43,800.	115,5800		
2	Impressores, 1 a 87,500 réis e 1 a 43,800 réis.	131,5400		
1	Livreiro.	175,5200		
	Typos e outras despezas.	266,8666		
	Para novos aprendizes.	192,0000	1:757,0666	
8				1:757,0666
				26:126,5746

(a) Carta de lei de 8 de maio de 1866.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

	pages
INTRODUCTION	3
<u>Première partie</u> : INTRODUCTION HISTORIQUE AUX RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT AU COURS DU XIXE SIECLE	
CHAPITRE I : LES TENTATIVES DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME ÉDUCATIF	
I - La situation de l'enseignement après la chute du Marquis de Pombal.....	10
1. Le "subsídio literário".....	10
2. L'enseignement féminin.....	11
II - De la nouvelle constitution au Cabralisme	12
1. Le Conseil Supérieur de l'Instruction.....	12
2. Les oscillations de la politique éducative du septembrisme au Cabralisme.....	14
III - Deuxième moitié du XIXe siècle : une nette amélioration	16
1. La réforme de José Joaquim Falcao.....	16
2. Les effets de la Régénération.....	17
3. A la recherche d'une efficacité pédagogique dans les années 60.....	20
4. La Réforme de Rebelo da Silva.....	22

CHAPITRE II : PRÉSENTATION DES DÉCRETS DE 1845 ET 1869
SUR L'ENSEIGNEMENT EN OUTRE-MER

pages

I - Présupposés et lacunes dans la définition des contenus programmatiques des deux décrets.....	26
1. L'enseignement des lettres.....	26
2. L'enseignement religieux.....	28
3. L'enseignement scientifique.....	28
II - Analyse comparative des décrets de José Falcao et Rebelo da Silva, d'un point de vue administratif.....	31
1. Une politique de décentralisation.....	31
2. Réorganisation administrative de l'Instruction Publique.....	33
a-La scolarité obligatoire.....	33
b-Les concours.....	34
c-Les salaires des professeurs.....	34
d-Les retraites.....	34
Conclusion de la Première Partie.....	35

Deuxième Partie : LES STRUCTURES D'ACCUEIL
SCOLAIRES A LUANDA POUR L'INSTRUCTION
PRIMAIRE A PARTIR DE 1845

CHAPITRE III : L'INSTRUCTION PUBLIQUE

I - Le cours d'Instruction Primaire de Luanda.....	40
1. La première école officielle de Luanda.....	40
2. L'organisation interne du cours.....	41

	pages
II - Les premiers signes de développement dans les années 50.....	42
1. L'école principale de Luanda et le professeur José Maria da Lembrança Henriques.....	42
2. Le cours de grammaire latine.....	44
 CHAPITRE IV : L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ	
I - Le collège de Sao Paulo de Assumpção.....	46
1. Un lancement publicitaire.....	46
2. Un collège payant moderne.....	47
II - L'Asile D. Pedro V.....	49
1. L'organisation administrative.....	49
2. L'enseignement dispensé à l'asile.....	50
 CHAPITRE V : L'ENSEIGNEMENT BÉNÉVOLE	
I - Les écoles nées d'initiatives privées.....	52
1. Ecoles bénéficiant de l'appui des autorités ecclésiastiques.....	52
2. Les écoles tenues par des laïcs.....	53
a-Les écoles de garçons.....	53
b-Les écoles de filles.....	54
II - Quelques remarques.....	54
1. Les clivages entre écoles publiques et privées.....	54
2. Tolérance ou laxisme ?.....	56
3. La scolarisation des enfants blancs.....	57
Conclusion de la deuxième partie.....	58

Troisième Partie : L'ÉCART ENTRE LES BESOINS
SCOLAIRES ET LES PRATIQUES

CHAPITRE VI : LES MOYENS PÉDAGOGIQUES MIS EN OEUVRE DANS
LES ÉTABLISSEMENTS DE LUANDA

I - Analyse de la méthodologie du cours public d'instruction primaire de Luanda.....	64
1. Les méthodes de lecture et d'écriture.....	64
2. La méthode pour les mathématiques.....	66
3. L'enseignement de la doctrine chrétienne et de la morale.....	67
II - Les limites de la méthodologie.....	68
1. Un apprentissage long.....	68
2. Un manque de manuels.....	70
III - Les résultats obtenus.....	72
1. Des étudiants dans l'arsenal de l'île de Luanda.....	72
2. Des étudiants angolais en métropole.....	73
3. Les petits métiers.....	74

CHAPITRE VII : L'ENCADREMENT SCOLAIRE

I - Le corps enseignant.....	77
1. Les qualifications.....	77
2. La question salariale.....	79
II - Les inspections dans les écoles.....	81
1. La négligence des pouvoirs locaux.....	81
2. Des constatations pessimistes.....	82
Conclusion de la troisième partie.....	84

	pages
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	85
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	90
APPENDICE.....	101
TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES.....	146.